Pamph
HMed
L.

J.-L. DE LANESSAN
Ancien Ministre de la Marine,
Ancien Gouverneur général de l'Indo-Chine.

Pourquoi les Germains seront vaincus

PARIS, FÉLIX ALCAN

Prix : 1 fr. 25

Pourquoi

les Germains

seront vaincus

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

Notre Défense Maritime. 1 vol. in-16. . . . . 3 fr. 50

Nos Forces Militaires. 1 vol. in-16 . . . . . 3 fr. 50

Nos Forces Navales. *Organisation. Répartition.* 1 vol. in-16. . . 3 fr. 50

Le Bilan de notre marine. 1 vol. in-16 . . . . . 3 fr. 50

Le Programme Maritime de 1900-1906. 1 vol. in-16. . . . . 3 fr. 50

Les missions et leur protectorat. 1 vol. in-16 . . . . . 3 fr. 50

L'État et les Églises de France. *Évolution de leurs rapports des origines à la loi de séparation.* 1 vol. in-16 . . . . . 3 fr. 50

La crise de la République. 1 vol. in-16. . . . . 3 fr. 50

Principes de colonisation. 1 vol. in-8, cart.. . . . . 6 fr. »

La lutte pour l'existence et l'évolution des sociétés. 1 vol. in-8, cart. . . . . 6 fr. »

La concurrence sociale et les devoirs sociaux. 1 vol. in-8, cart. 6 fr. »

La lutte contre le crime. 1 vol. in-8, cart . . . . . 6 fr. »

L'Empire germanique sous la direction de Bismarck et de Guillaume II. 1 broch. in-8. . . . . 1 fr. 25

Les Empires germaniques et leurs guerres. 1 vol. in-16. . . . 3 fr. 50 (*sous presse.*)

32-15. — Coulommiers. Imp. Paul BRODARD. — 4-15.

Pourquoi les Germains seront vaincus

PAR

J.-L. DE LANESSAN
Ancien Ministre de la Marine,
Ancien Gouverneur général de l'Indo-Chine.

136857
14/9/15

PARIS
LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

1915

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés pour tous pays.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER. — La force appelle la force. — Les peuples unis contre l'Empire germanique . . . . . p. 1

§ I. L'esprit de domination de l'Allemagne a créé la guerre, 1. — § II. Fausseté de la théorie allemande de la force et origine expérimentale de l'idée du droit. L'abus de la force détermine l'union des forces menacées, 4. — § III. La conception allemande de la guerre, 13. — § IV. Les fautes d'ordre militaire commises par l'Allemagne, 20. — § V. Les fautes d'ordre maritime commises par l'Allemagne, 34. — § VI. Ce que les Germains ne comprennent pas, 45. — § VII. L'indignation générale provoquée par la conduite de l'Allemagne, 49.

CHAPITRE II. — La situation militaire et internationale au début de 1915. — Les conditions nécessaires de la paix du monde. . p. 51

§ I. L'attaque imprévue et brusquée des armées allemandes, 51. — § II. Les victoires de la Marne et des Flandres, les succès des Russes et des Serbes, les armées allemandes condamnées partout à la défensive, 54. — § III. Les peuples des Balkans, les opérations des Dardanelles et la Question de Constantinople, 59. — § IV. La neutralité armée et indépendante de l'Italie, 66. — § V. Le Portugal voudrait prendre part à la guerre à côté de la Triple-Entente, 74. — § VI. La neutralité de l'Espagne, 75. — § VII. La neutralité de la Suisse et ses sentiments, 76. — § VIII. La Hollande et les États Scandinaves menacés par l'Allemagne, 79. — § IX. Le rôle du Japon. La question de son intervention armée, 83. — § X. La neutralité des Américains et leurs sentiments à l'égard de la conduite de l'Allemagne, 89. — § XI. Les inquiétudes manifestées en Allemagne et en Autriche-Hongrie, 103. — § XII. Mouvement d'opinion en Allemagne et en Autriche en faveur de la paix, 114. — § XIII. Les tentatives allemandes de paix séparée avec la France et la Russie, 121. — § XIV. Déclarations françaises, anglaises et russes contre toute paix séparée, 123. — § XV. Les conditions nécessaires de la paix, 132. § XVI. Conclusion, 140.

POURQUOI
LES GERMAINS SERONT VAINCUS

CHAPITRE PREMIER

LA FORCE APPELLE LA FORCE
LES PEUPLES UNIS CONTRE L'EMPIRE GERMANIQUE

§ I. — L'ESPRIT DE DOMINATION DE L'ALLEMAGNE A CRÉÉ LA GUERRE.

Le président de l'Institut Carnegie, à Pittsburg (États-Unis d'Amérique), M. Church, écrivait, le 30 novembre 1914, dans le *Times*, au sujet du manifeste des intellectuels allemands : « Ce que vous dites de votre militarisme éveille en moi la conviction que la guerre actuelle a commencé, en puissance, il y a 25 ans, lorsque Guillaume II, montant sur le trône, se déclara arbitre suprême de la guerre et y prépara la nation. Ses enfants furent élevés à se considérer, dès l'âge le plus tendre, comme des soldats voués à un destin de carnage.... Et de la famille impériale à toutes les familles allemandes, tous les enfants furent élevés de même. Oublieuse de Kant, l'Allemagne s'est nourrie du matérialisme sensuel de Nietzsche, des instincts sanguinaires de Bernhardi, des rêves malsains de Treitschke et de l'amoralité de Bulow, et tout ce que nous connaissons de votre empereur, de ses enfants, de ses soldats, de ses hommes d'État et de vous autres,

ses professeurs, nous montre à l'évidence, une Allemagne se croyant à part des autres nations, supérieure et décidée à imposer cette supériorité par la guerre.... »

Un autre savant des États-Unis, le docteur Elliot, président de la grande université de Harward, écrivait de son côté, vers le même temps, dans le *New-York Times* :

« L'Allemagne unie a, pendant quarante ans, mis en valeur la théorie que la force était la source de toute grandeur personnelle et nationale. Les directeurs de l'éducation allemande s'inspirèrent de cette nouvelle religion.

« L'Allemagne rejeta avec mépris tous les préceptes chrétiens sur l'humilité, la douceur, la justice, la pitié et l'amour. L'objet de son adoration devint : la force, le courage, l'énergie. Que les faibles périssent ; que les doux et les humbles s'inclinent devant les forts et les orgueilleux ; que les incapables meurent. Le monde est toujours avec le plus fort ; le plus fort doit être le maître.

« D'éminents penseurs allemands imaginèrent un supplément de doctrine à cette religion de l'Age de pierre ; ils édifièrent une théorie mystique de l'État, entité majestueuse et grandiose qui comprend toutes les activités de la nation et les guide vers un but suprême ; à cet idéal tout Allemand doit une obéissance absolue.

« L'Allemand moderne est toujours contrôlé, dirigé, commandé ; il aspire à commander à son tour et à discipliner ceux qui sont plus faibles que lui. Il n'est pas un homme libre au sens français, anglais ou américain du mot ; il préfère ne pas l'être.

« La guerre actuelle est le résultat inévitable de ce désir d'impérialisme, de l'autocratie du gouvernement allemand, de l'enrichissement rapide et de cette religion de la force.

« Cette nouvelle morale allemande, dont les commandements sont : sois actif, sois viril, sois dur, sois cruel, sois un maître, est l'auteur responsable de la

guerre. C'est cet état de retour à la barbarie qui a finalement engendré le conflit où se débat l'Europe moderne. »

Dans ces quelques lignes les deux savants américains mettent bien en relief la mentalité créée par l'éducation que reçut Guillaume II comme tous les Hohenzollern, et qu'il a fait donner à son peuple. Ainsi que je l'ai déjà montré [1], le résultat de cette éducation a été la création d'un peuple affolé par un égosïme excessif, par l'idée que la force seule est utile, qu'avec la force on peut arriver à tout, et par la conviction que l'Allemagne étant la plus forte des nations est appelée par le destin à dominer toutes les autres et à régner sur la terre entière. Cette conviction l'a conduite à envisager le militarisme et la guerre comme les institutions les plus sublimes que l'homme puisse concevoir et les seules propres à créer la grandeur des peuples. « Sans notre militarisme, déclarent les « 93 intellectuels » allemands, notre civilisation serait anéantie depuis longtemps. » Notez qu'ils disent « militarisme » et non « puissance militaire ». Ce qu'ils vantent, ce qu'ils glorifient ce ne sont pas les forces militaires indispensables à chaque nation pour protéger son territoire ou son honneur, c'est la force brutale incarnée dans les armes, c'est la doctrine qui envisage la force et son emploi *offensif* comme un idéal. Et c'est ainsi, en effet, que toute l'Allemagne a été rendue « militariste » par son éducation.

Après avoir été les métaphysiciens de l'idée du droit, ses philosophes sont devenus les métaphysiciens de l'idée de la force. Ils n'avaient pas compris ce qu'est réellement le droit; ils n'ont pas compris non plus ce que peut ou ne peut pas faire la force; ils n'ont pas

1. Ce travail fait partie d'un volume qui paraîtra ultérieurement, où j'ai exposé dans tous les détails la politique des empires germaniques, l'éducation donnée au peuple allemand, les prétextes et causes de la guerre de 1914, etc.

prévu les désillusions qui seraient infligées par les faits à leur égoïsme féroce ainsi qu'à leurs brutales et antiscientifiques théories.

Considérant le droit comme l'arme impuissante des « faibles », ils n'ont pas vu que partout, dans la nature, les faibles deviennent, par leurs associations, supérieurs aux forts, et que la confiance dans le droit crée la plus puissante des forces.

§ II. — FAUSSETÉ DE LA THÉORIE ALLEMANDE DE LA FORCE ET ORIGINE EXPÉRIMENTALE DE L'IDÉE DU DROIT. L'ABUS DE LA FORCE DÉTERMINE L'UNION DES FORCES MENACÉES.

En fait, il est faux, comme les Allemands l'ont cru et affirmé, que la force soit la cause déterminante de l'évolution ascendante des êtres et que le droit soit créé par la force.

Il est faux que, soit dans les sociétés humaines, soit même parmi les animaux, la force constitue l'arme la meilleure dans la lutte pour l'existence. L'histoire des êtres vivants actuels et celle des individus ou des espèces qui ont disparu dans le long cours des siècles, témoignent que les animaux les plus forts, les mieux armés pour l'offensive, tels que les grands carnassiers terrestres ou carnivores aériens, meurent fréquemment sans se multiplier et finissent par disparaître en tant qu'espèces, en raison de la peine qu'ils ont à se nourrir et de l'isolement qui en résulte, tandis que des êtres faibles, parfois totalement dépourvus d'armes offensives ou défensives, vivent, se multiplient et se perpétuent à travers d'innombrables siècles, tout simplement parce qu'ils s'associent et se prêtent une aide mutuelle en vue d'échapper aux êtres de proie qui les menacent. L'histoire de l'humanité nous montre, de son côté, les individus qui, en raison de leurs forces physiques ou intellectuelles, se croient tout permis à l'égard de leurs

semblables, rapidement supprimés par ceux dont ils prétendent abuser. Dans les sociétés primitives où chaque individu peut se défendre contre les abus des autres, on ne connaît pas les gens que nous qualifions de « criminels », c'est-à-dire commettant, contre leur prochain, des actes condamnés par le corps social dont ils font partie. Dans les sociétés civilisées, les gens qui prétendent abuser de leurs forces finissent à la potence ou sur l'échafaud. Ils ne peuvent réussir que dans les périodes profondément troublées et encore leurs succès ne sont-ils, en général, que de courte durée. Les tyrans eux-mêmes eurent fort souvent, en dépit de leur omnipotence, une fin malheureuse, par le fait de ceux qu'ils avaient tyrannisés. L'histoire des peuples et des nations abonde en faits de même nature. Tous les grands empires belliqueux et conquérants succombèrent sous les coalitions des peuples qu'ils avaient conquis et battus, et tous les monarques ayant tenté d'établir leur hégémonie sur une portion du globe ont fini misérablement, écrasés par les nations qu'ils avaient voulu dominer.

Parmi les hommes, en fait, comme parmi les animaux, chaque individu est porté par le souci de sa conservation et par la nécessité de satisfaire ses besoins, à se défendre contre ceux qui menacent sa vie ou contrarient ses efforts d'expansion vitale et, partout, dans toute la nature, sur tous les points du globe, à toutes les époques, les individus, les espèces ou les peuples qui se sentent trop faibles pour se protéger isolément, s'unissent, s'associent pour la défense réciproque de leur vie, de leur liberté, de leurs intérêts. Et c'est ainsi que toujours les plus forts, lorsqu'ils abusent de leur force, succombent, à une heure donnée, sous l'union des faibles. La théorie allemande relative à la suprématie de la force est donc absolument fausse et antiscientifique.

La conception allemande d'après laquelle la force créerait le droit, n'est pas moins fausse que la théorie

de la suprématie de la force. L'idée du droit, corollaire de celle du devoir, naît naturellement des relations que les individus entretiennent les uns avec les autres, soit dans la famille, soit dans la société.

Dans la famille, l'enfant, d'abord exclusivement égoïste en raison des besoins impérieux qu'il éprouve, s'attache petit à petit à la mère qui le nourrit, le soigne, le distrait, satisfait, en un mot, tous ses besoins naturels, tandis que la mère elle-même s'attache à son enfant en raison du plaisir et, plus tard, des sentiments affectueux que celui-ci manifeste en réponse aux soins dont il est l'objet. Comme toutes les mères et tous les enfants agissent de la même manière, l'idée se développe chez tous les individus d'un même corps social que la mère a le devoir de soigner ses enfants et que ceux-ci ont le devoir d'en témoigner de la reconnaissance à leur mère.

Simultanément, une autre idée se développe dans tous les esprits : celle que l'enfant, en raison de son incapacité à satisfaire lui-même ses besoins, a le droit d'exiger que ceux-ci soient satisfaits par les parents qui l'ont mis au monde. L'enfant lui-même, avant qu'il ait atteint l'âge de raison, avant qu'il ait pu concevoir aucune idée métaphysique, montre par ses gestes, ses cris, ses impatiences, qu'il considère sa mère comme ayant le devoir de le nourrir, de le soigner, de satisfaire ses besoins. Il n'est pas exagéré de dire qu'il exerce ce que tout le monde, autour de lui, considère comme son droit, avant même d'avoir pu concevoir l'idée du droit. Il repoussera, par exemple, les aliments qui déplaisent à son odorat et à son goût; il refusera de se tenir dans une immobilité contraire à son besoin d'activité ou de prendre des attitudes qui lui font éprouver quelque gêne ou douleur, de garder le silence quand il éprouve le besoin de parler, etc. Pour le contraindre de suivre leurs conseils ou d'obéir à leurs ordres, ce n'est pas à une conception métaphysique du devoir ou du droit

que les parents feront appel, mais à la menace ou à l'application des châtiments corporels, manifestation de la supériorité de leur force, ou bien à la menace de l'intervention de quelque être mystérieux, croquemitaine, ange ou dieu qui le châtiera s'il ne fait pas ce qui lui est prescrit ou fait ce qui lui est interdit. On emploiera les mêmes moyens pour l'empêcher d'user de ses forces mal à propos ou d'une façon nuisible à autrui. Dans les deux cas, on fait appel, pour le dominer, à des forces supérieures à la sienne.

L'enfant cédera à ces forces parce qu'il se sentira trop faible pour entrer en lutte avec elles; mais il prendra sa revanche de ce qu'il considérera comme des actes de tyrannie, en refusant à ses parents les manifestations d'affection et de reconnaissance sur lesquelles ils croyaient pouvoir compter.

Dans le but d'éviter que les parents abusent de leurs forces et d'inciter les enfants au respect de leurs parents, toutes les sociétés humaines ont adopté des préceptes plus ou moins nettement formulés, que les parents transmettent à leurs enfants par l'exemple et l'éducation, que les poètes chantent dans leurs poèmes, que les philosophes érigent en doctrine, que les livres sacrés des religions et les codes des nations imposent, à titre de lois, avec des sanctions divines ou humaines. Et si ces préceptes sont les mêmes chez tous les peuples ainsi que dans les diverses philosophies ou religions, c'est qu'ils ont partout leur origine dans les mêmes faits naturels.

Chez tous les peuples, les relations des divers membres du corps social les uns avec les autres déterminent des faits analogues à ceux qui se produisent dans la famille. Même dans les tribus les plus sauvages, avant qu'aucune théorie morale ou politique ait été conçue et formulée, chacun se considère comme ayant un droit de vivre égal à celui de tous les autres, et chacun est disposé à employer ses forces pour faire

respecter ce qu'il considère comme son droit, avant même d'avoir l'idée du droit. Ici encore le fait précède l'idée, et ce fait trouve son application dans le domaine des divers besoins naturels. Chaque membre du corps social prétend, non seulement que sa vie soit respectée, mais encore que nulle entrave ne soit mise à ses mouvements, à ses déplacements, aux efforts qu'il fait pour se nourrir, s'abriter et se loger, s'unir sexuellement, etc. Il considère, en un mot, tous les actes relatifs à la satisfaction de ses besoins naturels comme représentant autant de droits également naturels. Et il n'y a dans cette idée rien de métaphysique, elle répond à des réalités, car rien n'est plus réel que les besoins.

Rien encore n'est plus réel que l'égoïsme engendré, chez tous les individus, par la nécessité de satisfaire leurs besoins naturels et tous ont une tendance plus ou moins prononcée à user de leurs forces au profit de leur égoïsme, même au détriment des autres.

Ceux-là seuls ne font pas un mauvais usage de leurs forces physiques ou intellectuelles qui ont été influencés par une éducation altruiste capable de contre-balancer leur égoïsme naturel.

La base de cette éducation sociale, comme celle de l'éducation familiale, n'est nullement métaphysique. Nous avons en France un proverbe qui en résume les deux principes essentiels : « Ne fais pas aux autres ce que tu ne veux pas qu'ils te fassent ; rends aux autres les services que tu désires qu'ils te rendent. » Sous une forme plus philosophique, on peut dire que l'éducation sociale française a pour objet de persuader à tous les membres du corps social qu'ils ont intérêt à ne jamais abuser des forces matérielles ou intellectuelles dont ils disposent, car tout abus de la part de l'un détermine presque fatalement un abus analogue de la part des autres.

Dans nos écoles publiques, on ajoute souvent à ces préceptes purement pratiques et répondant à des

réalités indiscutables, quelques formules plus ou moins métaphysiques. On y oppose volontiers l'idée du droit à celle de la force; on y enseigne que le droit prime la force, que chacun doit respecter sa propre dignité et celle de ses semblables, que la bonté, l'humanité, la fidélité à la parole donnée et aux amis sont les plus hautes des vertus, etc. L'enfant ne comprend pas bien cette métaphysique; il n'en réclame même pas l'explication, mais il la transforme en idées directrices de sa conduite d'autant plus volontiers que l'expérience acquise dans ses relations avec des camarades très divers par le tempérament, le caractère, la force physique, l'intelligence, etc., lui inspire rapidement la certitude que le meilleur moyen de se faire aider et aimer, est d'aider les autres et de les aimer.

Donnée depuis des siècles à toutes les générations des Français, soit par les Églises, soit par les écoles des philosophes — car la morale de nos Diderot et de nos d'Alambert matérialistes ne diffère pas de celle des spiritualistes ou des prêtres — cette éducation a fait de la France une nation généreuse, amoureuse de la justice et du droit, respectueuse des autres nations, entichée même de quelque donquichottisme, mais assez soucieuse de sa dignité pour exiger que les autres la respectent, et encline à placer toujours l'honneur au-dessus des intérêts matériels.

Dans le domaine social comme dans le domaine familial, les lois interviennent pour créer une force supérieure à celle de chaque individu et ayant pour objet d'empêcher les abus de force que chacun pourrait commettre; mais les lois seraient impuissantes si elles n'étaient pas en harmonie avec les mœurs et la mentalité créées par l'éducation.

La loi, la justice et le gendarme ne doivent d'ailleurs avoir pour objet que la défense des forces physiques ou intellectuelles de chacun des membres du corps social contre la force de chacun de ses semblables ou

de la collectivité elle-même. Pour que cette défense soit également active et efficace au profit de chacun, la tendance de tous les peuples a toujours été et sera de plus en plus, dans l'avenir, de confier la confection des lois et leur exécution à l'ensemble du corps social agissant, soit directement, soit au moyen de mandataires ou représentants choisis par tous les membres de la société.

Les innombrables évolutions ou révolutions dont l'histoire des divers peuples nous a conservé le souvenir n'ont jamais eu d'autre objet que de substituer à la force d'un seul ou d'un petit nombre de membres du corps social la force de tous les individus qui constituent la nation. On a pu dire, avec une formule métaphysique, que dans ces événements sociaux, le droit luttait contre la force, l'humanité contre la barbarie, l'équité contre l'injustice, la bonté contre la méchanceté, etc.; en fait, la lutte était celle de forces rivales s'exerçant dans des directions contraires. Dans ces luttes la force d'un tyran, d'une aristocratie ou d'une oligarchie, si grande qu'elle soit, est toujours vaincue, à une heure donnée, par les forces coalisées du plus grand nombre. Il n'y a, comme l'a bien vu La Boëtie, de servitude véritable que la servitude volontaire.

Les relations que les diverses nations entretiennent les unes avec les autres prêtent à des considérations analogues. Chacune, en dehors de toute conception métaphysique du droit, cherche à vivre, à se mouvoir, à se répandre dans le monde, à user, en un mot, de toutes ses forces pour satisfaire ses besoins. Et toutes ont intérêt à ce qu'aucune d'entre elles n'abuse des forces dont elle est dotée. Plus la civilisation s'est développée, et plus s'est manifestée, sur tous les points du globe, la résolution de chaque peuple de se protéger contre les abus de la force que pourraient commettre les autres peuples. De là sont nées les armées et les flottes de guerre; de là aussi sont issues les ententes et

alliances des peuples en vue de leur défense contre ceux qui voudraient abuser de la force. Depuis plusieurs siècles, toutes les fois qu'une nation de l'Europe a essayé d'imposer sa domination aux autres, il s'est produit des coalitions qui rendirent vaines les ambitions excessives.

Dans ce domaine, comme dans celui de la famille et de la société, le fait a précédé l'idée. La conception métaphysique du droit n'a fait que traduire avec plus ou moins d'exactitude les faits et ceux-ci témoignent qu'il n'existe aucune force nationale assez grande pour dominer les forces multiples susceptibles de s'associer contre elle. Tous les peuples qui ont cherché dans la guerre le moyen d'opprimer les autres ont fini par être les victimes de leurs ambitions belliqueuses, non point parce qu'ils avaient violé un droit plus ou moins métaphysique, mais parce qu'ils avaient provoqué la révolte de forces résolues à se défendre et qui s'unirent dans ce but.

L'histoire de tous les temps enseigne en outre que rien n'est capricieux comme le sort des combats; que les peuples en apparence les plus forts peuvent être vaincus par des peuples paraissant plus faibles; que l'on ne connaît la valeur des chefs d'armée qu'après les batailles et que les généraux les plus habiles peuvent subir de lamentables défaites; que la guerre, en un mot, est soumise à des conditions si multiples et d'une prévision si difficile que bien fol est le peuple qui s'y fie.

Le vice capital de la « kultur » soi-disant supérieure de l'Allemagne est de n'avoir pas vu ces faits. Aveuglée par le mysticisme qu'elle a transporté de la philosophie panthéiste dans la philosophie matérialiste, elle s'est moquée du droit, de la justice, de la dignité, de l'humanité, de la bonté, qu'elle considérait comme des « faiblesses »; elle s'est vantée d'avoir chassé ces idées de l'éducation donnée à son peuple, et de les avoir remplacées par l'égoïsme le plus féroce, par des ambitions

et des appétits insatiables; elle n'a pas vu que sa mentalité, comme sa conduite, provoqueraient nécessairement des coalitions plus fortes que sa force.

Quant à la faculté d'organisation dont elle se vante au point de s'être donnée pour but « d'organiser l'Europe par la guerre », les faits témoignent que l'Allemagne ne la possédait pas au degré qu'elle croyait avoir atteint. Elle a commis dans son organisation militaire des fautes si graves qu'il en devait nécessairement résulter la défaite de ses armées.

Pendant près d'un demi-siècle, l'état-major allemand a préparé la guerre actuelle avec un soin tellement minutieux que personne, en Allemagne, ne doutait de l'immense supériorité de l'armée germanique sur toutes les autres armées et que la victoire était considérée comme devant couronner nécessairement toutes les batailles qui seraient livrées par les troupes allemandes. Or, on va voir que des erreurs très lourdes avaient été commises et l'avaient été à cause de l'absence d'esprit critique par lequel sont caractérisées toutes les manifestations intellectuelles de l'Allemagne.

III. — LA CONCEPTION ALLEMANDE DE LA GUERRE.

Le principe général sur lequel les autorités militaires allemandes appuient leur conception de la guerre peut être résumé dans la formule « faire à l'ennemi le plus de mal possible afin de l'amener le plus vite possible à s'incliner devant la force et à signer la paix dans les conditions imposées par le vainqueur ». En 1870, le 2 octobre, appliquant cette formule à la France, Bismarck disait : « Nous ne devons pas perdre de vue le but de la guerre, à savoir, une paix avantageuse. Plus sera grand le nombre de Français maltraités, plus ils désireront vivement la paix, quelles que soient les conditions que nous proposerons. » Le 17 janvier 1871, il disait encore, sous l'influence de l'irritation que lui

faisait éprouver la résistance de la France : « Si dans l'étendue du territoire que nous occuperons, nous ne pouvons pas tout garnir de nos troupes, nous enverrons de temps en temps une colonne volante vers les localités qui se montreront récalcitrantes, nous fusillerons, pendrons et brûlerons. Si cela arrive quelquefois, ils finiront par devenir raisonnables [1]. » C'est à table que le chancelier de fer tenait ces propos.

Dans son cabinet, il était plus sage, sans être moins dur : il pesait alors, en homme d'État, les conséquences que ses brutalités pourraient avoir, soit au point de vue des sentiments qu'elles inspireraient aux Français, soit à celui de l'influence qu'elles auraient sur l'esprit des étrangers. Il connaissait les difficultés de la victoire et tenait à finir la guerre le plus tôt possible; il redoutait, d'autre part, qu'un écrasement trop étendu de la France n'inspirât des inquiétudes aux gouvernements dont il avait obtenu la neutralité. Aussi n'écouta-t-il pas toujours le général de Moltke dans l'établissement des conditions de la paix. C'est contre son avis, notamment, qu'il consentit à nous laisser Belfort, afin de satisfaire notre orgueil national.

A partir du jour où Guillaume II prit, en Allemagne, la direction des affaires et des esprits, les principes posés par Bismarck revêtirent aux yeux des gouvernants, des autorités militaires et de tous les directeurs de l'opinion publique allemande, un caractère nouveau, adapté aux mœurs nouvelles que l'autocrate voulait inspirer à son peuple. Il fut entendu que les armées allemandes ne devraient jamais hésiter à détruire les habitations ou les monuments et à massacrer les populations, pourvu qu'elles espérassent accroître par ces actes leurs chances de victoire. On terroriserait l'ennemi non combattant afin de démoraliser ses armées.

1. Moritz Busch, *Le comte de Bismarck et sa suite pendant la guerre de France*, 1870-71.

Il fut entendu ensuite que les troupes allemandes devraient anéantir les usines, ateliers, fabriques, chantiers, etc., de l'ennemi, afin de supprimer toute concurrence aux établissements similaires de l'Allemagne. N'ayant plus les moyens de produire les fers, les aciers, les tissus, etc., en vue desquels ses industries furent créées, le vaincu serait, économiquement, à la discrétion du vainqueur. On lui imposerait, du reste, des conditions de paix qui lui enlèveraient toute possibilité de lutter contre l'industrie allemande.

En vue de l'incendie systématique des maisons particulières ou des monuments publics, les soldats allemands furent pourvus d'explosifs spéciaux, capables de déterminer rapidement, sous un petit volume, l'incendie. D'autres reçurent des torches ou des réservoirs de pétrole, avec lequel ils mettraient le feu aux maisons.

Les aéroplanes et les dirigeables du type « Zeppelin » furent également construits non seulement en vue des reconnaissances militaires ou des opérations de guerre contre les troupes, les places fortes, etc., mais aussi pour la destruction des maisons particulières et des monuments publics et le massacre des populations, afin de les terroriser.

Il n'y a pas, en un mot, d'instruments de destruction, conformes ou contraires aux conventions internationales, dont le gouvernement germanique n'ait doté ses armées afin de les rendre aussi nuisibles que possible aux armées et aux populations de l'ennemi.

La destruction des villages et des villes devait être complétée, dans la conception de la guerre chère à Guillaume II et à son peuple, par la suppression de tout ce qui n'appartient pas à la race germaine, afin que l'on pût remplacer les populations par des Germains. Les races inférieures et dégénérées devraient faire place, en tout lieu où s'étendrait la force allemande, à la race supérieure des Germains.

Les plus « scientifiques » proposaient pour atteindre

ce but la suppression systématique des populations parmi lesquelles les armées allemandes pénétreraient. Le Dr Rommel, par exemple, voulait que l'on inoculât des maladies infectieuses aux gens que les armées n'auraient pas massacrés.

Ceux qui se piquaient de quelque modération préconisaient le système de « l'évacuation ». L'Allemagne étant surpeuplée et ne possédant que des terres de valeur inférieure sous un climat peu favorable à l'agriculture, la guerre devait avoir pour but la conquête de territoires mieux favorisés par la nature, d'où l'on expulserait les habitants afin de les remplacer par des Germains. En 1913, alors que l'Allemagne entière, surexcitée dans ses appétits et ses ambitions par les ligues pangermanistes, appelait de ses vœux une guerre de conquête avec la France, un écrivain populaire de l'autre côté du Rhin, M. Daniel Frymann[1], qui passe pour masquer un haut personnage politique, écrivait : « L'idée de l'évacuation d'une terre habitée par des Européens... fait dresser les cheveux sur la tête des forts en histoire ; elle est contraire au droit des gens moderne qui protège la propriété privée des belligérants, mais si on approfondit les conditions spéciales du peuple allemand, encerclé en Europe, menacé, si sa croissance se poursuit, d'étouffement à moins qu'il ne se donne de l'air, on doit conclure que le cas peut se produire où il exigerait des adversaires de l'Est ou de l'Ouest vaincus des terres vides d'hommes. » L'auteur voulait que le problème de l'évacuation fût discuté en public, afin que les « adversaires » de l'Allemagne n'ignorassent pas que « les mesures extrêmes ont leurs partisans » et gardassent « une certaine prudence dans leur excitation du *furor teutonicus* ».

Appliquant cette théorie à la France, il disait : « Il

1. Daniel Frymann, *Wenn ich der Kaiser Waer* (Si j'étais l'empereur), Leipzig, 1913, 1er novembre.

faudra écraser la France. Nous exigerons en outre qu'on nous cède autant de territoires français qu'il nous en faudra pour être pour toujours en sûreté. Ces territoires seront évacués de tous leurs habitants. » Un autre écrivain qui signait Tannenberg annonçait, en 1911, l'expulsion des Français de tous les territoires qui nous seraient pris et leur remplacement par des soldats allemands[1]. Il est bon de rappeler, pour faire comprendre la gravité de cette théorie, que l'Allemagne a déjà exproprié par la force, en vertu d'une loi de 1908, de nombreux propriétaires polonais au profit d'Allemands.

L'empereur Guillaume lui-même, dans un discours prononcé en 1907, à la suite des troubles que les socialistes provoquèrent à Berlin, et dont le but était de détourner la pensée des populations allemandes de la situation intérieure vers « l'ennemi héréditaire », s'écriait : « Et maintenant je veux terminer par le mot que le grand poète H. de Kleist a écrit dans son *Prince de Hambourg*, lorsque Koswitz répond au Grand-Électeur : « Que nous importe la règle selon laquelle notre ennemi « est battu, quand il est à nos pieds, lui et tous ses éten- « dards ? La règle qui l'abat est la plus haute de toutes. » L'art de l'abattre, nous l'avons appris et nous brûlons de l'envie de le pratiquer encore dans la suite. » En d'autres termes « qu'importe le droit et la forme, pourvu que nous soyons les plus forts[2] ».

Malgré ces faits et en dépit des violences déjà commises en 1870 par les armées allemandes, nos cerveaux de Latins imbus du respect de la vie humaine, de la propriété privée et du « droit commun » se refusaient à croire que les théories exposées plus haut pussent être appliquées dans toute leur horreur par une nation qui se vantait d'être parvenue à une civilisation supérieure à

1. Voir *Le Temps*, 12 mars 1915.
2. Voir *Le Petit Journal*, 21 novembre 1914.

celle de tous les autres peuples et à la plus parfaite des morales. Force nous est aujourd'hui de reconnaître que les théories les plus folles et les plus barbares traduisaient simplement les projets des autorités militaires allemandes et de Guillaume II.

En appliquant à la guerre actuelle les principes de Bismarck avec une férocité que le chancelier de fer lui-même aurait flétrie, Guillaume II et François-Joseph, ainsi que leurs généraux et soldats et leurs peuples s'étaient imaginés qu'ils démoraliseraient les populations et les armées contre lesquelles ils avaient entrepris la guerre; les faits ont établi la vanité de leurs prévisions. Tout d'abord, la violation de la neutralité de la Belgique, la destruction systématique des villages et des villes belges, le massacre des femmes, des vieillards, des enfants, la déportation des hommes, les ravages exercés par le canon et l'incendie sur toutes les parties de la Belgique et du nord de la France où les armées allemandes ont pénétré, ont eu pour premier effet de provoquer dans les populations belges et françaises une surexcitation patriotique dont jamais, au cours de l'histoire des deux pays, elles n'avaient donné le spectacle. Les deux peuples les plus paisibles peut-être de la terre, ont été transformés par le vandalisme allemand au point que le philosophe tremble à la pensée des représailles dont l'Allemagne pourra être l'objet lorsque, à son tour, elle subira l'envahissement des armées alliées contre sa barbarie.

L'Angleterre et la Russie de leur côté, ont compris la nécessité de se mettre à l'abri du vandalisme. Sachant que si elles laissaient écraser la Belgique et la France leur sol ne tarderait pas à être foulé par la botte sanglante du vainqueur, elles ont provoqué la convention du 4 septembre 1914 par laquelle « les gouvernements britannique, français et russe s'engagent mutuellement à ne pas conclure de paix séparée au cours de la présente guerre » et « conviennent que lorsqu'il y aura

lieu de discuter les termes de la paix, aucune des puissances alliées ne pourra poser des conditions de paix sans accord préalable avec chacun des autres alliés ».

Le 12 novembre, au banquet annuel du lord-maire de Londres, lord Kitchener, ministre de la Guerre dans le gouvernement britannique, soulignait l'entente formulée dans cette convention lorsqu'il annonçait que près d'un million et demi de volontaires anglais attendaient, en se préparant à la guerre, le signal de venir combattre à côté des Français et déclarait : « Nous combattons depuis bientôt trois mois aux côtés de nos camarades français, et l'admiration de nos troupes pour la glorieuse armée française augmente chaque jour. Sous la direction du général Joffre, qui est non seulement un grand capitaine mais un grand homme, nous pouvons avoir confiance dans la victoire définitive de nos armées sur le champ de bataille de l'Ouest. » Le chef du parti conservateur, M. Balfour, dont la présence auprès de lord Kitchener affirmait l'union des deux grands partis anglais, disait, à son tour : « Nous avons combattu côte à côte avec les Français. J'espère que les Français ont appris à apprécier hautement nos qualités, comme il est certain que nous avons appris à admirer les leurs. Nous savons que jamais, à travers les âges, ne sortira de notre mémoire le souvenir de ces jours où Français et Anglais luttent côte à côte, contre l'ennemi commun, pour la civilisation. » Après avoir salué la Serbie à laquelle « l'Autriche n'arrachera pas une existence si noblement défendue », le Japon qui a, « le premier des alliés, atteint le but vers lequel il marchait », la Belgique violée cyniquement par les Allemands, « la vaillante armée russe et son admirable organisation », le chef du parti conservateur déclarait : « La poursuite d'un grand objet unit les alliés les uns aux autres. Comme aucun d'eux ne s'inspire de motifs mesquins, il n'y a aucun danger de désaccord entre eux. Cinq nations combattent non pas seulement pour

elles, mais pour la civilisation et pour tous les petits États cherchant à vivre en conformité de leur propre idéal sans redouter l'intervention d'un insolent agresseur. »

L'émotion provoquée par le vandalisme germain s'est répandue en dehors des nations belligérantes : il n'y a pas un seul peuple au monde, en dehors de la Turquie, qui n'ait flétri les massacres, les incendies, les bombardements dont les troupes allemandes se sont rendues coupables en Belgique et en France. C'est en termes traduisant une violente indignation que les intellectuels de tous les pays se sont exprimés sur la conduite des armées de Guillaume II. Contre cette indignation, les intellectuels allemands ont essayé de réagir en niant les faits ou en feignant de les expliquer ; mais la mentalité germanique véritable est exprimée par des personnages officiels dans des termes tels que toute négation ou toute justification devient impossible. Au moment où des protestations contre la barbarie des troupes allemandes se produisaient dans toutes les parties du monde et même, plus discrètement, en Allemagne, le général von Disfurth[1] écrivait dans le *Tag* de Berlin : « Il est au-dessous de notre dignité de défendre nos troupes contre les accusations injustes de l'intérieur ou de l'extérieur. Nos troupes et nous-mêmes, nous ne devons d'explications à personne, nous n'avons rien à justifier, rien à excuser. Tout ce que feront nos soldats pour faire du mal à l'ennemi, pour attacher la victoire à leurs drapeaux, tout cela sera bien fait et tout est justifié d'avance, du moins devons-nous le considérer comme tel. Nous n'avons pas du tout à nous occuper de l'opinion des autres pays, même neutres. Et si tous les monuments, tous les chefs-d'œuvre d'architecture qui sont placés entre nos canons et ceux de l'ennemi allaient au diable, cela nous serait parfaite-

1. Voir *L'Écho de Paris*, 28 octobre 1914.

ment égal.... On nous traite de barbares, qu'importe! Nous en rions. Nous pourrons tout au plus nous demander si nous n'avons pas lieu de mériter ce titre.... Que l'on ne nous parle plus de la cathédrale de Reims et de toutes les églises, de tous les palais qui partageront son sort. Nous ne voulons plus rien entendre. Que de Reims nous vienne la nouvelle d'une deuxième et victorieuse entrée de nos troupes! Tout le reste nous est égal! »

Écrites par un général, à une heure où toute la presse allemande est soumise à la censure la plus despotique, ces exhortations à la violence peuvent, sans nul doute, être considérées comme officieuses sinon tout à fait officielles et donnent une idée exacte de la mentalité des milieux gouvernementaux et militaires allemands.

Précisant la pensée allemande, M. Maximilien Harden écrivait, vers le même temps, dans sa revue *Zukunft*, avec sa brutalité habituelle : « De quel côté est le droit?... Demandez au hêtre qui lui a donné le droit d'élever sa cime plus haut que le pin et le sapin, le bouleau et le palmier.... De quel côté est le droit? Du côté où se trouve la force, droit ou non, nous tiendrons[1]. »

§ IV. — LES FAUTES D'ORDRE MILITAIRE COMMISES PAR L'ALLEMAGNE.

Je ne veux pas discuter les questions de droit et d'humanité que ces excitations soulèvent. Les Allemands ne connaissent ni le droit, ni l'humanité. Je me bornerai à faire observer qu'un gouvernement et un peuple résolus à ne tenir compte que de la force et à étendre leur domination par la force sur tous les autres peuples, n'auraient dû commettre aucune faute dans l'organisation de leurs puissances de brutalité. Il fallait, notamment, qu'ils créassent un organisme militaire

1. Voir *Le Matin*, 31 octobre 1914.

d'une puissance extraordinaire et construit d'après des principes d'une rigueur scientifique absolue. La révélation de leurs projets — révélation dont le cynisme dépasse toute imagination — devait, en effet, provoquer des inquiétudes très vives non seulement chez leurs voisins immédiats, mais aussi dans le monde entier. Il fallait, pour parler net, que les armées allemandes fussent assez nombreuses, assez fortement organisées et armées et assez habilement conduites pour défier celles de tous les autres peuples. Par là seulement auraient pu, sinon se justifier, du moins s'expliquer les prétentions de l'empire germanique à dominer le monde et à violer systématiquement toutes les règles de l'équité, de la bonne foi et de l'humanité. Or, la puissance militaire de l'Allemagne ne remplissait aucune de ces conditions.

L'empire germanique commit une première faute grave en n'appliquant pas dans toute son intégralité le régime de la nation armée inauguré par Frédéric Ier, auquel Frédéric II dut tous ses succès militaires et qui a engendré l'esprit militariste des populations de la Prusse.

Dans le système adopté par Frédéric II, tous les Prussiens devaient le service militaire pendant vingt ans, restaient sous les drapeaux pendant dix-huit mois ou deux ans, lors de leur premier appel et, en temps de paix, pendant quelques semaines chaque année. L'instruction se faisait dans des camps où Frédéric lui-même commandait souvent et où l'on n'apprenait ni mouvements inutiles de parade, ni maniements d'armes compliqués. « L'armée prussienne, dit un commentateur des mémoires de Frédéric II, était une véritable milice nationale.... Frédéric avait une armée de 200 000 combattants, tous les jours prête à marcher. » Jamais, ajoute le commandant François [1], à qui j'em-

1. *Rosbach, Iéna, Waterloo*, I, p. 84.

prunte ces citations, aucune armée avant celle de Frédéric II « n'avait été aussi directement issue de la nation et aussi complètement son image. Son recrutement national lui assurait d'importants éléments d'ordre et de discipline, en faisant affluer dans son sein des hommes... qui venaient simplement y accomplir un devoir, sinon envers la patrie, du moins envers le souverain. » Et cette armée était l'image de la nation, car les paysans qui la formaient y avaient pour officiers les hobereaux sous les ordres et la direction desquels ils travaillaient en temps normal.

L'empire germanique a conservé ces principes, mais il a introduit dans leur application une modification dont les conséquences n'avaient pas été prévues par son gouvernement. Il s'est abstenu d'appeler sous les drapeaux tous les jeunes gens de chaque contingent annuel aptes à la vie militaire. Jusqu'à la loi de 1913, on n'incorporait chaque année que 59 à 60 p. 100 du contingent, de sorte que 40 p. 100 environ de la jeunesse allemande n'était pas du tout instruite en vue de la guerre.

Cette façon de procéder eût été excellente si l'empire germanique avait pratiqué, comme la France, une politique purement défensive à l'égard de ses voisins, mais la politique de l'empire germanique a toujours été une politique nettement offensive, agressive même à l'égard de tous les peuples d'Europe dont elle aurait dû prévoir la coalition à une heure déterminée. Or, si sa population est numériquement supérieure à celle de la France et à celle de l'Angleterre, elle ne représente que le tiers de celle de la Russie et le quart de celles de la Triple-Entente. Le gouvernement impérial aurait dû, en conséquence, imiter Frédéric II et faire passer tous ses sujets valides sous les drapeaux. Ne l'ayant pas fait et ayant provoqué par son agression brutale la coalition de la France, de la Russie, de l'Angleterre et de la Belgique, il se trouve, malgré le nombre formidable d'hommes dont il dispose, dans une situation dont les

défectuosités se sont manifestées après deux mois de combats.

« On a pu, fait observer justement le lieutenant-colonel Rousset, obtenir la masse, mais au détriment certain de la valeur. Mieux encore ou pire, à tous ces sujets médiocres et disparates, il a fallu donner une instruction hâtive, bâclée, dans des dépôts, par des cadres de fortune. Ces derniers eux-mêmes ont dû être appelés sur le front pour combler les vides énormes qui y étaient faits. Tout cela est le signe manifeste et sûr de la désorganisation de l'armée allemande [1]. » Tout cela, dirai-je à mon tour, prouve le vice de la méthode soi-disant « scientifique » des Allemands, car cela témoigne qu'ils n'ont pas mis la constitution et l'organisation de leur armée en harmonie avec leur politique extérieure ou qu'ils n'ont pas réglé celle-ci d'après la constitution et l'organisation de leur armée.

Cette erreur ne saurait être imputée aux autorités militaires qui ont toujours réclamé l'augmentation des effectifs de leur armée et l'extension de l'incorporation à tous les jeunes gens valides de chaque contingent annuel. Mais quelle que fût leur prétention à l'absolutisme, ni Bismarck ni Guillaume II n'osèrent être logiques dans l'application de leur théorie de la force. Ils étaient obligés de compter avec les dépenses formidables que l'application rationnelle du régime militaire de Frédéric aurait exigée et avec les résistances des populations à des charges militaires que la vie économique des temps modernes rend intolérables. Ils étaient condamnés à l'illogisme et ainsi aurait dû apparaître à leurs propres yeux l'erreur qu'ils commettaient en affirmant leur prétention à dominer le monde entier.

Les autorités militaires espérèrent, sans doute, compenser l'insuffisance numérique des effectifs par l'adoption de nouvelles pratiques de combat dont le principe

1. Voir *Le Petit Parisien*, 24 octobre 1914.

consiste à se protéger le plus possible contre l'ennemi, tout en s'efforçant de lui faire le plus de mal possible. Dans le but d'appliquer ce principe, les autorités militaires allemandes substituèrent à la guerre des grandes batailles en plein air, dont la sauvagerie se revêtait d'une indiscutable grandeur, — car les hommes se battaient face à face, à découvert — la guerre des tranchées où se terrent les combattants, d'embuscades où ils se dissimulent sous les bois, derrière les buissons, dans les fossés, couchés à terre et s'efforçant de voir sans être vus, de tuer sans être tués.

En application du même principe, l'Allemagne habilla ses soldats et ses officiers avec des uniformes de couleurs ternes, se confondant avec celles du sol et fit disparaître les signes distinctifs au moyen desquels les sous-officiers et officiers pourraient être reconnus par l'ennemi. Profitant de ce que nous n'imitions pas cet exemple, elle créa des tireurs spéciaux, ayant pour rôle, dans les combats, de viser nos officiers. Au début de la guerre, nous en avons perdu un grand nombre que leurs galons transformaient en cibles pour les sections de « tireurs d'officiers ».

La plupart de ces pratiques ont été rendues nécessaires par la formidable puissance des fusils, des mitrailleuses et des canons et l'on ne peut que regretter qu'elles aient été trop négligées dans l'instruction des troupes françaises, car dans les premières semaines de la guerre l'ignorance que nous en avions nous a occasionné des pertes énormes.

Les Allemands y ajoutèrent une foule de ruses dont la déloyauté n'est pas contestable. On vit des soldats allemands se déguiser en soldats belges ou français avec les vêtements des morts, afin de pouvoir s'approcher jusqu'à portée de tir des troupes de la France ou de la Belgique sans en avoir rien à craindre [1]; d'autres se

1. *La Liberté* du 2 novembre 1914 a publié le récit d'un officier supérieur ayant assisté au passage de l'Yser, où se trouve le fait

munissaient, pour un motif analogue, de brassards du service de santé ou de la croix-rouge, d'autres plaçaient en avant de leurs compagnies des vieillards, des femmes ou des enfants, afin d'empêcher le tir de l'ennemi.

Autant les soldats allemands se sont montrés habiles et ardents dans l'application de toutes les ruses destinées à les protéger, autant ils sont inaptes à se battre en ordre dispersé, ce qui est pourtant le meilleur moyen de diminuer l'efficacité du tir de l'ennemi. Dans l'application de cette forme de combat, les autorités militaires se sont heurtées à l'absence absolue de tout esprit d'initiative individuelle chez leurs hommes. Ceux-ci ne se battent que quand ils sont sous l'œil de leurs chefs. Dans toute action offensive, les soldats allemands marchent en masses compactes, tous les chefs ayant le fouet ou le revolver à la main, contre ceux qui tendraient à se séparer de la masse. Cette conduite est absolument contraire au principe général de la tactique allemande, mais elle est nécessitée par la mentalité du soldat et même de l'officier germain. Le résultat inévitable de son application est de déterminer des pertes énormes chaque fois que l'offensive est ordonnée. Sur la Marne, sur l'Aisne, sur l'Yser, en Pologne et dans la Prusse orientale, les Allemands ont été véritablement fauchés et le généralissime Joffre a pu dire sans exagération : « Je les grignote ».

Tandis que l'armée allemande violait ainsi dans la pratique son principe « scientifique », l'armée française, qui d'abord avait été surprise par les ruses des Allemands, en est venue très vite, grâce à l'esprit d'initiative de nos soldats, non seulement à éviter les ruses plus ou moins déloyales de l'ennemi, mais encore à

suivant : « Ce sont 600 Allemands revêtus de l'uniforme belge qui ont les premiers franchi le fleuve et mis aussitôt en action leurs mitrailleuses. Mais ce subterfuge fut rapidement découvert, et les faux Belges furent exterminés en quelques minutes. »

mettre en application le principe que l'armée allemande elle-même ne pouvait pas appliquer. Tous les témoins des opérations militaires qui se sont déroulées à partir de la bataille de la Marne sont unanimes à signaler la très grande supériorité des Français dans le combat. « La nécessité, dit le général Bonnal[1], où sont les chefs allemands de lancer des attaques en masse, les seules susceptibles de réussir avec leurs soldats, a eu pour effet la production d'hécatombes, tandis que l'adversaire, ménager des vies humaines, parce qu'il le peut, ne subissait que des pertes relativement faibles. En d'autres termes, les soldats français, anglais et belges sont capables d'attaquer à la baïonnette en partant de la formation en tirailleurs sur un rang, alors que les Allemands ont besoin, pour foncer sur l'ennemi, de se sentir les coudes, en formation sur plusieurs rangs serrés. Les premiers risquent peu, les seconds beaucoup. Chez les uns, les pertes sont faibles; chez les autres elles sont énormes, et par suite démoralisantes. »

Les pertes « énormes » que subissent les Allemands, dans toutes leurs attaques contre les troupes françaises, anglaises, russes ou belges ne seraient pas « démoralisantes », si elles étaient suivies de succès. Les soldats qui, dans une bataille, échappent à la mort ou aux blessures oublient vite ceux qui tombèrent à côté d'eux et c'est parce qu'elles le savent que les hautes autorités militaires allemandes ont adopté le système des attaques en masse compacte, avec l'espoir qu'elles terroriseraient l'ennemi tout en satisfaisant la mentalité allemande, mais il est facile de comprendre qu'une armée se démoralise rapidement lorsqu'elle constate à la fois l'impuissance de ses masses à enfoncer l'ennemi et l'énormité des pertes que ces mêmes masses subissent. Quel put être le sentiment des soldats allemands lors-

1. Voir *Le Matin*, 8 novembre 1914.

qu'ils traversèrent l'Yser sur les cadavres de leurs camarades accumulés en telles quantités qu'ils formaient des ponts en travers de la rivière? Et quelle fut la pensée des survivants lorsque après avoir vu combler la rivière avec leurs tués et leurs blessés, ils furent obligés de la repasser en vaincus et chassés par l'ennemi? Quelle armée pourrait résister à la démoralisation qui suit nécessairement des combats où des pertes énormes ne sont suivies que de déboires?

En somme, pour ce qui est de la conduite des troupes dans le combat, la science militaire allemande s'est montrée fort inférieure à la science militaire française : elle gaspille le sang des soldats comme si la source en était inépuisable et elle viole ses propres principes généraux. Il en est ainsi parce que ses idées relativement à l'éducation des individus et des peuples sont essentiellement antiscientifiques. Elle a créé des masses obéissantes jusqu'au suprême sacrifice, mais dépourvues de toute initiative, alors que la guerre moderne exige au plus haut degré l'emploi de toutes les qualités individuelles.

Les faits qui se sont déroulés depuis le commencement de la guerre témoignent encore de la supériorité de la science militaire française sur la science militaire allemande au point de vue de la conception générale du rôle de l'artillerie. Puisque les Allemands adoptent pour principe essentiel qu'il faut chercher à faire le plus de mal possible à l'ennemi en s'exposant le moins possible à ses coups, il est de toute évidence que l'artillerie doit être douée d'une très grande mobilité et que, par conséquent, il faut la doter de pièces assez légères pour qu'on puisse les déplacer rapidement avec le minimum d'effort. C'est ce qu'ont cherché à obtenir les techniciens de notre armée avec le canon de campagne de 75 millimètres. Sa légèreté permet de le déplacer avec une extrême rapidité ; grâce à un mécanisme spécial il peut, en outre, être utilisé à volonté, soit pour le

tir à trajectoire tendue soit pour le tir courbe, et, par conséquent, être dissimulé à l'ennemi; enfin, son projectile à la mélinite détermine des effets terribles de destruction en raison de la manière dont il éclate, de la régularité de son éclatement et de la puissance de son explosif. Dès le début de la guerre les Allemands ont été frappés de sa puissance formidable en même temps que de l'habileté de nos artilleurs, habileté que la simplicité des mécanismes permet à nos hommes d'acquérir rapidement. La supériorité de notre 75 sur le 77 allemand a été signalée par tous les correspondants militaires étrangers; son seul défaut est de n'agir efficacement qu'à environ 6 000 mètres.

Très préoccupés, non sans raison, d'agir à grande distance, de lancer des projectiles assez gros pour détruire les maisons et les monuments, et d'attaquer des troupes ou des ouvrages masqués, les Allemands se sont, aussitôt après la guerre de 1870, mis à la recherche de pièces pouvant réaliser ces diverses conditions. Ils créèrent d'abord un obusier de 105 millimètres assez léger pour être utilisé comme pièce de campagne, mais dont le tir était lent, avec une portée ne dépassant pas 6 000 mètres en tir tendu et 2 000 mètres en tir courbe. Son projectile ne pesait que 13 kilogrammes et ne pouvait agir que sur des ouvrages de faible résistance. En 1912, ils construisirent un nouvel obusier de 150 millimètres lançant jusqu'à 7 500 mètres un projectile qui pèse 40 kilogrammes, c'est celui que nos soldats appellent la « marmite ». Il convient pour attaquer les villages et les ouvrages de campagne. Il a été encore jugé insuffisant : on lui adjoignit un mortier de 210 millimètres et un obusier de 280 millimètres qui peuvent être utilisés contre les fortifications permanentes; c'est avec ces pièces qu'ont été démolis les forts de Liége, de Namur et d'Anvers. Elles furent aidées par un mortier de 420 millimètres dont l'armée allemande ne possède qu'un petit nombre d'exemplaires

et qui ne peut être utilisé, en raison de son énorme poids, que dans des conditions tout à fait spéciales.

Dans la conception de toutes ces pièces, les artilleurs allemands commirent une grave erreur scientifique : exclusivement préoccupés d'obtenir des projectiles très puissants et agissant à grandes distances, ils oublièrent de tenir compte du poids des pièces. Celui-ci est tel que le déplacement des gros canons et obusiers est très difficile, surtout lorsque les pluies ont amolli la terre.

Le très grand poids de l'artillerie lourde allemande et la difficulté de son déplacement offrent encore l'inconvénient de n'en pouvoir utiliser les pièces que dans des positions fixes où il est facile de détruire leur personnel dès que la position est repérée, tandis que l'artillerie légère française échappe aux gros projectiles allemands avec la plus grande facilité, en raison de sa mobilité.

L'état-major allemand avait beaucoup compté sur son artillerie lourde pour réduire à l'impuissance notre artillerie de campagne qui pouvait être attaquée d'une distance très supérieure à celle de sa propre portée. Mais notre 75 s'est défendu par son extrême mobilité. Quant à l'action des gros projectiles allemands sur les troupes, elle est considérée comme faible par tous nos officiers et soldats et par tous les correspondants de guerre étrangers. Le bruit que font les détonations et l'éclatement des obus est terrible, mais les soldats s'y habituent et se protègent facilement en se couchant.

Le projectile éclate dans le sol où il s'enfonce en creusant de très grands trous et ses éclats jaillissent en gerbes presque verticales. Les hommes qui ont eu soin de s'étendre sur le sol ne reçoivent ces éclats qu'au moment où ils retombent sans force.

Les inconvénients résultant du poids de l'artillerie lourde constituent la principale raison pour laquelle nos artilleurs ont beaucoup hésité devant son adoption. Ils cherchaient une pièce dont la portée très longue fût

combinée avec un poids qui ne mît pas obstacle à sa mobilité. La guerre nous a surpris avant que le problème fut entièrement résolu. Notre armée se plaignit, dès les débuts de la campagne, de l'absence d'artillerie à longue portée et d'obusiers assez puissants pour démolir les ouvrages, les constructions et les tranchées. Ce défaut, grâce à l'activité de nos constructeurs et à l'ingéniosité de nos artilleurs fut assez promptement corrigé.

Dans le courant de novembre nous avions déjà en service trois sortes de pièces d'artillerie lourde : nos anciens obusiers de 120 long et de 120 court dont le tir est lent, mais qui lancent à 6 000 mètres de très puissants projectiles ; le 155 Rimailho [1] qui, grâce à sa division en deux

1. *Le Matin* du 12 décembre 1914 a publié une lettre d'un artilleur qui contient des détails fort intéressants sur le 155 millimètres Rimailho.

« C'est nous, dit-il, qui portés aux premières lignes, nous chargeons de rendre les tranchées allemandes intenables et permettons à nos mordants fantassins de s'en emparer. Nos bons 155 explosifs font là aussi leurs ravages, car nos fantassins voient distinctement sauter en l'air les bras et jambes des Boches atteints par l'explosion du terrible engin. Souvent même, grâce aux renseignements fournis par nos aviateurs, nous arrivons à réduire au silence les batteries lourdes adverses. »

Au sujet des caractères et du rôle du 155, le même artilleur disait : « Bien que considérablement plus lourd que le 75, il peut, grâce à la faculté qu'il a de se démonter en deux parties, évoluer rapidement et faire, aussi bien que l'artillerie légère, des mises en batterie dans des endroits très difficiles. Il tire certainement moins vite... mais c'est que nous envoyons des « marmites ».

« Les effets du 155 sont effroyables : jugez-en par quelques exemples choisis parmi ce que nous considérons comme nos exploits : Un des derniers jours du mois d'août, un de nos aviateurs signale la présence d'un état-major allemand dans le petit village de D.... Aussitôt on nous donne l'ordre d'aller le bombarder ; nous partons au grand trot. Moins d'une demi-heure après, nous sommes en batterie, à bonne portée, et, en trois minutes, voilà que, par quatre, notre batterie crache cinquante-sept marmites sur le village. « L'effet fut foudroyant, car l'avion observateur qui vient atterrir près de nous annonce la destruction totale du hameau et de tout ce qu'il contenait. Quelques

parties, est d'une assez grande mobilité et lance, en tir très courbe, des projectiles à plus de 6 000 mètres et le 105 millimètres du Creusot qui lance à 12 000 mètres et au delà des projectiles contenant près de deux kilogrammes d'explosif, et dont la mobilité est presque égale à celle du canon de 75. C'est grâce à ces pièces que nous avons pu, dès le mois de novembre, lutter avec avantage contre l'artillerie lourde allemande et détruire des tranchées.

Dans le domaine de l'artillerie comme dans la conduite du combat les autorités militaires françaises se sont montrées beaucoup plus « scientifiques » que les autorités allemandes, car elles ont appliqué, beaucoup mieux que celles-ci, le principe d'après lequel, en raison de la formidable puissance des explosifs modernes, il faut que l'artillerie soit aussi mobile que possible afin de pouvoir se soustraire rapidement aux projectiles de l'ennemi. Nous pouvons seulement regretter que le gouvernement n'ait pas, longtemps avant la guerre, pris les mesures nécessaires pour que notre armée fût dotée, dès le début de la campagne, de toute l'artillerie à longue portée qui lui était nécessaire. Une observation analogue doit être faite, d'ailleurs, au sujet de tous les éléments de notre artillerie. Ainsi que je l'ai écrit[1] dans un livre publié au cours de la discussion de notre loi

jours après, nous collaborons avec un groupe de 75. Un régiment bavarois ne peut être délogé d'un bois et on fait appel à nous pour mener à bien cette opération. Nous inondons par un tir fauché bien réglé l'abri de l'ennemi; sa position devient intenable et il est forcé de fuir précipitamment du bois. C'est alors que le 75 se met de la partie; une batterie de celui-ci à notre droite et une autre à notre gauche se chargent de cueillir les Boches. Le soir même, lorsque nous avançons, nous pouvons constater nos ravages; sous bois les cadavres sont si serrés qu'ils restent debouts entre les arbres; à la sortie, des sections entières ont été fauchées, formant de sinistres monceaux. Nous avions fait, en une heure, près de dix-huit cents victimes. »

1. *Nos Forces militaires.*

militaire, on aurait dû compenser l'infériorité numérique de notre armée par la multiplication des canons et des mitrailleuses.

La tactique et la stratégie des autorités militaires allemandes n'a pas répondu mieux que l'organisation des armées et que la conception de l'artillerie aux exigences véritablement scientifiques de la guerre moderne. Les critiques militaires de tous les pays ont noté la grave faute commise par l'état-major allemand dans la disposition des troupes sur les deux théâtres de la guerre. Ils ont fait observer, par exemple, que si les deux millions de soldats de première valeur lancés à travers la Belgique sur notre territoire dès le premier jour du conflit avaient été maintenus sur la rive droite de la Meuse, ils eussent constitué une avalanche d'autant plus irrésistible que notre mobilisation encore inachevée ne nous permettait de leur opposer que des effectifs égalant à peine le tiers de ceux des armées d'invasion. « Avant la guerre, dit le général Bonnal[1], nous présumions que les Allemands attaqueraient la France par le nord-est et par la Belgique en deux masses inégales : l'une, la plus forte, débouchant d'Alsace-Lorraine; l'autre d'Aix-la-Chapelle, de Malmédy et de Trèves, *sans jamais passer sur la rive gauche de la Meuse.* » Les précautions étaient prises en vue de cette attaque, mais, ainsi que le fait observer le général Bonnal « ce que nous n'avions pas pressenti, c'est qu'au lieu d'envoyer contre nous 25 corps d'armée de première ligne, c'est 50 corps, ou le double dont nous recevions le choc par l'adjonction des corps *bis* destinés, proclamaient les Allemands, à former des réserves sur la rive droite du Rhin. » Le général Bonnal ajoute : « Nous avions été joués. Le 21 août, lorsque s'engagea la bataille de Charleroi où nous prîmes l'offensive, la majorité de nos forces se trouvaient en haute Alsace,

1. Voir *Le Matin*, 12 novembre 1914.

sur les Vosges et en Lorraine. » On ne saurait faire un reproche à l'état-major allemand d'avoir « joué » le nôtre; mais on peut se demander s'il fut sage de notre part de prendre l'offensive à Charleroi alors que nous devions déjà connaître l'énorme supériorité numérique des armées allemandes ayant pénétré en Belgique. Par contre, il est probable que si les 50 corps d'armée de l'Allemagne s'étaient jetés sur la France sans franchir la Meuse et en une masse compacte, on n'aurait pas pu les arrêter avant qu'ils eussent atteint Paris. En s'étendant depuis Charleroi jusqu'à Belfort, ils se donnèrent un front si vaste qu'il manquait de profondeur et qu'ils ne purent pas empêcher le généralissime Joffre de reconstituer les armées françaises et de reprendre sur la Marne et l'Ourcq, avec le concours de l'armée de Paris, une offensive qui n'eût pas été possible contre une masse plus compacte. « La France, dit le général Bonnal, en faisant allusion à la victoire de la Marne, était sauvée. » Elle était sauvée grâce à l'admirable vaillance de nos troupes, à la confiance qu'avait su leur inspirer le sang-froid doublé d'habileté de leur chef et à l'initiative hardie que prit le général Galliéni en envoyant sur l'Ourcq toute la partie combattante de l'armée de Paris; elle était sauvée aussi par la faute que les Allemands avaient commise en étendant leur front au delà des limites indiquées par la véritable science militaire.

Après la bataille de la Marne, ils furent contraints par l'immense étendue de leur front, de s'accrocher au sol, de s'y enterrer dans des tranchées et des carrières qui leur permirent, il est vrai, de ne pas trop reculer, mais condamnèrent leurs armées à la situation de troupes assiégées, c'est-à-dire impuissantes pour de nouvelles actions offensives. Ils ont pu ainsi continuer d'occuper les départements envahis, mais tandis que leurs troupes restaient impuissantes, les Français et les Anglais augmentaient considérablement leurs effectifs,

fabriquaient des fusils, des canons, des projectiles et des poudres et se préparaient pour le jour où les circonstances permettraient une offensive énergique et décisive. Dans un discours prononcé à Strasbourg le 25 mai 1905, Guillaume II avait indiqué comme procédés supérieurs de tactique « les tranchées et les fils de fer »; ses leçons n'ont été que trop bien suivies par ses généraux. En renonçant à la guerre de « mouvements » ils se sont condamnés à la défaite.

En résumé, ni dans l'organisation de leur armée et l'incorporation de leur jeunesse, ni dans la tactique imposée à leurs troupes, ni dans la conception de leur artillerie, ni dans la conduite de leurs armées, les hautes autorités militaires et le gouvernement de l'empire germanique n'ont justifié leurs prétentions à être les maîtres ès sciences militaires. Ils ont fait du colossal, non du « scientifique » et c'est pour cela que, fatalement, ils seront vaincus. Ils l'auraient été beaucoup plus vite si nos autorités militaires n'avaient pas été arrêtées dans la réalisation de leurs conceptions par des considérations dans lesquelles la recherche de la popularité passait avant le souci de la défense nationale.

§ V. — LES FAUTES D'ORDRE MARITIME COMMISES PAR L'ALLEMAGNE.

Dans la conception et l'organisation de la marine de guerre allemande, Guillaume II et son gouvernement ont commis un certain nombre d'erreurs dont les conséquences apparaissent aujourd'hui.

Il importe, avant d'en faire l'examen, de noter que contrairement à l'opinion de la plupart de nos journaux, ce n'est pas Guillaume II qui a conçu l'idée de la création d'une marine allemande et qui en a commencé la réalisation. L'honneur en revient à son aïeul Guillaume Ier et à Bismarck. C'est pour avoir des ports sur la mer du Nord qu'ils soulevèrent, en 1863 l'affaire

dite des « Duchés » et qu'ils s'emparèrent du Sleswig. Ce sont eux aussi qui créèrent le port de Wilhemshaven et entreprirent la construction du canal de Kiel dont l'objet était de permettre aux navires le passage de la mer Baltique dans la mer du Nord et réciproquement, sans emprunter les détroits scandinaves.

Il entrait dans les plans de Bismarck de doter l'empire germanique d'une marine, parce qu'il voulait répandre les produits de l'industrie allemande dans le monde entier, sous la protection du pavillon de l'empire; mais étant hostile à l'expansion coloniale, il ne demandait à la marine de guerre dont il commença l'organisation, que l'exaltation du commerce et de la navigation commerciale de l'Allemagne. En politique habile, il savait que la puissance du nouvel empire ne pouvait s'établir et se consolider qu'à la condition de ne pas créer d'inquiétudes dans les deux grands États européens qui avaient, par leur neutralité, permis à la Prusse de vaincre la France et de s'imposer aux États germaniques.

De même qu'on l'avait vu, en 1875 et en 1887, renoncer à ses projets de guerre contre notre pays devant l'opposition de la Russie dont il redoutait les forces militaires et celle de l'Angleterre qui l'inquiétait par sa puissance navale, on le vit rechercher simultanément l'alliance de la Russie et l'amitié de la Grande-Bretagne, qu'il éloignait ainsi de la France et dont l'attitude bienveillante lui permettait de consacrer toutes ses forces au développement de la puissance économique et militaire de l'empire. Tant qu'il dirigea les destinées de l'Allemagne, la marine dont il l'avait dotée ne provoqua aucune inquiétude parmi les Anglais dont la suprématie maritime restait incontestée.

La mégalomanie puérile de Guillaume II eut vite fait de transformer radicalement cette situation. Deux ans après la retraite à laquelle il condamna brutalement le fondateur de l'empire germanique, les liens d'amitié et d'intérêts qui unissaient l'Allemagne à la Russie étaient

rompus et les défiances de l'Angleterre s'éveillaient.

Lorsque Guillaume II déclara solennellement : « Notre avenir est sur mer », toute l'Europe comprit qu'à la puissance militaire dont Bismarck avait doté l'Allemagne il rêvait d'ajouter une puissance maritime non moins grande. Lui-même, du reste, laissa percer ses ambitions dès que la flotte de l'empire germanique eut acquis une certaine valeur. Au fur et à mesure que le nombre, la dimension et la force des cuirassés allemands s'accroissaient, les discours du Kaiser s'amplifiaient, ses appétits de conquêtes s'avivaient et l'audace de sa parole s'accroissait, jusqu'au jour où, à Brême, il formula son rêve « d'empire mondial » qui grisa l'Allemagne.

Depuis ce jour, le *delenda Britannia* devint la marotte de son cerveau déséquilibré et celle de son peuple. S'il continua de faire construire des navires de guerre, c'était avec la pensée de les lancer un jour contre ceux de la Grand-Bretagne et d'en user pour la conquête des colonies britanniques, que dis-je? pour la prise de possession de la Grande-Bretagne elle-même.

Alors se produisent des avances publiques, confidentielles ou secrètes à la France et aux Français, avec l'aveu que s'il recherche notre amitié, c'est pour la tourner au profit de ses ambitions mondiales et contre la puissance maritime à laquelle il veut substituer celle de son propre empire. Et comme ni le gouvernement français ni la plupart des hommes d'État français ne consentirent à devenir les complices de ses envies ou de ses haines, il décida d'écraser la France avant d'attaquer l'Angleterre.

L'opposition faite par le gouvernement britannique, en 1912, à son désir de s'emparer d'Agadir, dont il aurait pu faire un port de guerre dominant l'entrée de la Méditerranée et les routes de l'Afrique, avança l'heure du conflit par lequel l'Europe est, aujourd'hui, ensanglantée. Il n'y a pas un journaliste, un orateur, un homme d'État, un citoyen quelconque de l'empire ger-

manique qui, à partir de l'humiliation subie par l'orgueil allemand devant Agadir, n'ait juré de détruire l'Angleterre, en passant sur le corps de la France, si la France ne reniait pas l'amitié anglaise.

L'illusion qu'un jour la flotte allemande pourrait détruire la flotte britannique fut le seul motif qui conduisit Guillaume II à rejeter les propositions maintes fois faites par le gouvernement libéral anglais de procéder à une limitation des constructions navales des deux côtés de la mer du Nord. Guillaume voulait avoir une marine plus forte que celle de la Grande-Brelagne; il n'admettait pas que les réalisations de sa volonté fussent arrêtées par une convention internationale quelconque. Les conventions étaient bonnes pour les « faibles »; les forts devaient les dédaigner. Dans son infatuation d'impulsif, il ne voyait pas que la Grande-Bretagne, n'ayant pas d'autres forces de guerre à développer que celles de sa marine, pouvait faire pour leur création et leur entretien des sacrifices devant lesquels, inévitablement, l'Allemagne, puissance avant tout militaire, serait contrainte de reculer.

Le fait s'est produit. Malgré des efforts inouïs, l'Allemagne n'est jamais parvenue à atteindre la faculté de construction des chantiers anglais, et la flotte britannique s'est constamment maintenue supérieure de 60 p. 100 à la flotte germanique, conformément aux décisions du gouvernement et du parlement de la Grande-Bretagne.

Conscientes de leur infériorité, les escadres de Guillaume II n'osent pas sortir de leurs ports; elles abandonnent à celles de l'Angleterre et de la France la maîtrise absolue des mers européennes, en condamnant l'empire germanique à un blocus dont les effets commencent de se faire sentir sur son alimentation et ses approvisionnements militaires.

Dans l'espoir de compenser cette faiblesse, l'amirauté allemande a tenté de faire pratiquer à un certain nom-

bre de ses croiseurs la guerre de course. Elle y a obtenu quelques succès, particulièrement dans l'Océan Indien et dans le Pacifique; le commerce britannique y a perdu une cinquantaine de bâtiments; mais, comme il arrive toujours en pareil cas, ces succès furent éphémères : les croiseurs allemands qui couraient les mers ont été coulés les uns après les autres ou bien internés dans les ports neutres où ils s'étaient réfugiés.

Dès le début de la guerre le *Gœben* et le *Breslau*, dans la Méditerranée, n'échappèrent à nos croiseurs et à ceux de l'Angleterre qu'en se réfugiant dans les Dardanelles où ils furent achetés par les Turcs. Plus tard, l'*Emden,* qui avait fait d'assez importantes prises dans l'Océan Indien, fut coulé près de l'île des Cocos par un croiseur anglais, tandis que quatre canonnières allemandes et le croiseur autrichien *Kaiserin-Elisabeth* périssaient dans le port de Kiao-Tchéou pris par les Japonais. Dans le Pacifique, une escadre allemande commandée par l'amiral von Spee avait détruit deux vieux cuirassés anglais dans les eaux chiliennes, mais elle était battue bientôt, près des îles Falkland, par une escadre envoyée d'Angleterre et perdait sur place quatre de ses croiseurs sur cinq. Dans l'Atlantique, le croiseur allemand *Kœnisberg* était embouteillé dans une rivière africaine, tandis que, dans le Pacifique, le *Geier* était interné à Honolulu. Vers le milieu du mois de décembre, le pavillon germanique n'était plus porté dans les océans lointains que par trois ou quatre navires dont l'existence était condamnée. Le 15 mars, après la destruction du *Dresden* par les Anglais il ne restait plus à la mer que le *Karlsruhe*. Une fois de plus était confirmée cette loi, dont la France souffrit gravement sous les règnes de Louis XIV et de Louis XV, que la guerre de course devient rapidement impuissante lorsque les croiseurs ne sont pas appuyés par de fortes escadres.

Ayant échoué dans la guerre de course, l'amirauté allemande conçut le projet de pratiquer la guerre de

surprise, avec des croiseurs rapides, contre les villes ouvertes. Le 17 décembre 1914, des croiseurs allemands exécutèrent un raid contre les ports ouverts anglais de Harthpool, Scarborough et Whitby, bombardèrent des maisons et tuèrent ou blessèrent un certain nombre de personnes. Sans utilité pratique au point de vue militaire, les opérations de ce genre sont tellement contraires à la plus vulgaire morale et aux principes du droit international que leur seul effet consiste dans la surexcitation du sentiment patriotique. A la suite du bombardement des trois ports nommés plus haut, il se produisit dans toute la Grande-Bretagne une forte reprise des engagements volontaires. Le 24 janvier, l'amirauté allemande fit procéder à un raid analogue à celui dont il est question plus haut, mais la flotte anglaise était en défiance. Les croiseurs allemands furent surpris par une escadre de croiseurs-de-bataille anglais très forts; ils prirent la fuite mais l'un d'eux, le *Blücher*, qui avait déjà participé au raid du 17 décembre, fut coulé et deux autres subirent des avaries importantes. L'Allemagne a pu en déduire que les raids contre des villes ouvertes ne sont pas toujours sans danger pour les navires qui les exécutent.

L'amirauté allemande avait beaucoup compté sur les sous-marins pour détruire les cuirassés et croiseurs ennemis. Au début de la guerre, trois croiseurs-cuirassés anglais furent en effet coulés par des sous-marins. Ils n'étaient sans doute pas suffisamment éclairés et commirent la faute de vouloir se prêter réciproquement secours. En décembre, un vieux cuirassé anglais fut encore coulé dans la Manche par un ou deux sous-marins. Deux ou trois navires de commerce anglais subirent le même sort dans le Pas de Calais ou la Manche. Le *Jean-Bart* reçut une torpille dans son avant au cours d'une expédition où il était isolé dans l'Adriatique, mais il ne fut que légèrement endommagé. A la fin de janvier aucun autre fait de même nature ne s'était produit.

Par contre des navires français et anglais ont pu bombarder pendant des journées entières, à maintes reprises, les batteries allemandes des côtes belges sans subir la moindre attaque des sous-marins allemands. Ceux-ci et ceux de l'Autriche se sont également montrés impuissants à l'égard des très nombreux navires par lesquels les troupes anglaises et celles des colonies françaises ou anglaises ont été transportées sur le continent pour prendre part aux opérations militaires du nord de la France et de la Belgique.

Ces faits confirment l'opinion émise par un certain nombre de nos officiers et par moi-même que les sous-marins sont à peu près impuissants contre les grands batiments à artillerie autour desquels des contre-torpilleurs ou des torpilleurs de haute mer exercent une surveillance attentive.

L'amirauté allemande a tenté une autre sorte d'emploi des sous-marins qui, à première vue, semblait devoir être efficace : elle a décidé, en janvier 1915, de les employer à la destruction des navires de commerce des belligérants ou des neutres qui tenteraient de pénétrer dans les ports de la Grande-Bretagne ou dans ceux du nord de la France. Quelques navires de diverses nationalités furent en effet coulés de la sorte, mais ces quelques unités étaient bien peu importantes par rapport aux huit ou dix mille navires marchands qui courent les mers. Au bout d'une quinzaine de jours, l'impuissance des sous-marins dans cette besogne inhumaine et contraire au droit international devint manifeste. L'amirauté allemande en fut pour le ridicule d'avoir tenté d'effrayer le commerce mondial avec deux douzaines de sous-marins, dont quelques unités seulement purent agir et dont plusieurs furent détruites.

Se sentant incapables de faire protéger leurs côtes ou de menacer celles de l'ennemi par des escadres offensives qui sont inférieures à celles de l'Angleterre et de la France et par des sous-marins, les amirautés

allemande et autrichienne eurent, dès le début de la guerre recours aux mines flottantes. Elles en posèrent en abondance et un peu partout dans la mer du Nord d'une part, dans l'Adriatique de l'autre. Elles y mettaient d'autant plus d'ardeur que leur navigation marchande devait être rendue à peu près impossible par le fait que la maîtrise absolue de la mer allait appartenir à l'Angleterre et à la France. Dans la pose de ces engins destructifs, l'Autriche et l'Allemagne ne tinrent, du reste, aucun compte des prescriptions de la convention sur laquelle, l'une et l'autre avaient, à la Haye, apposé leur signature. Afin de rendre ses opérations de pose plus faciles, l'amirauté allemande employa des navires neutres en plusieurs circonstances que l'amirauté anglaise a signalées. Dès les premières heures de la guerre, des navires furent coulés par les mines allemandes et autrichiennes, navires de guerre et navires marchands, et ni l'Allemagne ni l'Autriche ne furent épargnées dans ces pertes qu'elles avaient elles-mêmes provoquées. Dès les premiers jours, un contre-torpilleur allemand fut coulé dans la mer du Nord, par une mine allemande et un torpilleur autrichien subit le même sort, dans l'Adriatique, par le fait d'une mine autrichienne. Mais ce fut la navigation des neutres qui souffrit le plus cruellement. L'Angleterre, non seulement avait évité de poser des mines mais encore avait organisé un service spécial pour les relever, afin de maintenir la liberté de la navigation. Le 22 août 1914, elle attirait l'attention des puissances neutres sur les dangers auxquels les navires se trouvaient exposés dans la mer du Nord, par suite de la pose des mines allemandes. Le Danemark, la Suède et la Norvège avaient, de leur côté, placé des mines dans le grand Belt et à l'entrée de leurs ports, en prévenant les navigateurs des précautions à prendre.

A la fin du mois de septembre, une quinzaine de navires de commerce dont huit anglais, cinq danois, un

norvégien et un suédois ayant été coulés par les mines allemandes dans la mer du Nord, l'Angleterre prit une mesure radicale : elle ferma elle-même par des mines la mer du Nord et le Pas de Calais, en ne laissant ouvert à la navigation qu'un étroit passage dans l'Ouest. « L'amirauté britannique alors a déclaré la mer du Nord zone militaire et a prévenu les navigateurs des graves dangers auxquels ils seraient exposés en raison soit des mines mouillées, soit des navires de guerre exerçant un service de surveillance, s'ils pénétraient dans cette zone, excepté dans les parties strictement énoncées par l'amirauté. A partir du 5 novembre, les navires qui passeraient une ligne partant du point nord des îles Hébrides (à l'ouest de l'Écosse) par les îles Féroé pour aboutir à l'Irlande, ne pouvaient le faire qu'à leurs risques et périls, et les navires désireux de commercer avec la Norvège, la Baltique, le Danemark, la Hollande doivent passer par la Manche et le Pas de Calais, longer la côte est de la Grande-Bretagne jusqu'à l'île Farne, d'où une route sud leur est indiquée pour se rendre jusqu'au phare de Lindesnœv (pointe sud de la Norvège) ; de là ils peuvent suivre leur destination[1]. » Malgré ces précautions, de nouveaux accidents se sont produits, soit dans la mer du Nord elle-même, soit en dehors, car l'Allemagne fit poser des mines, probablement au moyen de navires portant un pavillon neutre, jusque dans le voisinage des côtes occidentales de l'Irlande. D'autre part, des sous-marins purent franchir le barrage des mines du Pas de Calais pour aller torpiller des navires de commerce dans la Manche.

Instruments aveugles d'une guerre contraire à la morale humaine et aux conventions internationales, les mines allemandes firent, en somme, encore plus de mal, directement ou indirectement, à l'empire germa-

1. Voir Rousseau, *La Guerre de Mines*, in *Temps*, 9 décembre 1914.

nique qu'aux ennemis de l'Allemagne et aux neutres. Non seulement elles coulèrent des navires de guerre allemands, mais encore elles déterminèrent l'établissement du blocus de la mer du Nord par l'Angleterre.

L'infériorité des flottes allemandes et autrichiennes par rapport aux flottes de l'Angleterre et de la France a eu pour conséquence la perte des colonies de l'empire germanique. Maîtresses absolues des océans, l'Angleterre, la France et le Japon ont eu vite fait de s'emparer des territoires sur lesquels flottait le pavillon de l'empire germanique. Dès le mois d'août 1914, le Togo fut occupé par un corps expéditionnaire franco-anglais et les îles Samoa furent prises par des troupes anglaises de la Nouvelle-Zélande appuyées par le croiseur français *Montcalm*. Au mois de septembre, les navires de l'Australie anglaise s'emparèrent de la Nouvelle-Guinée et la Nouvelle-Poméranie allemandes. Pendant le même temps, une expédition franco-anglaise entreprenait la conquête du Cameroun. Au mois de novembre, les Japonais s'emparaient, en Chine, de la colonie allemande de Kiao-Tcheou, pour laquelle Guillaume II avait fait d'énormes sacrifices et qui avait à ses yeux une importance accrue par la haine et la crainte que le Japon lui inspirait. Dans l'Afrique centrale les Belges et les Français ont entrepris de chasser les Allemands des territoires que la France leur a concédés en 1911 par la convention du Maroc. Celle-ci, du reste, se trouve annulée par la déclaration de guerre de l'Allemagne à la France. Parmi les motifs qui poussèrent Guillaume à déclancher la guerre se trouvait le désir de prendre toutes nos colonies; il se trouve que déjà l'Allemagne a perdu toutes celles qu'elle possédait.

Guillaume II n'a pas compris que si la marine et les colonies sont des éléments de puissance morale d'une immense valeur, elles exigent de la part de la nation qui les veut posséder une politique essentiellement pacifique. S'il avait étudié avec quelque esprit critique

l'histoire du règne de Louis XIV, il aurait constaté que la France fut très puissante, au point de vue maritime et colonial, tant qu'elle eut une politique continentale relativement pacifique. Dès que le roi Soleil conçut la pensée d'établir son hégémonie sur l'Europe et se lança dans la politique des conquêtes continentales, il lui devint impossible de maintenir sa marine dans l'état de force que lui avait fait atteindre Colbert et il vit nos colonies passer aux mains de l'Angleterre, tandis que de formidables coalitions européennes se formaient contre lui et le condamnaient à subir la ruine de ses ambitions[1] avec la perte de ses conquêtes.

Guillaume II apprendra, en somme, à ses dépens et aux dépens des populations allemandes, qu'il est impossible à une nation quelconque, si riche et si forte soit-elle, de pratiquer simultanément une politique de conquêtes militaires continentales et une politique maritime et coloniale offensive à travers les océans. L'Angleterre doit l'énorme développement de sa puissance maritime, coloniale, industrielle et commerciale à ce que, depuis la mort de Cromwell, elle a renoncé à la politique de conquêtes européennes qui avait été conçue par le grand dictateur militariste.

Grâce à l'extraordinaire développement pris sous l'impulsion de Bismarck par l'industrie, le commerce, la marine marchande et l'émigration allemande, l'empire germanique avait acquis dans le monde entier une situation que jamais aucun peuple ni aucun gouvernement n'avait obtenue. Guillaume II n'a pas compris que pour conserver cette admirable position, il ne devait user de sa marine que comme d'un instrument de défense d'une expansion résolument pacifique. En la créant pour dominer l'univers et fonder un empire mondial, il l'a condamnée à l'impuissance et a préparé la

1. Voir J.-L. de Lanessan, *Notre Défense maritime*, 1913 (Paris, F. Alcan).

ruine de son empire car il a soulevé contre ses ambitions tous les peuples qui prétendent conserver leur indépendance et user de ce qu'ils considèrent comme leurs droits nationaux.

§ VI. — CE QUE LES GERMAINS NE COMPRENNENT PAS.

Guillaume II et ses sujets ignorent, il est vrai, ce que c'est que l'indépendance et se moquent du droit comme de l'honneur. Mais les Français ont déjà versé leur sang dans maintes révolutions pour conserver leur indépendance, livré d'innombrables batailles pour défendre leur honneur, et leur esprit est imprégné, par une éducation multiséculaire, de l'idée que le droit est supérieur à la force et cette conviction le rend plus fort que la force. Un officier qui prit part au combat très violent livré, en Belgique, près du village de Ramscapelle, où notre infanterie prit aux Allemands 7 mitrailleuses et 300 prisonniers, racontait une anecdote très caractéristique de la mentalité française[1] : « Au plus vif du combat, trois lièvres apeurés étaient sortis de leur gîte et couraient à travers champs. Sans souci des balles qui sifflaient à leurs oreilles, vingt soldats s'élancèrent à leur poursuite et, après une chasse fort mouvementée, les capturèrent. » L'officier ajoutait : « Ce mépris du péril, c'est là tout le secret de la vaillance de nos soldats. L'Allemand va au combat sans enthousiasme, parce qu'il y est obligé. Quelle différence avec nos petits pioupious français et belges et les joyeux Tommy anglais, qui volent au feu plutôt qu'ils n'y courent, parce qu'ils savent qu'ils défendent le droit et la civilisation contre la barbarie. »

Le Germain qui, se piquant de philosophie, disait, en haussant les épaules « les héros de Corneille ont sans cesse à la bouche des mots tels que « mon honneur, ma « gloire, ma vertu » ; vous ne trouverez rien de pareil dans

1. Voir *La Liberté*, 4 novembre 1914.

notre littérature et c'est là ce qui dans la vôtre nous choque le plus » ne se doutait pas que les idées d'honneur, de gloire, de vertu, de droit deviennent des puissances plus grandes que la « force » lorsqu'elles ont été inspirées pendant une longue série de générations à tous les membres d'une société humaine par les pères et les mères, par les maîtres des écoles et des universités, par les écrivains et les orateurs, par tous les hommes que cette société vénère et devant lesquels ses membres s'inclinent unanimement parce qu'ils représentèrent, en même temps qu'un haut idéal, les philosophies les plus audacieuses comme les religions les plus mystiques.

Les Germains ne savent pas, ne peuvent pas savoir, en raison de l'éducation qu'ils ont reçue, que cet idéal est la puissance la plus grande de toutes celles qui existent au monde et qu'il est vraiment « scientifique », tandis que le soi-disant « réalisme » de la culture germaine n'est qu'une conception chimérique d'esprits brumeux et mystiques.

L'incommensurable orgueil et l'excessive confiance en leur puissance militaire inspirés aux Allemands par l'éducation qu'ils reçoivent depuis un demi-siècle et la folle mégalomanie de leur empereur ont aussi rendu l'empire germanique incapable d'apprécier exactement les sentiments et les forces des autres nations. La lecture des documents diplomatiques récemment publiés révèle chez les dirigeants de l'empire germanique une ignorance des réalités et une naïveté incompréhensibles pour quiconque n'a pas étudié de très près l'évolution subie par la mentalité allemande sous l'influence du gouvernement de Guillaume II. N'étaient-ils pas au-dessous de leur tâche délicate, les ambassadeurs de l'Allemagne et de l'Autriche qui affirmaient à qui les voulait écouter et persuadaient à leurs ministres que la « Russie céderait » dans l'affaire de la Serbie « comme elle avait toujours cédé », qui représentaient l'armée

russe comme inexistante ou inorganisée, et le peuple russe en proie à l'anarchie révolutionnaire, qui dépeignaient enfin la Russie comme incapable de supporter le poids militaire, financier et politique d'une guerre? Que peut-on penser de ce chancelier de l'empire, de ce ministre des Affaires étrangères d'Allemagne, de cet ambassadeur allemand à Londres qui s'imaginaient pouvoir amener l'Angleterre, non seulement à laisser violer la neutralité de la Belgique et écraser la France, mais encore à contraindre, par la menace de sa flotte, le gouvernement français à violer son traité d'alliance avec la Russie? Guillaume II, son chancelier, ses ministres, ses ambassadeurs ignoraient-ils que la Grande-Bretagne avait en 1875, puis en 1887, et, enfin, au moment d'Agadir, pris parti pour la France contre l'Allemagne, en manifestant par ses actes le regret d'être restée neutre en 1870 et de n'avoir pas compris alors le danger qui résulterait pour l'Angleterre elle-même de la formation d'un grand empire militaire au cœur de l'Europe? Ignoraient-ils que la Grande-Bretagne s'était toujours dressée contre les gouvernements qui tentèrent d'imposer leur hégémonie à l'Europe? Ne connaissaient-ils pas l'histoire de Louis XIV et celle de Napoléon Ier? Comment pouvaient-ils être assez naïfs pour supposer que l'Angleterre laisserait l'empire germanique s'établir à Anvers, à Dunkerque ou à Calais, s'emparer de la Tunisie, de l'Algérie et du Maroc qui le rendraient maître de la Méditerranée, de l'Égypte, de la route des Indes, s'annexer des colonies françaises qui lui assureraient une situation considérable dans la mer Rouge, dans les mers extrême-orientales, dans le Pacifique et dans l'Atlantique? Guillaume II et ses serviteurs ne faisaient-ils point preuve de la plus enfantine naïveté, lorsqu'ils proposaient à sir Edward Grey de livrer à l'Allemagne les colonies françaises en attendant l'heure où elle pourrait prendre les colonies anglaises? Pouvaient-ils

supposer les Anglais assez stupides pour ne pas se douter que l'écrasement de la France et la défaite de la Russie seraient fatalement suivies de l'attaque de l'Angleterre réduite à ses seules forces et isolée en Europe? Quelle opinion peut-on avoir de ce sous-secrétaire allemand aux Affaires étrangères qui, en pleine guerre, lorsque l'avenir de l'Europe se joue sur les champs de bataille de la Belgique, de la France, de la Prusse orientale, de la Galicie et de la Bukovine, déclare naïvement à un député hollandais que la victoire de l'empire germanique serait suivie de l'absorption économique de la Hollande, du Danemark, de la Suède, de la Norvège et sans doute de la Suisse? Comment expliquer la mentalité de ces professeurs allemands qui, à la même heure, affirment que si l'empire germanique a provoqué la guerre, c'est pour « organiser » l'Europe? Lorsque Guillaume II et ses ministres ont contraint la Turquie de déclarer la guerre à l'Angleterre, à la France et à la Russie et de proclamer la guerre sainte, ont-ils été assez aveugles et assez ignorants pour ne pas se douter que l'entrée en scène des Turcs provoquerait inévitablement, à une heure donnée, celle des Roumains, des Bulgares, des Grecs, voire des Italiens, et qu'il y aurait beaucoup de chances pour que tous ces peuples se tournassent plutôt vers la Triple-Entente que vers la Duplice austro-germanique? La Turquie n'est-elle pas, en effet, leur ennemie traditionnelle? Son alliance avec l'Allemagne ne devait-elle pas les amener fatalement à les éloigner de cette dernière? Que penser, enfin, des innombrables publications cyniquement mensongères et odieusement brutales répandues par l'Allemagne dans tous les pays neutres pour les gagner à sa cause en les trompant ou en les menaçant? Si les dirigeants de l'empire germanique avaient été doués du moindre sens critique n'auraient-ils pas compris, qu'une heure viendrait où les mensonges seraient dévoilés, où les menaces provoqueraient l'indignation générale?

§ VII. — L'INDIGNATION GÉNÉRALE PROVOQUÉE PAR LA CONDUITE DE L'ALLEMAGNE.

Bismarck, Bernarhdi, von der Goltz et toute l'école militariste allemande ont recommandé de faire aux populations des pays envahis le plus de mal possible afin de les amener à implorer la cessation des hostilités et la pitié du vainqueur. En 1870, Bismarck, leur maître à tous, s'écriait à Versailles, devant Paris en flammes : « Ça ne suffit pas, il faut que nous sentions le roussi d'ici »; et les troupes de Guillaume II ont cru faire acte habile en appliquant avec docilité et amplification les théories de leurs chefs. Mais les généraux, officiers et soldats qui ont massacré, pillé, incendié, bombardé tout le long de leur route ont oublié dans quel temps ils vivaient. Ces procédés étaient, jadis, capables de démoraliser les armées en terrorisant les populations. A notre époque de grande civilisation, ils devaient produire des effets contraires à ceux que Bismarck, Bernahdi et von der Goltz en attendaient. Ils ont fait des héros avec une jeunesse qui renonce à la joie de vivre pour la gloire de mourir; ils ont soulevé contre l'Allemagne toutes les femmes qui ont vu massacrer des enfants et des jeunes filles, tous les vieillards qui ont vu fusiller des octogénaires; et cette indignation, cette colère légitime ont franchi les frontières des populations égorgées, des territoires envahis; elles se sont répandues dans le monde entier. Il n'y a pas de peuple, en dehors des Turcs, qui enseignèrent ces horreurs à von der Goltz, chez lequel on n'entende retentir des malédictions contre la barbarie germanique, où l'on ne trouve stupide et criminelle la rage avec laquelle les armées germaniques bombardent les villages et les villes, les châteaux et les chaumières, les usines et les taudis des ouvriers, les monuments publics les plus artistiques et les plus sacrés, comme si les pierres

étaient responsables des défaites et des pertes énormes de soldats ou d'officiers qu'elles ont subies devant Liége, sur la Marne et l'Ourcq, le long de l'Yser et autour de Dixmude ou d'Ypres, dans l'Argonne, aux abords de Verdun et sur les rives de la Meuse ou de la Vistule et du Niémen.

Guillaume II, ainsi que ses généraux ou soldats et les « intellectuels » allemands qui approuvent la destruction de Louvain, de la cathédrale de Reims, de l'hôtel de ville d'Arras, de la halle aux drapiers d'Ypres, etc., etc., ont oublié, dans leur démence, que si les vainqueurs ont toujours raison, il n'en est pas de même des vaincus. Les Germains victorieux auraient pu se vanter de leur vandalisme; l'Allemagne et l'Autriche vaincues, non seulement seront flétries par l'univers entier mais encore devront payer tout ce qu'elles auront volé, incendié, détruit, bombardé et ruiné. Les ruines vaudront d'autant plus cher qu'elles seront plus illustres. Au capital représentant tout ce qui aura été volé ou détruit se joindront les intérêts représentés par les misères, les désolations et les massacres infligés aux populations paisibles.

CHAPITRE II

LA SITUATION MILITAIRE ET INTERNATIONALE AU DÉBUT DE 1915. LES CONDITIONS NÉCESSAIRES DE LA PAIX DU MONDE.

§ I. — L'ATTAQUE IMPRÉVUE ET BRUSQUÉE DES ARMÉES ALLEMANDES.

Au moment où Guillaume II, par un acte criminel de son caprice impérial, jeta sur nos frontières, à travers la Belgique, deux millions et plus de ses meilleures troupes, avec ses généraux les plus renommés, notre mobilisation, encore inachevée, ne nous permettait de mettre en ligne que des effectifs numériquement très inférieurs à ceux de l'envahisseur et des chefs n'ayant pas encore l'expérience de la guerre de ruses, d'embuscades, de traîtrises, de tranchées que l'état-major allemand préparait depuis un demi-siècle.

L'Angleterre et la Russie, surprises comme nous par une agression que rien ne justifiait, étaient moins prêtes encore que nous-mêmes à y résister. Le corps expéditionnaire prévu par le gouvernement britannique pour une guerre continentale dans laquelle la Grande-Bretagne serait entraînée, ne comptait guère plus de cent mille hommes dont le transport en France ou en Belgique exigerait un certain nombre de jours. Quant à la Russie,

en raison du petit nombre relatif de ses voies ferrées et de l'immense étendue de son territoire, plusieurs semaines lui étaient nécessaires pour concentrer en un point quelconque de ses frontières les masses considérables d'hommes dont elle dispose. La Serbie elle-même, malgré les menaces incessantes dont elle était l'objet de la part de l'Autriche depuis plus d'une année, ne pouvait guère être prête à repousser l'assaut qu'elle allait subir, car ses troupes, ses finances et son matériel de guerre venaient d'être gravement éprouvés par une guerre ayant duré pendant près de trois ans. Si Guillaume II avait précipité les événements, c'était pour profiter des conditions défavorables dans lesquelles se trouvaient la Triple-Entente et la Serbie, et s'il avait brusquement interrompu les entretiens diplomatiques ouverts entre les chancelleries à la suite de l'ultimatum adressé par l'Autriche à la Serbie le 23 juillet, c'était pour que ni la France, ni la Russie ni l'Angleterre n'eussent le temps de procéder à la mobilisation que lui-même opérait. Mais, jusqu'au 31 juillet, il avait fait croire à son désir de travailler à l'apaisement du conflit, afin d'endormir les gouvernements et les peuples dont il croyait pouvoir faire les victimes de sa formidable puissance militaire. Il mobilisait ses troupes, il les transportait jusqu'au pied des poteaux de nos frontières et aux portes de la Belgique tandis que les gouvernements de la Triple-Entente travaillaient presque naïvement au maintien de la paix.

En France, non seulement on ne croyait pas à la guerre, mais on ignorait, jusque dans nos milieux militaires, quelle sorte de guerre allait nous être faite. Non moins chevaleresques au XXe siècle qu'aux temps de Jeanne d'Arc, de Bayard, de Turenne et de la Révolution, nos Français croyaient qu'il leur suffirait de dédaigner la mort et de « cogner dur » pour vaincre les hordes germaniques. Ils payèrent cher nos traditions de combats à visage découvert et de batailles à pro-

cédés loyaux. C'est par milliers, qu'aux premiers jours de la guerre, furent fauchés, en Alsace, en Lorraine, en Belgique, nos trop vaillants soldats et leurs chefs trop hardis, par des mitrailleuses dissimulées derrière les buissons dans le creux des fossés, dans l'obscurité des bois, par les mines tapies sous les chemins et par les fusils d'Allemands enfouis dans un sol dont ils empruntaient la couleur pour se dissimuler aux regards.

Si l'habileté professionnelle des généraux allemands avait égalé leur génie de fourberie, la France n'eût pas échappé à l'avalanche des barbares qui tombaient sur elle, après avoir emprunté à toutes les sciences de destruction leurs secrets de ruine, de meurtre, d'incendie, et ravi aux bêtes de proie leurs instincts les plus sanguinaires.

Pour l'honneur de notre race, si nos troupes ignoraient l'hypocrisie, le mensonge, la fourberie et la barbarie, elles avaient, comme les Français de toutes nos grandes époques historiques, une admirable souplesse de l'esprit jointe à une indomptable vaillance du cœur. Ces qualités de race et la ferme résolution de défendre l'honneur de la France en même temps que les foyers de la patrie, rendirent nos armées plus fortes que la force brutale, sauvage et déloyale des Germains.

Avec de pareilles troupes, les grands chefs de guerre ne pouvaient nous faire défaut. Nous eûmes les Joffre, les Galliéni, les Foch, les Castelneau, etc. — je ne puis ni ne veux les nommer tous — et une pléiade de colonels, chefs de bataillon ou d'escadron, capitaines, lieutenants et sous-lieutenants, sous-officiers dont, chaque matin, les ordres du jour de l'armée nous faisaient connaître les noms et les hauts faits. Beaucoup moururent en héros: à leur place se levèrent des héritiers de leur vaillance, de leur science militaire et de la paternelle autorité qui les fait aimer autant que respecter par leurs hommes.

§ II. — LES VICTOIRES DE LA MARNE ET DES FLANDRES. LES SUCCÈS DES RUSSES ET DES SERBES. LES ARMÉES ALLEMANDES CONDAMNÉES PARTOUT A LA DÉFENSIVE.

Grâce à ces admirables chefs et à l'affectueuse confiance qu'ils inspirèrent aux troupes, les défaites de Charleroi, de l'Alsace ou de la Lorraine furent suivies de la plus glorieuse retraite qui ait jamais été opérée par une grande armée. « Chaque soir, me disait un officier, nos hommes, victorieux dans la journée, s'étonnaient qu'on les contraignît à rétrograder et juraient de se venger le lendemain de leur involontaire recul. » Lorsque, sur la Marne et sur l'Ourcq, le concours de l'armée de Paris envoyée par le général Galliéni permit de leur donner l'ordre d'avancer, ce fut avec un indescriptible enthousiasme qu'ils se jetèrent sur les Germains. Par avance, ils étaient sûrs de la victoire.

Le nombre nous faisant encore défaut, ainsi que certains éléments du matériel de guerre, il nous fut impossible de tirer de la victoire de la Marne tous les fruits qu'en d'autres conditions elle aurait donnés. Les hordes germaines refoulées sur la ligne de l'Aisne s'accrochèrent au sol de la Champagne, de l'Argonne, des Hauts-de-Meuse, de la Woëvre, s'enfouirent dans les carrières, se cachèrent dans des bois et des tranchées, et, sur un front de plusieurs centaines de kilomètres, prirent l'attitude d'assiégés, sous la protection de leur artillerie lourde à longue portée. Les généraux allemands persistaient dans la faute qu'ils avaient commise lorsqu'ils allongèrent leurs lignes au delà de la Meuse et ils en commettaient une seconde en se condamnant à une défensive étendue depuis Belfort jusqu'à l'Oise d'abord, et, bientôt, pour éviter notre débordement, jusqu'à la mer du Nord.

Tantôt sur un point et tantôt sur un autre, ils cherchaient, il est vrai, à forcer nos propres lignes, en

jetant sur elles les masses compactes de leur infanterie protégée par leurs gros canons. Mais nos troupes avaient appris le nouvel art de la guerre et notre pièce légère, extrêmement mobile, de 75 millimètres, fauchait les épais bataillons germains, en se gaussant des énormes « marmites » impuissantes d'une artillerie si lourde qu'il est impossible de la déplacer lorsque les terres sont détrempées par la pluie.

Arrêtées dans leur marche sur Paris et désespérant de pouvoir, désormais, l'atteindre, les troupes du kaiser tentèrent de se porter sur Dunkerque et Calais pour, de là, menacer l'Angleterre. Mais si elles purent, un instant, traverser l'Yser, ce ne fut que sur des ponts formés par les cadavres de leurs fantassins et pour le repasser bientôt sous la mitraille, en le comblant avec leurs blessés et leurs morts. Après la défaite de la Marne qui leur ferma la route de Paris, elles subirent les hécatombes de l'Yser qui leur barraient la route de Calais.

Le Kaiser pouvait, il est vrai, se vanter auprès des populations trompées et barbares de son empire, de tenir sous les griffes sanglantes de son aigle la presque totalité de la Belgique et une partie du nord de la France; il pouvait glorifier ses généraux et ses soldats pour les ruines accumulées partout où ils passèrent; il pouvait se réjouir des massacres de femmes, de vieillards, de prêtres, d'enfants commis par des hordes ivres d'alcool et de sang; il pouvait faire étaler dans les vitrines berlinoises les photographies des monuments publics bombardés et des maisons particulières incendiées; mais, les batailles de la Marne et des Flandres, suivies des progrès incessants de toutes les parties de notre ligne offensive lui apprirent que ses armées ne feraient plus un seul pas en avant des tranchées où elles s'étaient enfouies. Il vit notre matériel de guerre s'accroître chaque jour, nos canons à longue portée s'ajouter à nos pièces de campagne pour dévaster les

tranchées et détruire les batteries de ses troupes, nos fantassins s'initier joyeusement à la guerre moderne, tandis que ses soldats se rendaient par la faim et le découragement, dès qu'ils pouvaient échapper au fouet ou au revolver de leurs officiers.

Pendant que les attaques en masses compactes des troupes allemandes se brisaient contre le front inviolé de nos lignes, en couvrant le sol de cadavres démembrés par notre 75, les soldats de l'Angleterre, de l'Inde anglaise, du Canada, de nos colonies africaines, etc., et notre jeune classe de 1914 affluaient sur le front de nos armées, en accroissaient quotidiennement les effectifs et préparaient l'heure où nos généraux pourront entreprendre une offensive assez vigoureuse pour chasser les barbares de notre sol et de celui de la Belgique [1].

Pendant que ces faits se produisaient en Occident, les Russes arrêtaient, par une vigoureuse résistance, les

1. Dans son éditorial du 31 décembre 1914, *Le Times* résuma la situation militaire de la façon suivante :

« Nous arrivons à la nouvelle année dans des conditions très favorables. Si les Alliés ont été éprouvés au début, c'est parce qu'ils n'étaient pas préparés à la guerre, mais les Allemands, en dépit de quarante années de préparation, ont cessé depuis longtemps de remporter de nouveaux avantages et sont maintenant arrêtés sur tous les points. Il ne reste plus qu'à frapper les coups qui les réduiront à merci. »

Le compte rendu officiel des opérations du 7 au 17 février 1915 disait au sujet de la situation de nos armées pendant cette période : « Malgré les conditions (climatériques) défavorables, cette période a été bonne pour nous. D'abord notre artillerie a obtenu de très brillants résultats, les communiqués quotidiens les ont enregistrés. L'ennemi ne peut visiblement pas tirer autant que nous, et la supériorité de nos approvisionnements en munitions s'affirme de plus en plus. Ensuite notre infanterie a fait preuve en Artois, en Champagne, dans l'Argonne et en Alsace d'un esprit progressif très développé que le succès a couronné. » Depuis la publication de ce résumé jusqu'à la fin du mois de février, les deux caractères essentiels de la conduite de nos troupes qu'il signale se sont notablement accentués.

troupes allemandes qui, ayant pénétré en Pologne avant la concentration des armées du tsar, prétendaient s'emparer de Varsovie; ils battaient les Autrichiens en s'emparant de la Galicie et de la Bukovine; ils investissaient Przemysl et s'emparaient de plusieurs cols des Carpathes sur les routes qui conduisent à la plaine hongroise. Les plans de l'État-major allemand échouaient piteusement en Russie comme en France et les armées allemandes de l'Orient, à l'instar de celle de l'Occident, n'échappaient à la déroute qu'en s'enfouissant dans des tranchées [1].

Quant à la « petite » Serbie que l'Autriche-Hongrie avait compté pouvoir dévorer, si je puis dire, en « une seule bouchée », elle infligea, en décembre, une telle défaite aux troupes autrichiennes que celles-ci furent contraintes d'évacuer totalement son territoire [2].

1. Le 11 janvier 1915, les journaux ont publié la note officieuse suivante :

« D'après les déclarations du général Soukhomlinoff, ministre de la Guerre, les Russes, depuis le début de la guerre, ont capturé, au total, 1 140 officiers et 134 737 soldats allemands, et 3 186 officiers et 333 447 soldats autrichiens. »

2. D'après une dépêche datée de Belgrade, 31 décembre, les trophées pris par les Serbes depuis le début de la guerre comprenaient :

« 500 officiers, 54 906 soldats, 4 drapeaux, 191 canons, 86 mitrailleuses, 70 000 fusils, 491 caissons d'artillerie, 3 684 voitures de toutes sortes, 2 814 chevaux, 2 aéroplanes.

« La majeure partie de ces prises a été faite depuis le 3 décembre pendant l'offensive victorieuse au cours de laquelle les Serbes ont chassé l'ennemi du territoire national. L'armée serbe a en outre repris 9 canons qui lui avaient été enlevés par l'ennemi. »

Le prince héritier de Serbie, Alexandre, commandant en chef des troupes serbes, consacra leur victoire par un ordre du jour où il disait :

« Dans ce moment solennel, quand sur notre tête Belgrade, serbe de nouveau, est arboré le drapeau serbe victorieux, je veux avant tout accomplir un devoir de reconnaissance envers ceux de nos frères que nous avons délivrés des Turcs et qui luttent avec nous. »

Le prince concluait en saluant la Paix qui couronnera digne-

Dans la séance de la Skoupchtina serbe du 7 décembre, le président du conseil des ministres, M. Patchich, avait précisé la situation de la Serbie en termes d'une remarquable exactitude : « Dans cette lutte le peuple serbe n'a pas à choisir, car, entre la vie et la mort on ne choisit pas. La Serbie est contrainte à la lutte, et elle luttera avec la même énergie inébranlable qu'elle a déployée il y a un siècle, à la bataille de Kossovo, qui décida de la résurrection de la patrie. » Le gouvernement ajoutait que la lutte à laquelle la Serbie avait été condamnée par l'Autriche était une « lutte pour l'émancipation et l'union à la mère patrie de tous nos frères asservis, Serbo-croates et Slovènes. » L'Autriche s'était proposée d'écraser la Serbie; elle avait en réalité ouvert l'ère de l'émancipation de tous les Slaves de son empire, car quelques jours après la lecture de cette déclaration ministérielle l'armée serbe, profitant de la faute que les généraux Autrichiens avaient commise en allongeant outre mesure le front de leur armée, enfonçait l'une de ses ailes et contraignait toute l'armée à battre en retraite dans le plus affreux désordre, en évacuant tout le territoire Serbe. Le vieux roi Pierre, accompagné de ses deux fils, avait donné le signal de la bataille en tirant lui-même le canon et déclarant : « Soldats, votre vieux souverain est ici pour mourir ou vaincre avec vous. » Il vainquit grâce à l'admirable vaillance de ses troupes. Après cette victoire, la Serbie doit se féliciter de n'avoir pas accepté la théorie exposée, en réponse au *Livre jaune* français par l'officieuse *Gazette de l'Allemagne du Nord*, disant : « La Serbie est un de ces petits États qui n'ont pas les mêmes droits que les grands. » Un personnage autrichien écrivait à l'un de mes amis, au sujet de l'ultimatum de l'Autriche au gouvernement serbe : « Nous avons montré à l'Europe comment un grand État doit parler à un petit »; la petite Serbie a

ment, pour ses héros, les victoires de la grande Serbie; plus grande, plus puissante et plus heureuse qu'elle ne le fut jamais.

montré par sa vaillance qu'elle était digne du respect de la grande Autriche.

Tandis que ces événements se produisaient sur les théâtres européens de la guerre, les Turcs, commandés ou dirigés par des officiers allemands de choix, se faisaient battre lamentablement dans le Caucase par les Russes et en Égypte par les troupes anglo-égyptiennes chargées de la garde du canal de Suez, tandis que les populations musulmanes, indifférentes à la proclamation de la guerre sainte par le sultan de Constantinople, envoyaient du Caucase, de l'Inde, de la Tunisie, de l'Algérie, du Maroc, du Sénégal, etc., des sectateurs de Mahomet combattre sous les drapeaux de la Russie, de l'Angleterre et de la France.

§ III. — LES PEUPLES DES BALKANS, LES OPÉRATIONS DES DARDANELLES ET LA QUESTION DE CONSTANTINOPLE.

Pendant ce temps aussi, les peuples des Balkans, soucieux d'empêcher le relèvement de la domination tyrannique des Turcs, comprenaient le danger des divisions provoquées par la seconde guerre balkanique, et manifestaient le désir de se rapprocher. La Roumanie que son Hohenzollern maintenait depuis une trentaine d'années sous l'hégémonie de l'Allemagne et de l'Autriche, en dépit de ses affinités latines, avait acquis, en 1913, la certitude qu'elle ne pouvait compter pour la défense de ses intérêts ni sur l'Allemagne ni sur l'Autriche[1], tandis qu'elle avait eu le concours de

1. M. Take Jonesco a raconté dans son journal, *La Roumanie*, les menaces que le gouvernement austro-hongrois adressa à celui de Bucarest avant la seconde guerre balkanique. « En mai 1913, raconte M. Take Jonesco, le comte Berschtold chargea le ministre austro-hongrois de Bucarest de communiquer au gouvernement roumain — auquel s'étaient adressés Serbes et Grecs pour l'éventualité d'une attaque de la part de la Bulgarie — que « l'Autriche « défendrait la Bulgarie les armes à la main. »

C'était dire à la Roumanie que, quoique alliée de l'Autriche, elle

la Russie, pour conclure le traité de Bucarest qui l'agrandit. Elle avait trop d'esprit pratique pour ne pas comprendre que la guerre actuelle lui fournissait l'occasion de réaliser ses ambitions séculaires, en arrachant à l'Autriche-Hongrie les Roumains de la Transylvanie et de la Bukovine. L'un de ses hommes d'Etat les plus considérables M. Take Jonesko disait, le 9 décembre 1914, que dans la guerre actuelle « toute nation restant hors de la lutte commet un suicide moral d'abord, un suicide politique et économique ensuite » et il indiquait de la manière suivante les raisons particulières qu'avait la Roumanie d'entrer en scène : « La nation roumaine, latine par ses origines, démocratique et libérale par la culture qu'elle a puisée en France, est trop petite pour arriver à un grand développement cultural et économique.... En Autriche-Hongrie, particulièrement dans les régions de la Transylvanie et de la Bukovine, voisins immédiats du royaume, se trouve une vaste contrée bien délimitée qui est habitée par près de 4 millions de Roumains, mélangés d'un million et demi tout au plus de populations variées d'autres races : Hongrois, Allemands, Saxons, disséminés dans la masse roumaine. Avec ces territoires, la Roumanie formerait un État de 13 millions d'habitants, dont plus de 11 millions purement Roumains. Elle pourrait alors remplir sa mission civilisatrice de nation latine en Orient.... La guerre actuelle, où nous voyons l'heureuse alliance des nations libérales de l'Occident avec la Russie pleine d'avenir, constitue une occasion absolument unique pour la Roumanie de réaliser ce programme sans mettre en danger son indépendance ni ses libertés.... Le pays est absolument unanime à ce sujet. » M. Take Jonesco ajoutait qu'une condition indispensable de l'entrée en

serait attaquée par cette dernière, si elle s'opposait à l'écrasement de la Serbie (voir *Le Temps*, 30 décembre 1914).

action de la Roumanie était l'entente de la Serbie et de la Bulgarie et il concluait : « Aussi je conjure les États balkaniques de ne pas s'attarder à une politique mesquine et locale et de se pénétrer de la grandeur de l'heure présente, autrement, malheur à tous[1]. »

Vers le même temps, le journal de M. Take Jonesco, *La Roumanie*[2], avertissait les Bulgares de la faute qu'ils commettraient si, pour s'agrandir du côté de la Macédoine, ils comptaient sur l'appui de l'Autriche. « L'Autriche, disait le grand journal roumain, a été fatale à la Bulgarie pendant l'année 1913. Pour quiconque a été au courant jour par jour, heure par heure, des négociations diplomatiques de 1913, il est certain que sans l'action de l'Autriche jamais la deuxième guerre balkanique ne serait arrivée. Elle ne serait pas moins fatale en 1914 et 1915. L'Autriche veut aller un jour ou l'autre à la mer Egée, le long du Vardar. A une Bulgarie vassale, elle permettrait peut-être de s'établir pour un temps en Macédoine. Ce qu'elle veut, ce qu'elle poursuit, c'est de s'y établir elle-même avec un pied sur la mer Egée et un autre, par l'Albanie, sur l'Adriatique. Il est clair, absolument clair, qu'en réalité l'intérêt de la Bulgarie ne coïncide nullement avec ceux de l'Autriche, et l'amitié avec l'Autriche, si on s'y entêtait, serait pour la Bulgarie, cette fois-ci encore, plus fatale que l'année passée. »

Le mouvement d'opinion indiqué par M. Take Jonesco est allé sans cesse en s'accentuant en Roumanie tandis que le gouvernement de Bucarest se rapprochait d'une part de l'Italie, de l'autre de la France, et prenait des mesures en vue d'une entrée en campagne. Celle-ci fut annoncée comme prochaine, à Paris, par les membres d'une mission officielle roumaine au cours d'un ban-

1. Voir *Le Matin*, 11 décembre 1914.
2. Voir *La Roumanie*, 29 novembre 1914.

quet qui leur fut offert le 10 janvier[1]. Ultérieurement, M. Istrati, député et ancien ministre roumain, à la suite d'un séjour en Italie, déclarait, à Paris, à un rédacteur du *Petit Journal*[2] : « Notre intervention, et je vous autorise bien volontiers à le répéter, se produira dans bien peu de semaines.... On dit que devant la catastrophe imminente, l'Autriche-Hongrie serait résignée à nous laisser occuper la Transylvanie, à condition que nous nous engagions à ne pas marcher contre elle. Vraiment la malice est cousue de fil blanc. Il ne nous suffit pas d'occuper, il nous faut conserver. Et comment pourrions-nous nous flatter de conserver nos provinces reconquises et nos frères délivrés, si l'Allemagne et l'Autriche étaient finalement victorieuses ? La défaite des deux empires complices voilà quel doit être notre objectif, le but unique vers lequel doivent tendre tous nos efforts. Combinés à ceux de l'Italie, ils constitueront un appoint qui peut être décisif. Aidant au triomphe de la civilisation sur la barbarie destructive et sauvage, nous justifierons en même temps la conquête des territoires que nous revendiquons et qui sera d'autant plus assurée que nous les aurons mérités davantage. Enfin, l'union étroite de la France, de l'Italie et de la Roumanie, attestera la communauté des aspirations, la solidarité des intérêts des trois nations latines. »

L'avertissement donné aux Bulgares par M. Take Jonesko se produisit à un moment où certains hommes politiques de Bulgarie, habilement travaillés par l'Autriche et l'Allemagne, poussaient le gouvernement de Sofia à sortir de la neutralité et à envahir la Macédoine qui fut attribuée, en 1913, à la Serbie par le traité de Bucarest. Or, un pareil acte eût entraîné fatalement une reprise de la guerre dans les Balkans, et c'est encore la Bulgarie qui en aurait subi les conséquences. Le gou-

1. Voir *Le Temps*, 11 janvier 1915.
2. Voir *Le Petit Journal*, 27 janvier 1915.

vernement du tsar Ferdinand le comprit car il fit devant le Sobranié, à la fin du mois de novembre 1914, des déclarations formelles au sujet de la neutralité bulgare, ajoutant que celle-ci serait maintenue, « même si la Roumanie abandonnait la sienne ». Par cette attitude M. Radoslavoff donnait satisfaction à l'opinion du peuple bulgare qui, dès le début de la guerre, s'était tourné vers la Russie, n'oubliant pas qu'il lui doit son indépendance[1].

1. Vers la fin de janvier, un revirement se produisit dans l'opinion des Bulgares les plus favorables à l'Autriche. Le chef de ce parti, M. Ghenadief, au cours d'une mission officielle en Italie, fit au correspondant du *Matin* les déclarations suivantes : « Avec la Roumanie, les négociations sont en bonne voie, autant même dire qu'elles ont abouti. La Roumanie restituera à la Bulgarie une partie de ce qu'elle a acquis à la suite de la seconde guerre balkanique. Le gouvernement roumain prépare actuellement l'opinion publique à cette restitution.

« Quant à la Serbie, les négociations entamées avec elle en vue de la restitution du territoire macédonien avait décidé le gouvernement serbe à proposer à la Grèce de donner une satisfaction à la Bulgarie.

« La Grèce a aquiescé à cette proposition, à condition d'obtenir elle-même de la Serbie une compensation comprenant entre autres concessions, la région de Monastir. »

« En ce qui concerne la Turquie, ajoutait le correspondant du *Matin*, comme j'exprimais mon étonnement qu'après le puissant effort de la Bulgarie dans la direction de Constantinople, les hommes d'État bulgares déclarent se désintéresser de la Thrace, M. Ghenadief me dit que la Bulgarie fit la guerre à la Turquie pour libérer la Macédoine, et que la Thrace sans Constantinople ne présente pas d'intérêt, que la Bulgarie, qui doit son indépendance aux sacrifices de la Russie et qui maintenant possède un débouché sur la mer libre ne peut pas moralement contrecarrer les visées de la Russie sur Constantinople, ni dépenser 150 millions annuellement pour s'y maintenir éventuellement.

« M. Ghenadief a eu des paroles flatteuses pour la France, champion du principe des nationalités où les causes justes finissent toujours par triompher. »

Le correspondant du *Times* à Bucarest télégraphiait le 27 janvier à ce journal :

« L'opinion roumaine est maintenant favorable à des concessions territoriales raisonnables à la Bulgarie. Il semble qu'il n'y a

La Bulgarie regrette particulièrement Andrinople qu'elle perdit dans la dernière guerre balkanique, le port de Cavala qui fut attribué à la Grèce sous la pression de la France et de l'Angleterre et malgré l'opposition de la Russie, et la partie de la Macédoine voisine des frontières bulgares, qui fut attribuée à la Serbie. Ce n'est que par une entente des puissances balkaniques, réalisée sous la haute garantie de la Triple-Entente que la Bulgarie peut espérer obtenir la réalisation de la totalité ou, au moins, d'une partie de ses vœux. La Serbie lui abandonnerait probablement les districts où les Bulgares sont plus nombreux que les Serbes, si elle obtenait pour elle-même l'accès de la mer Adriatique à travers l'Albanie. De même, Andrinople et la Thrace pourraient revenir à la Bulgarie le jour où les Turcs auront été chassés d'Europe. La Grèce, enfin, pourrait céder le port de Cavala à la Bulgarie qui le convoite, le jour où elle serait elle-même autorisée à s'étendre dans l'Albanie et en Asie Mineure. La Bulgarie, en un mot, ne peut réaliser ses ambitions que par un accord avec la Roumanie, la Grèce et la Serbie, à la suite du triomphe des Serbes et des puissances de la Triple-Entente. Le jour où elle le comprendra bien, l'union des États balkaniques ne tardera pas à être un fait accompli.

Dans une interview recueillie au début de janvier 1914, par un rédacteur du *Corriere d'Italia*, M. Sazonoff, ministre des Affaires étrangères de Russie, a nettement formulé le désir que le gouvernement russe éprouve de voir s'établir l'union des États balkaniques en dehors de toute hégémonie : « Ce sont les Allemands et les Autrichiens, dit-il, qui ont semé et qui s'efforcent encore de semer la discorde parmi les peuples balka-

pas de grande différence entre ce que la Roumanie est disposée à offrir et ce que la Bulgarie est disposée à accepter.

« Le public roumain considère un arrangement prochain avec la Bulgarie comme le préliminaire nécessaire de l'action militaire roumaine. »

niques, nous comptons cependant sur le bon sens de ceux-ci pour qu'ils fassent uniquement une politique balkanique, et non pas une politique personnelle; d'autant plus qu'une politique s'appuyant sur des intérêts strictement locaux ne servirait pas leurs intérêts à l'avenir[1]. »

Les gouvernements et les peuples des Balkans ont été fortement impressionnés par les événements qui se déroulent du côté de Constantinople. La destruction des forts du détroit des Dardanelles, commencée le 19 février 1915 et qui sera systématiquement poursuivie par les navires de guerre anglais et français, ne peut avoir d'autre objectif que l'occupation de Constantinople par la Russie, l'Angleterre et la France, jusqu'à ce que, la guerre étant terminée, la question d'Orient puisse être définitivement réglée par un congrès européen. Il est impossible que la Bulgarie, la Roumanie, la Grèce et la Serbie, sans parler de l'Italie, ne comprennent pas la nécessité de se créer des titres au partage de la Turquie d'Europe, par une intervention armée dans les événements dont les Dardanelles, le Bosphore et Constantinople vont être le théâtre.

Au moment où j'écris ces lignes, le peuple grec manifeste énergiquement son intention d'entrer en scène avant que les alliés aient atteint Constantinople. Malgré l'opposition du roi Constantin, qui a déterminé la retraite de M. Venizélos, la volonté du peuple sera, sans nul doute, réalisée.

1. Voir *Le Temps*, 9 janvier 1915.

§ IV. — LA NEUTRALITÉ ARMÉE ET INDÉPENDANTE DE L'ITALIE.

A la question des Balkans se rattache étroitement celle du sort qui serait fait à l'Italie si les deux empires germains triomphaient dans la guerre actuelle. Pour s'en faire une idée exacte, les Italiens n'ont qu'à se rappeler les décisions de ce congrès de Vienne où, en 1815, l'Autrichien Metternich fit décider la subordination de l'Italie tout entière à la monarchie des Habsbourg ou à des familles alliées aux Habsbourg. Le souvenir de cette humiliation et de la brutale domination de l'Autriche-Hongrie sur l'Italie hantait la pensée du premier ministre actuel d'Italie, M. Salandra, lorsqu'il disait, le 20 décembre 1914, à la tribune du Sénat italien : « Si, il y a un siècle, l'année 1815 marqua une paix que l'Italie dut déchirer pour se reconstituer en nation, je souhaite que l'année 1915 apporte une paix permettant à l'Italie d'acquérir plus de gloire et plus de grandeur. » Les applaudissements unanimes qui soulignèrent ces paroles indiquaient la préoccupation dominante du parlement italien.

Depuis la constitution du royaume d'Italie, tous les Italiens sans exception désirent non seulement le développement intérieur de leur pays, mais encore l'extension de son autorité sur les provinces autrichiennes peuplées par des Italiens et la prédominance de la marine italienne dans l'Adriatique. Au moment où le prince de Bulow fut nommé ambassadeur d'Allemagne à Rome, la *Gazette de Cologne* ayant nié qu'il fût chargé d'offrir le Trentin à l'Italie, le député Torre écrivait dans le *Corriere della sera* : « Le démenti était presque superflu pour nous car il est évident que les événements ont une extension si grande et auront une répercussion si vaste que la prétendue union du Trentin à l'Italie ne pourrait être pour nous une compensation égale et

même pourrait être, si elle tendait à immobiliser l'Italie, un dommage grave et irrémédiable. » Faisant allusion aux mauvais traitements infligés par l'Autriche, depuis quelques années, aux Italiens de son empire, l'auteur de l'article y voyait un moyen employé par le gouvernement de François-Joseph pour s'attirer les sympathies des Yougo-Slaves, rivaux des Italiens dans le nord de l'Adriatique, et ajoutait : « L'archiduc François-Ferdinand était convaincu que la première guerre des Habsbourg devait être faite contre l'Italie, non contre la Serbie; une guerre qui aurait abouti victorieusement contre l'Italie aurait donné à la monarchie un prestige plus fort vis-à-vis des Slaves des Balkans. L'assassinat de l'archiduc a précipité les choses dans une autre direction, mais s'il a changé le processus extérieur des événements, il n'a pas changé effectivement la logique politique de l'Autriche-Hongrie. L'Allemagne peut-elle renverser cette situation? Au point où nous en sommes, cela ne lui est pas possible.... L'Allemagne est trop engagée en faveur de l'Autriche-Hongrie pour qu'elle puisse en même temps coopérer à faire valoir les intérêts divergents de l'Italie. Berlin a fait une politique trop unilatérale; aujourd'hui il en contaste les conséqnences. Mais comment pourrait-il les changer[1]? »

Manifestement inspiré par le ministre des Affaires étrangères, M. Sonnino, cet article mettait bien en lumière la situation réelle de l'Italie vis-à-vis de ses anciens alliés. Attirée dans la sphère de l'Allemagne par sa crainte injustifiée de la France, l'Italie n'était aux yeux de Bismarck qu'une sorte de gendarme destiné, en cas de guerre, à immobiliser quelques corps d'armée français dans les Alpes[2]. Elle fut constamment

1. Voir *Le Temps*, 20 décembre 1914.

2. Le prince de Bulow a écrit dans son livre *Sur la politique de l'Allemagne* (p. 80), au sujet de la présence de l'Italie dans la Triplice germanique :

« Il y a des politiciens qui hésitent à attribuer une vraie valeur

traitée par le chancelier de fer et par Guillaume II avec un profond mépris et ses intérêts furent toujours sacrifiés à ceux de l'Autriche par le gouvernement de Berlin. Or, les intérêts italiens sont entièrement opposés aux intérêts autrichiens. Pour son extension dans la Méditerranée orientale, il lui fallait le concours ou du moins la bienveillance de la France et de l'Angleterre, dont elle ne tarda pas à se rapprocher. Quant à ses légitimes ambitions dans l'Adriatique, elle ne peut les réaliser qu'au détriment de l'Autriche. En provoquant la guerre actuelle, le gouvernement de François-Joseph lui a fourni une occasion de les faire valoir, d'autant plus favorable qu'il lui suffit de se rapprocher des Slaves attaqués par l'Autriche pour obtenir le concours des peuples balkaniques, de la Russie et des alliés de la Russie.

à la présence de l'Italie dans la Triple-Alliance. Ils doutent que l'Italie soit en mesure et qu'elle ait le désir de marcher la main dans la main avec l'Autriche et avec nous dans toutes les complications éventuelles de la politique internationale. Même si ces doutes étaient fondés, ce qui n'est pas le cas, étant donnée la loyauté des facteurs dirigeants de l'Italie et l'intelligence politique du peuple italien, ils ne démontreraient pas absolument que la participation de l'Italie à la Triple-Alliance est dénuée de valeur même si l'Italie ne pouvait pas marcher dans toutes les situations, jusqu'aux limites extrêmes, avec l'Autriche et nous, même si l'Autriche et nous nous ne pouvions pas nous lancer avec l'Italie dans toutes les complications des engrenages de la politique mondiale, l'existence de l'alliance empêcherait cependant chacune des trois puissances de se ranger aux côtés de l'adversaire des deux autres.

« C'est ce qu'envisageait le prince de Bismarck, lorsqu'il disait un jour qu'il lui suffisait qu'un caporal italien avec le drapeau italien et un tambour auprès de lui fît face à l'ouest, c'est-à-dire vers la France et non à l'est, c'est-à-dire dans la direction de l'Autriche. Tout le reste dépendra de la façon dont se posera éventuellement une cause de conflit en Europe, de la vigueur que nous montrerons alors au point de vue militaire et des résultats qu'obtiendront nos soldats et nos diplomates. La valeur suprême et totale d'une alliance ne s'éprouve qu'en cas de guerre. »

L'une des erreurs de la politique italienne, — erreur due sans doute à l'influence de l'Allemagne — fut son hostilité à l'égard des Salves des provinces adriatiques. Elle n'avait pas compris que pour lutter contre la monarchie des Habsbourg il était indispensable qu'elle s'entendît avec les Serbes. Un premier pas fut fait dans cette voie lorsque le roi d'Italie actuel épousa la fille du roi de Monténégro, Nicolas Ier. Celui-ci, au mois d'octobre 1914, traçait le programme de la politique italienne pour l'avenir lorsque, dans un message au roi Victor-Emmanuel III, il disait : « Cette terrible guerre européenne, si on la dépouille des ornements diplomatiques dont doivent la décorer les chancelleries, date d'un siècle; elle est, espérons-le, la révolte finale des nations opprimées par l'œuvre injuste du Congrès de Vienne.... La *neutralité observée jusqu'à maintenant par votre auguste patrie italienne a été d'une aide puissante à la cause du droit contre la cause de l'oppression.* Nous, Serbes du Monténégro et de Serbie, qui, à notre tour, sommes sur le point de conquérir cette unité nationale que nos poètes, nos penseurs et nos souverains ont chantée, implorée et préparée, en suivant le sentier tracé par Mazzini, Cavour et Garibaldi, nous mettons notre confiance dans l'Italie.... Aidez-nous à conquérir la place qui nous attend sur les marches de l'autel de la justice! Nous croyons fermement que l'Italie, lorsqu'elle aura, au prix de nouveaux sacrifices, réuni tous ses fils exilés sous les plis de son glorieux drapeau, inaugurera une ère de rapports amicaux et intimes avec le jeune monde slave, qui a reçu d'elle de si grands bienfaits, et qui, en échange, offre la collaboration d'une race jeune et enthousiaste à la grande tâche entreprise par nos protecteurs au nom de la civilisation et de la liberté. »

Dans l'interview citée plus haut, M. Sazonoff, après avoir encouragé l'Italie à dessiner sa politique dans l'Adriatique et l'avoir félicitée pour l'occupation de

Vallona en s'étonnant de ce que le drapeau albanais flottât encore sur ce port à côté de celui de l'Italie, « car il n'existe pas d'état albanais », ajoutait : « mais nous voudrions qu'on laissât vivre aussi d'autres peuples, tels que la Serbie et le Monténégro, qui ont des droits imprescriptibles ». Il engageait en outre l'Italie à s'entendre avec la Roumanie, car « elles n'ont toutes deux qu'un seul ennemi à combattre, l'Autriche ».

L'Allemagne fournit au gouvernement italien une seconde raison d'entrer en scène le jour où il contraignit la Turquie à se lancer dans le conflit européen. Menacée en Tripolitaine par la guerre sainte que le sultan a proclamée, et se rappelant l'aide que la Turquie reçut de l'Allemagne dans la guerre italo-turque, l'Italie ne sera pas assez folle pour laisser passer l'occasion de déchirer le traité de Lausanne et de s'annexer les îles de la mer Égée qu'elle occupa au cours de cette guerre. Les opérations de bombardement dont les Dardanelles sont le théâtre, l'occupation inévitable de Constantinople par les alliés qui leur succédera et la disparition probable de l'empire ottoman sont de nature à provoquer l'entrée en scène prochaine de l'Italie, si son gouvernement possède la clairvoyance déjà manifestée par la majorité du peuple de la péninsule.

Quant à l'insurrection albanaise provoquée par l'Autriche, elle n'a pas eu d'autre effet que d'amener l'Italie à faire occuper le port de Vallona par ses bersagliers, ce qui lui permettra de fermer l'Adriatique devant la flotte autrichienne le jour où elle y aura intérêt.

L'Allemagne et l'Autriche, en somme, ont fait tout ce qu'il fallait pour que la neutralité de l'Italie soit nécessairement transformée en hostilité dans un bref délai. Le ministère Salandra-Sonnino paraît avoir été constitué dans ce but avec l'assentiment et l'appui de tous les partis. L'opinion publique se détourne de l'Alle-

magne et regarde du côté des Slaves. Dans la séance de la Chambre du 4 décembre, le député Labriola disait justement que l'Union balkanique ne pouvait porter aucun préjudice à l'Italie tandis que : « L'Allemagne, au contraire, n'a jamais caché sa prétention à l'hégémonie dans tous les domaines, politique, économique, intellectuel. Chaque augmentation de sa puissance constitue dès lors une menace permanente pour le développement pacifique des autres peuples. »

Un député républicain, M. Chiesa, exprima le vœu que l'Italie intervînt « dans l'immense conflit européen » et déclara que si le gouvernement savait comprendre les enseignements de l'histoire, « ses amis républicains et lui seraient ce jour-là avec le gouvernement ».

Dans la séance du 3 décembre, le gouvernement, par la voix de M. Salandra, avait fait connaître avec une grande netteté son sentiment. Après avoir justifié la neutralité dans laquelle l'Italie s'était enfermée dès le début du conflit, M. Salandra ajouta, aux applaudisements unanimes de la Chambre : « *Cependant, la neutralité proclamée librement et loyalement observée ne suffit pas à nous garantir des conséquences du bouleversement immense qui prend chaque jour plus d'ampleur et dont il n'est donné à personne de prévoir la fin.* Sur les terres et sur les mers de l'ancien continent, dont la configuration politique est peut-être en train de se transformer, l'Italie a des droits vitaux à sauvegarder, des aspirations justes à affimer et à soutenir; elle a sa situation de grande puissance à maintenir intacte; bien plus, elle doit faire que cette situation ne soit pas diminuée par rapport aux agrandissements possibles des autres États. *Il suit de là que notre neutralité ne devra pas rester inerte et molle, mais active et vigilante, non pas impuissante, mais fortement armée et prête à toute éventualité.* (*Applaudissements très vifs et prolongés. Toute la Chambre, debout, fait une longue et chaleureuse ovation au président du conseil.*) Par conséquent, le suprême souci du gouvernement a été et est encore

la préparation complète de l'armée et de la marine. (*Applaudissements.*) *L'expérience qui nous vient de l'Histoire, et plus encore des événements auxquels nous assistons, doit nous enseigner que, si l'empire du droit cesse, la force demeure l'unique garantie du salut d'un peuple.* (*Applaudissements, bravos répétés.*) L'Italie, qui n'a aucun dessein d'opprimer par la violence, doit cependant s'organiser et se précautionner avec le plus de vigueur possible pour n'être opprimée ni avant ni après. (*Nouveaux applaudissements.*) »

Faisant appel à l'union et à la solidarité de « tous les Italiens », M. Salandra ajoutait : « L'heure actuelle exige un gouvernement fort et durable. Si votre vote nous donne force et stabilité, nous pourrons supporter le poids pesant de nos responsabilités, nous pourrons poursuivre la tâche ardue et incessante à laquelle nous consacrons toute l'énergie de notre esprit, pour la défense des intérêts présents de la patrie, *avec le souci vigilant des futures destinées de l'Italie dans le monde.* (*Applaudissements chaleureux et prolongés.*) »

Tous les députés, debout, crient : « Vive l'Italie! » Seuls, les socialistes orthodoxes s'abstiennent.

Quand, ensuite, M. Comandini invite la Chambre à envoyer son salut à l'héroïque Belgique, sa proposition est saluée par les cris répétés de : « Vive la Belgique! »

La discussion devant la Chambre des députés se termina par le vote presque unanime de l'ordre du jour de confiance suivant : « La Chambre, reconnaissant que la neutralité de l'Italie a été proclamée de plein droit et après mûre réflexion, exprime sa confiance au gouvernement qui, conscient de ses graves responsabilités, saura engager dans la forme et par les moyens les plus appropriés une action conforme aux suprêmes intérêts nationaux. »

Le 16 décembre, au moment où le Sénat allait clore la discussion, M. Salandra fit des déclarations analogues à celles que la Chambre avait approuvées. Faisant

allusion à la neutralité italienne, il dit : « Aucun événement n'est survenu qui soit de nature à changer notre ligne de conduite. Nous reconnaissons que nos responsabilités sont très grandes parce qu'on nous laisse notre pleine liberté d'action. Que ferons-nous? Dans son discours, M. di San Martino nous a donné la formule : nous ferons de la politique italienne. Nous devons suivre les événements au point de vue italien et déterminer notre action d'après ces événements. Le gouvernement agira selon sa conscience dans ce moment où les destinées du pays lui sont confiées, et il lui faut la confiance du pays, pleine et sans condition, par l'intermédiaire des Assemblées qui le représentent. Ainsi qu'il l'eut de la Chambre il l'attend aujourd'hui du Sénat. » (*Vives approbations.*)

Le Sénat vota unanimement l'ordre du jour que voici : « Le Sénat, après avoir entendu les déclarations du gouvernement, les approuve et déclare approuver la proclamation de la neutralité. Mais au cas où la neutralité ne serait pas suffisante, il appartiendrait au gouvernement de veiller à la préparation complète de l'armée et de la marine. »

Par sa loyale neutralité l'Italie a facilité notablement la tâche des puissances de la Triple-Entente. Par son accord non dissimulé avec la Roumanie, et par les sympathies qu'elle a montrées pour la cause des Serbes, elle facilitera beaucoup l'union des peuples des Balkans qui sera également profitable à la Triple-Entente. Pour le reste, fions-nous-en à la parfaite connaissance qu'elle a de ses intérêts : nous savons que ceux-ci sont en contradiction absolue avec les intérêts, les ambitions et les appétits des empires germaniques. Nous connaissons aussi la finesse de ses hommes politiques et sommes persuadés qu'ils ne se laisseront pas choir dans les pièges de M. de Bülow.

§ V. — LE PORTUGAL VOUDRAIT PRENDRE PART A LA GUERRE A CÔTÉ DE LA TRIPLE-ENTENTE.

La situation du Portugal dans le grand conflit européen revêt un caractère spécial. Quoique lié depuis fort longtemps à l'Angleterre par un traité dont les clauses ne sont guère connues, il aurait probablement pu rester neutre; mais, dès le début de la guerre, l'Allemagne manifesta son intention de s'emparer de sa colonie de l'Angola. Il en résulta le vote, le 23 novembre, par le parlement de la République portugaise, d'une loi autorisant le pouvoir exécutif à faire intervenir le Portugal militairement dans le conflit quand il le croirait nécessaire. Un ministère national se constitua en vue de l'exécution de cette loi, sous la présidence de M. Coutinho d'Azevedo. Le 14 décembre, la Chambre des députés accorda un vote de confiance au nouveau cabinet, après avoir entendu la déclaration ministérielle où il était dit : « Tout en se préoccupant de la défense sacrée des colonies, qui sera fermement assurée par une participation de tous les éléments nécessaires à l'intangibilité de la souveraineté nationale, le gouvernement assurera l'intervention du Portugal dans la guerre, convaincu qu'il est que sur le champ de bataille de l'Europe, comme dans les colonies, se joue l'avenir de la patrie, et qu'on y lutte pour garantir son indépendance. »

L'excessive division des partis qui existe dans le parlement portugais et l'opposition du Sénat empêchèrent ce vote de se traduire en actes. Le ministère dut même se retirer et une grave crise a été ouverte; mais le pays semble toujours favorable à la Triple-Entente.

§ VI. — LA NEUTRALITÉ DE L'ESPAGNE.

En Espagne, l'opinion est partagée entre les deux groupes de puissances engagées dans la guerre. Les éléments libéraux sont favorables aux nations de la Triple-Entente, particulièrement à l'Angleterre et à la France; les éléments ultramontains se montrent sympathiques à l'Allemagne et à l'Autriche envisagées comme favorables à la doctrine romaine de la religion d'État, et hostiles à la France qu'ils représentent comme « maudite de Dieu ». Entre ces deux éléments contraires, le gouvernement espagnol se trouve dans une situation difficile et ne peut se maintenir en équilibre qu'à la condition de s'attacher à une neutralité stricte. Néanmoins, les ministres d'Alphonse XIII ne laissent passer aucune occasion de manifester leurs sympathies pour notre pays. Au mois de septembre 1914 lorsque le nouvel ambassadeur espagnol à Paris fut reçu par le président de la République, il insista sur l'affection que son roi porte à la France. C'était à la veille de notre victoire de la Marne. Depuis cette époque, l'impuissance des armées allemandes à forcer nos lignes et nos victoires des Flandres ont confirmé les sympathies de nos amis d'Espagne et refroidi le zèle de ceux de l'Allemagne, en faisant naître chez les seconds le désir de jouer le rôle de pacificateurs trop pressés. Les accords conclus par l'Espagne avec l'Angleterre et la France au sujet du Maroc et les liens particuliers qui unissent l'Espagne à l'Angleterre sont de sûrs garants d'une neutralité bienveillante à l'égard de la Triple-Entente.

Dans les autres pays neutres de l'Europe (Suisse, Hollande et États Scandinaves), où l'Allemagne jouissait avant la guerre de sympathies plus ou moins étendues, les sentiments à son égard se sont beaucoup modifiés au spectacle de la violation cynique et barbare de la

neutralité de la Belgique et des crimes sans nombre contre le droit commun commis par les armées allemandes, sur l'ordre et avec les excitations de leurs chefs.

§ VII. — LA NEUTRALITÉ DE LA SUISSE ET SES SENTIMENTS.

La Suisse n'ignore pas que les plans de l'état-major allemand prévoyaient la traversée de son territoire par les armées autrichiennes ou allemandes; elle a dû procéder à la mobilisation de ses troupes et faire pour cela de gros sacrifices[1]. Elle s'inquiète, d'autre part, en voyant la presse allemande soutenir une thèse soi-disant juridique d'après laquelle les neutres n'auraient pas le droit d'empêcher le passage des armées belligérantes et ne pourraient employer leurs troupes qu'au maintien de l'ordre à l'intérieur. Un éminent professeur de droit suisse, M. Bluntschli, répondant à cette thèse monstrueuse écrit, non sans raison : « Le fait de défendre le droit des neutres par les armes et de repousser une attaque à main armée ne supprime pas la qualité de neutre; au contraire il la fortifie. » Et le *Tageblatt*, journal conservateur de Berne, appuyant cette argumentation, ajoutait : « Nous voulons une Suisse libre et indépendante, capable de remplir sa

1. Dans une interview publiée par *Le Petit Journal* (10 janvier 1915) le président de la Confédération helvétique, M. Motta, se plaignait de la situation économique créée par la guerre. Les industries manquent de matières premières, les hôtels n'ont rien gagné. Le chômage des hommes à l'armée — 300 000 hommes au début — est désastreux. Ils ne travaillent pas et beaucoup de leurs familles doivent être entretenues. Les dépenses de la mobilisation ont été de 110 millions. On a dû faire un premier emprunt de 30 millions, un second de 50. En mars on créera un impôt de guerre d'au moins 100 millions, un impôt sur le tabac, peut-être le monopole.

mission civilisatrice d'après son libre jugement ou point de Suisse du tout. »

Avant la guerre, la Suisse allemande tout entière était favorable à l'Allemagne; elle applaudit aux premiers succès des armées du Kaiser et faisait des vœux pour leur triomphe; mais la conduite que les troupes allemandes ont tenue en Belgique et dans le nord de la France et — il faut bien le dire — les victoires de la France sur la Marne et des Alliés sur l'Yser — ont été suivies d'une modification de ces sentiments. « Les sympathies, avouait le président Motta à un représentant du *Petit Journal*[1] ont beaucoup diminué. » Il ajoutait : « Les sympathies, dues aux affinités de races, à la ressemblance des deux langues, aux relations commerciales et aux liens de famille ne comportent, pour la France, aucun sentiment d'une hostilité que notre histoire et nos traditions rendent impossibles. Quant au gouvernement, dont le devoir est de maintenir une neutralité absolue, sa tâche est difficile, car le sort des neutres est de provoquer les défiances des deux côtés. » Il disait encore : « La presse catholique s'est divisée. Une partie a soutenu l'Allemagne, une autre, avec énergie, la France. Le parti socialiste, de son côté, a été en général de sympathie française. »

Quant à la partie de la Suisse où l'on parle notre langue, elle a été à peu près unanimement, dès le début, favorable à la France. M. Régamey a écrit à cet égard dans *Le Petit Journal*[2] : « Constatons d'abord que les cantons de langue française sont incontestablement nos amis et qu'ils font ouvertement des vœux en notre faveur. Les Allemands s'en indignent, harcèlent de réclamations le Gouvernement fédéral, et leurs journaux manifestent leur colère par des articles comme celui des *Leipziger Neueste Nachrichten* qui, dernière-

1. Voir *Le Petit Journal*, 10 janvier 1915.
2. Voir *Le Petit Journal*, 12 janvier 1915.

ment, écrivaient que la presse de Genève, Lausanne et Neufchâtel « répand avec une véritable volupté mensonges sur mensonges, contre l'Allemagne ». La presse ainsi injuriée par l'organe pangermaniste combat simplement mais fermement pour la vérité. Grâce à elle, la campagne de fausses nouvelles entreprise par les Allemands a échoué, et, dans les cantons où les sympathies allemandes étaient accentuées, un revirement se fait sentir qui, maintenant, ira en augmentant. L'aspect des rues dans les villes de langue française est bien fait, du reste, pour exaspérer ceux qu'on n'appelle jamais autrement que les Boches. Quantité de magasins ont ajouté à leurs marchandises habituelles des étalages de nos journaux de la guerre, de cartes postales illustrées, d'images militaires, d'estampes artistiques. Les devantures de librairie contiennent tous les livres français d'un caractère nettement patriotique. Bien entendu, les albums de Hansi sont en bonne place. Vous chercheriez vainement une carte postale, une image allemandes. Partout, dans les kiosques, chez les si nombreux marchands de tabac, même chez les coiffeurs, partout, des portraits de nos généraux, Joffre en tête, des scènes de la guerre, des reproductions des plus émouvants tableaux de nos peintres militaires de l'année terrible, des portraits de Napoléon Ier, des cuirassiers chargeant, enfin la cathédrale de Reims en flammes. A côté, l'admirable Albert de Belgique et la reine, le roi et la reine d'Angleterre, le tsar et la tsarine, avec des cartes postales et des images reproduisant, en noir ou en couleurs, tous les soldats des armées alliées. »

« Tout cela, ajoutait M. Régamey, explique l'exaspération des Allemands. » Les Suisses ne peuvent plus ignorer, d'ailleurs, — car la presse allemande ne s'est pas privée de le leur dire — que si l'empire germanique triomphait, l'Helvétie n'échapperait pas à l'hégémonie économique et politique des vainqueurs.

§ VIII. — LA HOLLANDE ET LES ÉTATS SCANDINAVES MENACÉS PAR L'ALLEMAGNE.

La Hollande, le Danemark, la Suède ont été prévenus, au cours même de la guerre, par le sous-secrétaire d'État aux affaires étrangères d'Allemagne et par des professeurs ou publicistes allemands de l'absorption économique dont ils seraient l'objet de la part de l'empire germanique si celui-ci était victorieux et il en est résulté des inquiétudes manifestes dans la majeure partie de leurs populations. Les gouvernements hollandais et scandinaves, malgré leurs sympathies pour l'Allemagne, ont dû prendre une attitude de loyale neutralité qu'ils n'avaient pas au début de la guerre.

Le 27 janvier 1915, le président du conseil des ministres de la Hollande déclara : « Nous devons maintenir sous les drapeaux la totalité de notre armée parce que des incidents peuvent se produire d'un moment à l'autre qui nous obligent à recourir aux armes. C'est le seul moyen que nous ayons de nous faire respecter par les belligérants comme nous l'avons été depuis le commencement de la guerre. Le gouvernement possède des informations que, dans l'intérêt du pays, il lui est impossible de rendre publiques, même en séance secrète. A l'heure actuelle, la situation de la guerre est équilibrée; mais les perspectives peuvent changer à tout moment, des incidents peuvent survenir et exiger que la force militaire entière des Pays-Bas soit immédiatement disponible. A tout moment, la crise peut surgir, entraînant la Hollande avec une violence inattendue. Par conséquent, il est absolument nécessaire de garder en pleine force la totalité de la puissance militaire hollandaise. »

Le Danemark, la Suède et la Norvège ont jugé prudent de se mettre d'accord sur l'attitude à prendre envers les belligérants. L'entrevue qu'eurent à Malmoë

les rois et les ministres des trois États le 20 novembre 1914, a consacré cet accord, en soulignant le désir qu'ont tous les Scandinaves de conserver l'indépendance économique et politique dont ils jouissent aujourd'hui.

Les dispositions véritables des États scandinaves furent très nettement exprimées, vers l'époque de la réunion de Malmoë, dans une conversation qu'eut un rédacteur de la *Tribuna* avec les ministres des affaires étrangères de Suède et de Norvège qui prirent une part importante aux conférences des trois rois. Faisant allusion aux manœuvres par lesquelles les agents de l'Allemagne essayaient d'inspirer aux Suédois la crainte de prétendues ambitions russes, le ministre de Suède, M. Wallenberg disait : « En Suède, on craignait la Russie.... Entre la Suède et la Russie, il n'y a plus de malentendus.... Nous maintiendrons la paix jusqu'au bout. C'est, nous le savons, notre intérêt et à moins qu'on n'attaque notre indépendance, rien ne pourra nous faire changer d'attitude. » Le ministre de Norvège, M. Ihben fut plus formel encore : « Tant que je serai ministre, déclara-t-il, la Norvège ne s'engagera pas dans une guerre.... Cette guerre est absurde ; cette guerre est une folie au point de vue international et à celui du sentiment.... Nous sommes liés depuis longtemps à la Russie par les plus amicales relations. On a cherché à nous persuader que la Russie avait des visées sur la Norvège comme sur la Suède, mais nous ne nous sommes pas laissé duper. Non ; nous savions, à l'épreuve, quelle est la sincérité de l'amitié russe à notre endroit. » Relativement à la fermeture de la mer du Nord par l'amirauté anglaise, il dit : « Ce peut être gênant, certainement ; mais quoi qu'il en soit, la mesure ne nous rend pas extrêmement nerveux. L'amirauté anglaise nous a indiqué une route à suivre pour les navires qui se dirigent vers le Sud et une autre route pour nos navires de fort tonnage qui traversent l'Océan de Bergue aux États-Unis. Notre flotte marchande ne

sera pas paralysée pour cela. Sans doute, c'est là une mesure ennuyeuse, c'est une des charges de la guerre — de la guerre des autres. Et voilà un argument de plus qui mérite en faveur de la paix. » Le rédacteur de la *Tribuna*, lui ayant demandé ce que ferait la Norvège si l'un des belligérants songeait à occuper Christiansund, d'où l'on peut dominer la Baltique, M. Ihben répondit très nettement : « Nous serions là pour l'empêcher. » Comme le journaliste italien lui faisait part du projet mis en avant en Amérique et envisagé favorablement en Italie, d'une ligue des neutres qui, à un certain moment, pourrait offrir ses bons offices pour mettre fin à la guerre, le ministre norvégien répondit : « C'est là un projet qui a toutes nos sympathies. Nous nous sommes déjà entendus avec la Suède pour maintenir la paix. Cela nous a permis de dégager nos frontières et de limiter notre mobilisation à la flotte et aux troupes de la côte[1]. »

En Danemark, les cérémonies officielles du 1er janvier furent l'occasion de manifestations sympathiques à la France de la part de nombreux habitants de Copenhague, et le roi, à la fin d'un banquet officiel, exprima des sentiments pacifiques non moins sincères que ceux des ministres de Suède et de Norvège. « Tous les Danois, dit-il, s'unissent pour souhaiter que la paix dont nous avons joui pendant les mois écoulés soit conservée au pays. Nous avons une grande sympathie pour ceux qui souffrent, et c'est justement pour cette raison que nous sommes infiniment reconnaissants à la Providence de la paix qui nous est accordée. Nous désirons garder le pays que nous avons reçu de nos ancêtres et nous espérons, avec l'aide de Dieu, que notre pays continuera à jouir des bénéfices de la paix. Dieu protège le Danemark ! »

Un écrivain suédois du sud-Amérique, M. Bjorkman

1. Voir *Le Temps*, 29 décembre 1914.

Audestringher, à la suite d'un voyage dans les trois royaumes scandinaves, a fait connaître, en rentrant en Amérique, ses impressions dans les termes suivants[1] : « Au début, les populations scandinaves, et surtout la classe intellectuelle, inclinaient vers l'Allemagne; maintenant, toute la Scandinavie est anti-allemande. Les missionnaires de la culture germanique, envoyés en grand nombre, comme aux États-Unis, pour obliger les gens à penser comme eux, passèrent vite, avec leur brutalité native, de la prévenance aux avertissements, puis aux menaces, et inspirèrent, au lieu d'amitié, la plus vive irritation. Les idées qu'ils répandaient achevèrent de déplaire. Des paroles, les Allemands passèrent aux actes et ce fut pire. Le bois fut déclaré contrebande de guerre. Des mines allemandes, posées un peu partout, firent sauter des navires suédois et norvégiens : le croiseur « Berlin » entra clandestinement dans le fort de Dromtheimd, etc. Le résultat final a été l'entente des trois royaumes, pour la défense de leur neutralité, unissant des forces qui pourraient aller à un million d'hommes. Au début, une certaine quantité de cuivre et des approvisionnements de toutes sortes passèrent de Scandinavie en Allemagne. Aujourd'hui, il n'en est plus ainsi. Les efforts désespérés des agents allemands, pour acheter du cuivre, du fer ou du pétrole à n'importe quel prix, n'aboutiront pas ». Il ajoutait : « Personne ne croit, en Europe, que la guerre se terminera par une victoire allemande. »

Un journal créé par les Allemands à la Haye pour agir sur la Hollande et les États scandinaves offrait à la Suède, la Finlande, si elle se rangeait du côté des Germains et faisait entendre des menaces à l'adresse de tous les récalcitrants : « Celui qui n'est pas pour nous, disait-il, est contre nous. Il n'existe pas d'autre issue,

1. Télégramme de New-York (5 janvier 1915) publié par les journaux de France.

et le monde, autour du peuple allemand, aura désormais à choisir entre la méthode allemande et le courroux allemand[1]. » Les États Scandinaves ont choisi le maintien loyal et intégral de leur neutralité. En agissant de la sorte, ils ont fait preuve de sagesse, car le triomphe de la Triple-Entente auquel leur neutralité contribuera indirectement est la meilleure garantie qu'ils puissent avoir du maintien de leur indépendance politique et économique.

Le mécontentement de la Hollande et des États scandinaves a été considérablement accru, à partir du milieu de février 1915, par la mesure que l'amirauté allemande prit en vue de bloquer toutes les côtes de la Grande-Bretagne et du nord de la France au moyen des sous-marins. Menacés de voir couler leurs navires avec les équipages et les passagers sans avis préalable, les neutres maritimes ont protesté auprès du gouvernement de Berlin, sans renoncer à la navigation. Nous reviendrons plus bas sur cette question.

En somme, à la fin de l'année 1914, toutes les nations de l'Europe, autres que la Turquie, étaient soit en guerre avec les Empires Germains (Russie, France, Angleterre, Belgique et Serbie), soit sur le point d'entrer en conflit avec eux (Italie, Roumanie et Grèce), soit d'une neutralité défiante (Bulgarie), soit d'une neutralité angoissée (Suisse, Danemark, Suède et Norvège).

En dehors de l'Europe, deux peuples et deux gouvernements se trouvent en face de la guerre qui ensanglante notre continent dans une situation particulière : le Japon et les États-Unis.

§ IX. — LE ROLE DU JAPON. LA QUESTION DE SON INTERVENTION ARMÉE.

Le Japon a déjà rempli à son honneur les obligations qui lui étaient imposées par son traité d'alliance avec

1. Voir *La Liberté*, 13 novembre 1914.

la Grande-Bretagne. En prenant possession de la colonie allemande de Kiao-Tchéou, il a libéré la Chine, notre Indo-Chine et lui-même, de l'influence que l'empire germanique prétendait exercer dans les mers extrêmes-orientales.

L'occupation de Kiao-Tchéou par l'Allemagne eut lieu en 1897, dans des conditions qu'il n'est pas inutile de rappeler aujourd'hui. Deux missionnaires allemands ayant été assassinés par des Chinois, le gouvernement de l'empire germanique fit immédiatement opérer un débarquement de troupes dans la baie de Kiao-Tchéou sans que la Chine eût été prévenue de l'agression dont elle allait être l'objet; puis il exigea qu'une partie du territoire voisin de la baie lui fut concédée à titre de location avec le droit d'établir des fortifications pour protéger l'établissement qui allait être créé. La Chine effrayée par les menaces et le coup de force dont elle était l'objet, accorda tout ce qu'on lui demanda, ce qui n'empêcha pas les Allemands de se conduire à l'égard des populations avec une telle brutalité que le Chantoung fut le centre du mouvement insurrectionnel provoqué en 1900 par les « boxeurs », contre tous les Européens établis en Chine.

De grandes manifestations eurent lieu en Allemagne au moment de la prise de possession de Kiao-Tchéou. Guillaume II chargea solennellement son frère, le prince Henri de Prusse, d'aller, à la tête d'une escadre, planter le drapeau allemand sur la terre de Chine. Au moment où le prince s'embarqua, à Kiel, le kaiser prononça un discours retentissant, qui fut considéré comme une prise de possession de la mer par l'empire germanique. Il menaçait de son « poing ganté de fer » tous ceux qui ne s'inclineraient pas devant le « Michel allemand » et avertissait les Chinois qu'ils n'eussent pas à tenter « de regarder en face » les nouveaux maîtres de Kiao-Tchéou.

Le prince Henri, en débarquant sur le sol de la

Chine, affirma non moins solennellement, qu'une « grande époque était venue pour l'Allemagne et pour sa marine » et le chancelier de l'empire, M. de Bulow, affirma devant le Reichstag que « l'intervention de l'Allemagne au Chantoung n'était pas le résultat d'une décision improvisée, mais celui d'une politique réfléchie ». Cet acte constituait, en réalité, l'inauguration théâtrale de la politique personnelle de Guillaume II.

Tandis que Bismarck n'avait voulu pour l'Allemagne qu'une marine défensive et représentative, sans colonies importantes, car il pensait que l'empire naissant devait consacrer toutes ses forces et toutes ses ressources à son développement intérieur, Guillaume rêvait d'étendre l'hégémonie germanique sur le monde entier. Il créait une flotte de guerre pour lutter contre la marine britannique et se mettait en quête de colonies pour assurer la prépondérance militaire et économique de l'Allemagne dans toutes les parties du monde.

L'Extrême-Orient attirait ses regards ambitieux plus que toute autre région et provoquait sa cupidité au point que l'une de ses principales préoccupations était de lancer l'Europe entière contre le Japon et la Chine, sous le prétexte que les Jaunes constituaient un danger redoutable pour toutes les nations européennes. Il se plaisait à les représenter en marche à travers l'Asie et la Russie contre les peuples de l'Occident. Au fond, il en avait peur.

Il en donna une preuve manifeste lorsque s'ouvrit la guerre actuelle. Afin d'éviter la prise de possession de Kiao-Tchéou par les Japonais, il offrit au Mikado un traité de paix dont le Japon établirait lui-même les conditions, pourvu qu'il s'engageât à respecter la colonie allemande et à retourner ses armes contre la Russie. N'attachant lui-même aucune valeur aux conventions qui portent la signature de la Prusse, comme celle qui garantissait la neutralité de la Belgique, il supposait le Japon capable de déchirer, sans aucun scrupule de

conscience, les conventions qui le lient à l'Angleterre, à la Russie et à la France.

Le Mikado répondit aux avances et à la déloyauté du kaiser comme l'avaient fait la Belgique, l'Angleterre et la France, alors que les diplomates allemands tentèrent de les séparer les unes des autres et de la Russie. « Vous vous êtes trompé lourdement, dit en substance le Mikado au Kaiser, en croyant le Japon capable de commettre un crime qui serait comparable à celui que représente la violation de la neutralité belge, » et il ajoutait « que le jour où tomberait la dernière base de la culture allemande en Extrême-Orient, serait un des plus glorieux dans l'histoire japonaise. » Faisant allusion à la loyauté du Japon, le baron Katou, déclarait devant la Diète, au nom du gouvernement : « Le Japon se devait à lui-même d'être fidèle à sa parole. »

Les Japonais n'avaient pas seulement chassé l'Allemagne de Kiao-Tchéou, ils collaborèrent encore avec les navires de guerre anglais à la poursuite et à la destruction des croiseurs allemands qui faisaient la chasse aux bâtiments marchands dans le Pacifique et ils coulèrent tous les bateaux que l'empire germanique entretenait dans la mer de Chine. Leur rôle a donc été déjà considérable. Il a provoqué dans la presse allemande de véritables cris d'indignation contre « le peuple aux yeux plissés de l'île orientale » que le *Lokal Anzeiger* de Berlin accuse — singulière ironie germanique — de « lâche fourberie », parce qu'il s'est montré fidèle aux conventions internationales portant sa signature.

Le rôle du Japon a-t-il pris fin en même temps que la domination allemande en Chine? Il ne semble pas que ce soit l'opinion du gouvernement japonais, car, au début de décembre 1914, dans son message à la Diète, le mikado déclarait : « L'alliance avec l'Angleterre, la France et la Russie a été cimentée dans les circonstances actuelles, par les plus forts liens d'amitié.... Mais la grande guerre n'est pas encore terminée et nous

comptons sur la loyauté et la bravoure de nos sujets pour atteindre le but final aussi vite que possible. » Il y avait, évidemment, dans ces paroles, une sorte d'engagement de concourir, s'il était nécessaire, avec la Triple-Entente à la guerre européenne, afin qu'elle pût être terminée rapidement. C'est ainsi qu'elles ont été interprétées par la plupart des journaux japonais et par la population à laquelle ces journaux s'adressent.

Le Japon, sans aucun doute, est tout disposé à faire figurer sur les champs de bataille européens les trois ou quatre cent mille hommes bien armés, admirablement instruits et commandés, qu'il peut distraire de son armée sans affaiblir sa défense intérieure. Les nations de la Triple-Entente doivent-elles lui manifester le désir qu'il leur prête ce concours?

Avec M. Stephen Pichon, ancien ministre des Affaires étrangères, M. Clemenceau, ancien président du Conseil des ministres et un certain nombre de publicistes de Paris ou de la province, je n'hésite pas à répondre à cette question par une très nette affirmation.

L'argument capital qui a été donné par les partisans de l'intervention japonaise et que j'appuie à mon tour, est tiré de la nécessité de mettre fin aussitôt que possible à la guerre de barbarie scientifique par laquelle les empires germains déshonorent l'humanité, troublent la vie économique de toutes les nations du globe et dépeuplent par le massacre, ruinent par le bombardement ou l'incendie tous les territoires sur lesquels leurs armées ont pénétré. Cette guerre ne pouvant désormais finir que par l'écrasement des Germains, plus seront nombreuses les nations unies contre eux et plus rapide sera cet écrasement nécessaire.

Les adversaires de l'intervention des armées japonaises dans la guerre européenne ont objecté que le gouvernement du Mikado voudrait, sans doute, faire payer très cher son concours, qu'il exigerait de très grosses sommes ou la cession de territoires tels que

l'Indo-Chine française, les îles Sakkalines russes, etc. Quelques-uns même ont parlé du port de Hambourg, car, étant entrés dans la voie des hypothèses de cette sorte, il n'y avait pas de motif pour qu'ils s'y arrêtassent. Mais c'était prêter au Japon une avidité qu'il n'a certainement pas et, surtout, c'était devancer les négociations que les diplomates de la Triple-Entente devraient entamer avec ceux du Mikado si l'Angleterre, la France et la Russie se mettaient d'accord sur le principe d'une extension de la Triple-Entente à la grande puissance extrême-orientale avec laquelle elles ont déjà signé des conventions particulières. Je suis, quant à moi, peu porté à croire que les Japonais aient les prétentions qui leur sont prêtées par les adversaires de leur intervention dans les affaires de l'Europe.

Ceux-ci ont formulé une deuxième objection d'ordre sentimental, si je puis dire, qui n'est pas sans valeur. Ils redoutent que l'intervention du Japon dans une grande guerre européenne et dans le Congrès international qui la suivra aient pour conséquence de grandir la puissance japonaise dans de telles proportions qu'il en pourrait résulter un danger pour l'Europe, Reprenant à leur compte les conceptions de Guillaume II sur le « péril jaune », ils redoutent que l'intervention du Japon dans les affaires européennes soit suivie d'une entente de ce dernier avec la Chine contre l'Europe, ou d'une main mise du Japon sur l'empire chinois qui aurait des conséquences plus redoutables encore.

Ceux qui raisonnent de la sorte jugent les Japonais et les Chinois en prenant pour mesure la mentalité européenne, ou pour parler plus exactement, la mentalité germanique. Or, il n'y a rien de commun entre cette mentalité et celle des peuples de l'Extrême-Orient. On ne fera jamais un Germain avec un Japonais ou un Chinois. Je n'en veux, pour le moment, d'autre preuve que l'empressement avec lequel le Japon s'est allié aux puissances de la Triple-Entente et la joie causée en

Chine par l'expulsion des Allemands de l'Empire du Milieu.

Sans vouloir m'étendre davantage, je conclus de ces considérations qu'autant les armées japonaises peuvent être utiles pour écraser les Germains ennemis de l'humanité, autant les diplomates japonais pourront nous aider dans l'œuvre qui, après la guerre, aura pour but de créer et de garantir l'indépendance des diverses nationalités qui nous auront aidé à réprimer les appétits et les ambitions de l'Allemagne.

Plus, du reste, seront nombreuses les puissances qui prendront part au Congrès par lequel seront réglées les questions multiples posées au cours de la guerre provoquée par les ambitions des Germains et plus il y aura de chances pour que les solutions soient conformes aux intérêts généraux de l'humanité et respectées dans l'avenir.

§ X. — LA NEUTRALITÉ DES AMÉRICAINS ET LEURS SENTIMENTS A L'ÉGARD DE LA CONDUITE DE L'ALLEMAGNE.

Les États-Unis se trouvent, en face du grand conflit qui met aux prises toutes les grandes nations de l'Europe et le Japon, dans une situation tout à fait spéciale. Le message annuel adressé au Congrès par le précédent Wilson, au début du mois de décembre 1914, notait que la grande république américaine « entretient des relations amicales avec toutes les autres nations et que cela constitue la grandeur de la nation américaine », puis il disait : « La guerre que nous considérons avec stupéfaction et anxiété a interrompu non seulement les moyens de faire le commerce, mais aussi la production. En Europe, elle détruit les hommes et les ressources d'une façon inaccoutumée, effrayante. Les nations européennes auront bientôt, à plusieurs points de vue, besoin de nos services plus qu'elles n'en ont jamais eu besoin ; et il est aussi naturel que les nations

que l'Europe fournissait habituellement d'un grand nombre d'articles de manufacture et de commerce comptent sur nous pour approvisionner leurs marchés devenus vides. »

Entre ces lignes il est assez facile de lire la pensée intime du président de la République des États-Unis. Il considérait son pays comme ayant la bonne fortune d'échapper, en raison de sa situation géographique et de ses relations avec toutes les puissances, aux horreurs de la plus barbare des guerres que le monde ait connues et comme appelé à fournir à toutes les nations les objets naturels ou manufacturés qu'elles ne pourraient plus produire, en attendant de jouer le rôle de médiateur lorsque les belligérants seraient épuisés. Or, s'il y avait, dans cette pensée, une part de vérité, elle contenait une part non moins grande d'illusion. La tourmente provoquée par les ambitions et les appétits des Germains est telle que nulle nation du globe ne peut ou ne pourra y rester étrangère. Il était impossible que les États-Unis échappassent aux répercussions d'un conflit qui jetait une moitié du monde contre l'autre. Il devait arriver une heure où l'esprit et les intérêts de ses populations seraient touchés par les événements européens.

La violation brutale et cynique de la neutralité de la Belgique et les atrocités que les armées allemandes y commirent, provoquèrent tout d'abord aux États-Unis une profonde émotion et des manifestations à peu près unanimes de réprobation. Le président Wilson s'en faisait l'écho lorsque, dans son message, il parlait, avec la modération et la prudence exigées par ses hautes fonctions, de « la stupéfaction » et de « l'anxiété » provoquées par la guerre des Germains. Plus libre dans l'expression de ses sentiments, l'un de ses prédécesseurs, M. Théodore Roosevelt écrivait, le 23 septembre, dans la revue *Outlook*. « Le Luxembourg et la Belgique ont, tous deux, été les victimes du plus fort. Mais les Belges ont, en tout cas, sauvé l'honneur. Les sympa-

thies du monde sont à eux et l'on en pourra voir l'effet à l'heure du règlement final. Une paix qui ne redresserait pas les maux infligés à la Belgique et n'en préviendrait pas le retour, ne serait pas une paix. » Il prévoyait que l'un des résultats de la guerre provoquée par Guillaume II serait « le développement de la démocratie en Allemagne et une substitution au moins partielle du gouvernement par le peuple au gouvernement de celui qui estime tenir de Dieu un droit de gouverner le peuple ». Au début du mois de janvier 1915, revenant sur ces questions, il émettait, dans l'*Independant Weekly Magazine*[1], un jugement sévère sur la violation de la neutralité belge et des conventions de la Haye par l'Allemagne et critiquait vivement le silence gardé en face de ces actes. « Violer les traités comme a fait l'Allemagne pour la Belgique, disait-il, est un crime abominable, se taire là-dessus et recommander aux autres de se taire, c'est pratiquer le culte de la couardise. » En diverses circonstances, il attira, en outre, l'attention de ses compatriotes sur les dangers qui menaceraient les États-Unis si l'Allemagne triomphait dans la guerre actuelle [2].

Dans un livre qu'il a publié récemment sur *L'Amérique et la guerre*, l'ancien président proteste contre « la neu-

1. Dépêche de New-York (5 janvier 1915) publiée par les journaux français.

2. Le 3 novembre 1914, le correspondant du *Times* à Washington télégraphiait à ce journal un discours de M. Roosevelt, dans lequel l'ancien président de la République déclarait avoir eu connaissance de « plans faits par au moins deux des empires engagés dans la guerre actuelle », ayant pour objet de « s'emparer de San Francisco et de New-York afin de les rançonner au point de réduire le pays à merci ».

Le professeur allemand Kun-Meyer, agent du gouvernement germanique aux États-Unis, ayant affirmé que d'après M. Roosevelt « l'Allemagne vaincrait », l'ancien président fit publier par le *Morning Post* le démenti suivant : « C'est un mensonge. Ce qui s'est passé est ceci : Le professeur vint me voir et développa ses idées sur la guerre. Il me dit que l'Allemagne avait enfoncé

tralité passive et égoïste » de certaines puissances qui « reculent devant l'effort nécessaire pour imposer le respect de l'humanité et des conventions internationales », car « l'humanité et la justice absolue sont les lois fondamentales de la vie politique. S'adressant à ses compatriotes, il leur dit : « Aucun ennemi ne pourrait nous attaquer plus injustement que la Belgique ne l'a été, c'est un cas extrême. Et comme nous n'avons élevé aucune protestation lorsque ce cas s'est produit, quel droit aurions-nous à l'appui du monde civilisé, si nous nous trouvions dans la même situation que la Belgique ? Nous n'aurions pas le droit d'espérer l'intervention d'aucune autre puissance, puisque nous-mêmes nous avons refusé d'intervenir. » Faisant allusion aux peuples massacrés, il dit encore : « Si un jour nous sommes attaqués à notre tour, ces nations ne pourront ressentir qu'une satisfaction assez naturelle à nous voir souffrir les maux qu'elles-mêmes ont subis sans que nous ayons rien fait pour les soulager. »

L'ancien président de la République américaine, dont les ambitions ne sont pas épuisées, n'aurait certainement pas tenu ce langage s'il n'avait été convaincu de traduire la pensée de la majorité de ses compatriotes.

la Russie, mettrait la France à bas et serait maîtresse de la Manche l'été prochain.

« — Alors, ajouta le professeur, nous ferons passer en masse nos troupes en Angleterre et nous prendrons Londres !

« — Oui, dis-je, et alors vous devrez vous battre contre les États-Unis.

« — Pourquoi ? dit le professeur.

« — Parce que, si nous ne vous combattons pas, vous nous traiterez comme la Belgique. » (Voir *Le Matin*, 23 janvier 1915.)

Faisant allusion à la violation des conventions de la Haye par l'Allemagne il disait encore : « Si, un moment, j'avais supposé que la signature de ces conventions de la Haye ne signifiait rien de plus que l'expression d'un désir pieux que chaque puissance avait la liberté de dédaigner avec impunité si ses intérêts le lui commandaient, je n'aurais certainement pas permis que nous fussions partie dans une farce si pernicieuse. »

C'est sans nul doute aussi l'opinion courante des Américains qu'exprimait le président de l'Université Harvard, l'éminent M. Charles W. Elliot lorsqu'il disait, en octobre, dans le *New-York Times*, que « le poids tout entier de l'opinion américaine est du côté des Alliés dans la présente guerre » en raison de l'autocratie exercée par le gouvernement de l'empire germanique, de la tyrannie imposée au Slesvig-Holstein et à l'Alsace-Lorraine, de l'invasion de la Belgique à la suite d'une révoltante violation des traités, des cruautés et des destructions dont les armées allemandes se rendaient coupables à l'encontre de toutes les lois et qui sont de nature à « faire haïr et mépriser la nation qui les emploie. »

L'opinion de la grande majorité du peuple américain était exprimée également, en décembre 1914, par M. James Beek, ancien ministre de la Justice des États-Unis, lorsqu'il concluait des documents diplomatiques publiés en Europe : 1° Que l'Allemagne et l'Autriche se concertèrent secrètement, en temps de paix, pour imposer leur volonté à l'Europe et à la Serbie dans une question qui affectait l'équilibre européen. 2° Que l'Allemagne a toujours eu les moyens d'obliger l'Autriche à se montrer raisonnable et conciliante, mais que jamais l'Allemagne n'a utilisé ces moyens. Elle a, au contraire excusé et peut-être poussé l'Autriche dans la voie de la violence. 3° Que l'Angleterre, la France et la Russie se sont montrées constamment et sincèrement désireuses de maintenir la paix et que, dans ce but, non seulement elles excusèrent l'acte irréfléchi de l'Autriche, mais encore qu'elles firent toutes les concessions possibles dans l'espoir d'éviter la guerre. 4° Que l'Autriche ayant mobilisé, la Russie avait le droit d'en faire autant. 5° Que l'Allemagne, en déclarant brusquement la guerre à la Russie pour n'avoir pas démobilisé, alors que les autres puissances avaient offert des concessions et que les négociations continuaient, a précipité la guerre.

En résumé, que « l'attitude et la ligne de conduite de ces deux puissances durant les pourparlers qui précédèrent la guerre incitent certainement à admettre la possibilité d'un plan préconçu visant à la guerre ».

Le *New-York Times* dont l'influence est considérable de l'autre côté de l'Atlantique, donnait, vers le milieu de décembre 1914, un tableau de la situation de l'Allemagne où éclataient encore les véritables sentiments du peuple des États-Unis. « Subissant, disait-il, la condamnation morale du monde civilisé, secondée seulement par l'Autriche et la Turquie, deux pays arriérés et expirants, luttant désespérément contre les armées de trois grandes nations que viendraient certainement aider les États encore neutres si la décision devait être longtemps différée, l'Allemagne répand le sang de ses héroïques sujets dans une lutte sans espoir, qui ne peut que retarder et non modifier l'exécution de l'arrêt fatal. » Après avoir rappelé l'ignorance et les maladresses des ambassadeurs allemands et les plans de l'état-major de Berlin qui comptait écraser rapidement la France pour se jeter ensuite sur la Russie, le grand journal américain ajoutait : « La ruée n'a pas été irrésistible. Elle a été arrêtée, elle a été repoussée. Quand les envahisseurs furent rejetés de la Marne sur l'Aisne et les frontières belges, la défaite décisive de l'Allemagne fut inscrite sur le livre de la destinée et proclamée devant l'univers attentif. » Il rappelait que la France, l'Angleterre, la Russie disposent de forces qui s'accroissent chaque jour et ajoutait : « Il y a encore un présage plus sinistre pour l'Allemagne. Le monde ne veut pas et ne pourra pas permettre à l'Allemagne de sortir victorieuse de cette guerre. Avec une Allemagne dominant toute l'Europe, la paix et la sécurité disparaîtraient de la terre. Il y a deux mois, le monde comprenait confusément ce qu'est l'Allemagne, il le comprend aujourd'hui parfaitement. Aussi, si l'Angleterre, la France et la Russie ne pouvaient pas la vaincre, l'Italie avec deux millions

d'hommes, les vigoureux Hollandais, les Suisses, hommes solides dans la bataille, les Danois, les Grecs, les peuples des Balkans viendraient à leur aide et veilleraient à ce que l'ouvrage soit fait une fois pour toutes. Pour leur propre paix et leur sécurité, les nations doivent démolir l'imposant édifice du militarisme qui est devenu, au centre de l'Europe, le danger du monde, la plus grande menace. » L'écrivain américain concluait de ces faits et considérations que le peuple allemand n'avait peut-être qu'un moyen d'éviter le sort qui le menace : la révolution. « Leipzig, disait-il, commença et Waterloo acheva l'émancipation du peuple français.... Sainte-Hélène l'a définitivement assurée.... Est-ce que les Allemands seront assez aveugles pour continuer jusqu'à ce qu'ils aient leur Waterloo et leur Sainte-Hélène? »

Un Hollandais éminent, qui habite les États-Unis, M. Van-Vorst résumait l'opinion américaine, dans *Le Gaulois*, le 3 janvier 1915, de la manière suivante :

« Au début de la guerre les Américains ont été lents à ajouter foi aux récits des atrocités qui avaient été commises en Belgique et en France. Que des hommes civilisés aient été capables d'arracher l'un après l'autre les ongles à un pauvre prisonnier, cela parut aux Yankees incroyable. Que l'on pût d'autre part mutiler des petits enfants, torturer des femmes et des vieillards, brûler vifs des soldats déjà blessés... on demandait des preuves. Ces actes de furie sadique représentaient typiquement la violation de ce que l'Américain chérit le plus. Quand il a enfin su que les histoires rapportées étaient vraies, il n'a plus tenu compte ni des races ni des frontières. Il n'a plus aperçu que l'idéal, le cher idéal pour lequel la France combat, en mettant une fois de plus son amour de la liberté humaine au-dessus de toutes considérations d'intérêt. L'opinion publique américaine s'est portée vers les alliés dans un mouvement que rien n'arrêtera. »

Le gouvernement de l'empire germanique fit, dès le début de la guerre, des efforts considérables pour tromper l'opinion publique américaine sur la nature des événements diplomatiques et militaires qui se produisaient en Europe et sur la conduite des armées allemandes dont il faisait cyniquement nier les attentats contre le droit commun, les bombardements dévastateurs et les massacres de vieillards, d'enfants, de femmes, de prêtres. Mais quel que fut à cet égard le zèle des agents de l'Allemagne, leur propagande apparut très vite impuissante. Dès le 25 octobre, l'*Evening Post*, de New-York, déclarait : « Quand même toutes les dépêches que nous avons reçues du côté des alliés auraient été fausses, des faits tels que la violation de la neutralité de la Belgique et le mépris affiché par le chancelier d'Allemagne pour les traités n'en subsisteraient pas moins et ne continueraient pas moins à servir de base aux jugements que nous portons sur les origines de la guerre. Rien ne peut modifier cela. »

Quoique l'Atlantique les protège dans une large mesure contre les ambitions des gouvernements européens, les États-Unis ne seraient pas à l'abri de celles de l'Allemagne si Guillaume II réalisait le projet que laissent percer les pangermanistes lorsqu'ils le qualifient « empereur du monde ». Dans un article donné par lord Roberts au trimestriel des États-Unis *Hibbert Journal* quelque temps avant sa mort, l'éminent militaire avertissait les Américains des dangers auxquels ils seraient exposés si l'empire germanique sortait victorieux de la guerre actuelle : « Aux États-Unis, en Angleterre, disait-il [1], la guerre n'est que le dernier moyen à employer quand une querelle n'a pu être arrangée autrement. Mais les Allemands ont été élevés avec une autre manière de voir. Ils ont été habitués à ne regarder la paix que comme une halte dans la vie

1. Voir Paul-Louis Hervieu, in *Nouvelle Revue*, janvier 1915.

d'une nation qui doit être prête à la guerre peut-être pour l'année suivante. Ne laissez pas germer dans vos esprits des idées fausses, si l'Allemagne est victorieuse, ce sera la chute de l'empire britannique, si l'Allemagne est victorieuse ce sera aux États-Unis qu'incombera la lourde responsabilité de défendre le monde entier. »

Les États-Unis ne sont pas sans avoir eu à se plaindre déjà de l'attitude de l'Allemagne à leur égard. Ils ont appris par l'expérience combien il est difficile de traiter avec elle les plus simples questions d'intérêt, avec quelle promptitude elle fait mine de montrer son « poing ganté de fer ». Quelle serait sa morgue et son insolence si elle était devenue la maîtresse de l'Europe? Voilà ce que doivent se demander les Américains.

Leurs véritables sentiments se manifestèrent, au début de 1915, par un acte caractéristique. Trois membres de la Chambre, d'origine allemande, ayant déposé un projet de résolution tendant à ce que « dans l'intérêt de l'humanité, il soit mis un terme à l'embarquement d'armes pour les alliés en Europe » le ministère des Affaires étrangères de la grande république, M. Bryan, s'empressa de donner l'assurance à l'ambassadeur de la Grande-Bretagne que le gouvernement était absolument étranger à cette proposition, et la grande presse protesta contre toute idée de limiter un droit dont les neutres ont toujours joui. Le *New-York Herald* faisait justement observer que le gouvernement allemand lui-même avait vendu des armes à des belligérants et ne voudrait certainement pas renoncer à ce droit, et le grand organe new-yorkais ajoutait : « Le gouvernement américain fera de même parce qu'il est neutre et qu'il entend conserver tous les droits de neutre [1]. » Il aurait pu ajouter que si, aujourd'hui, les

1. Voir *Le Temps* du 2 janvier 1915.

Dans une lettre adressée au président de la Commission sénatoriale des Affaires étrangères, M. Bryan a précisé la pensée du gouvernement des États-Unis au sujet de la contrebande de guerre :

partisans américains de l'Allemagne prétendent supprimer le droit pour les commerçants et industriels des États-Unis de vendre des armes aux belligérants, c'est parce que, la Triple-Entente étant maîtresse de la mer, les armes ne peuvent parvenir qu'aux nations qui se défendent contre l'Allemagne.

M. Bryan y rappelle qu'alors que les États-Unis étaient en guerre, leurs tribunaux ont jugé que l'expédition d'articles de contrebande dans un port neutre qui avaient été réembarqués à destination d'un ennemi prouvait que la cargaison était destinée à cet ennemi et non pas au port neutre.

A la question de l'inclusion du cuivre dans la liste des articles de contrebande dressée par la Grande-Bretagne, qui vient ensuite, M. Bryan fait une réponse identique; les États-Unis avaient, eux aussi, déclaré le cuivre contrebande de guerre.

Pour la vente de munitions, armes, chevaux, approvisionnements de toutes sortes aux alliés, le ministre se montre très catégorique. Aucun article du code international n'impose aux neutres l'obligation de restreindre le commerce des munitions de guerre.

La lettre du ministre des Affaires étrangères de la grande République se termine par les conclusions générales suivantes :

« Si des citoyens des États-Unis, partisans de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie, pensent que le gouvernement des États-Unis, dans sa conduite, porte tort en quelque mesure à la cause de ces puissances, ce sentiment résulte du fait que, sur les hautes mers, la puissance navale allemande et austro-hongroise est jusqu'à présent inférieure à celle de l'empire britannique. C'est l'objet des opérations des belligérants dans les hautes mers et non le devoir d'un pays neutre d'empêcher la contrebande d'arriver à l'ennemi. Ceux qui, dans notre pays, sympathisent avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie semblent supposer que nous avons l'obligation, pour remplir nos devoirs de neutralité, d'empêcher tout commerce de contrebande et de faire disparaître ainsi les différences résultant de la force navale relative des belligérants. Nous n'avons aucune obligation de cette sorte.

« Il serait contraire à la neutralité, et ce serait un acte de partialité, que d'adopter cette ligne de conduite, à supposer que le pouvoir exécutif pût le faire. Si l'Allemagne et l'Autriche ne peuvent pas importer de contrebande des États-Unis, ce n'est pas une raison pour que les États-Unis aient le devoir de fermer leur marché aux alliés. Les marchés des États-Unis sont ouverts au monde entier, dans les mêmes conditions, à toutes les nations, belligérantes ou neutres. » (*La Dépêche de New-York*, 26 janvier 1915.)

Il est également permis de penser que la note adressée à la fin de décembre 1914, au gouvernement de la Grande-Bretagne par celui des États-Unis relativement à la visite des navires neutres exercée par l'Angleterre et la France fut provoquée par les plaintes de commerçants ou d'industriels gênés dans la contrebande de guerre à laquelle ils se livraient, contrebande rendue difficile sinon impossible depuis que, la mer du Nord ayant été fermée, l'Angleterre et la France peuvent surveiller les chargements des navires à destination des pays neutres d'Europe. L'importance de cette note fut d'ailleurs beaucoup exagérée. Les États-Unis y reconnaissaient formellement le droit de visite; ils demandaient seulement qu'il fût exercé de manière à gêner le moins possible la navigation et le président Wilson avait soin de faire publier, en même temps que la note, une déclaration flétrissant la conduite des armateurs américains qui dressaient de faux manifestes [1]. Beaucoup de navires, par exemple, portaient du cuivre (contrebande de guerre) dissimulé sous du blé ou du seigle ou sous des balles de coton. Le président Wilson faisait, en quelque sorte, lui-même, par anticipation, la réponse de l'Angleterre à la note de son gouvernement. Comment, en effet, les États-Unis pourraient-ils se plaindre que les visites exercées par la Triple-Entente fussent trop sévères s'ils avouent eux-mêmes officiellement les fraudes et la déloyauté de certains armateurs américains.

1. Voici le texte de cette déclaration dont la signification ne saurait échapper au lecteur : « Le gouvernement ne peut traiter en toute confiance la question de la contrebande qu'autant que les manifestes des armateurs sont d'une loyauté absolue. Ceux des armateurs américains qui dissimulent de la contrebande de guerre, par exemple sous le nom de coton, ont mis le gouvernement dans un grand embarras. Aussi longtemps qu'il se présentera des cas de cargaisons suspectes du même genre, les soupçons se porteront sur toutes les autres cargaisons, lesquelles, tout naturellement, seront exposées à des perquisitions. »

La situation des États-Unis par rapport aux belligérants a été beaucoup modifiée par la résolution que prit l'Allemagne, relativement au blocus par les sous-marins et les mines sous-marines, des ports et des côtes de la Grande-Bretagne et du nord de la France. Les neutres étaient menacés, au même titre que les belligérants, de voir couler leurs navires avec les équipages, les passagers et les cargaisons, sans aucun avis préalable, s'ils tentaient d'aborder les ports anglais ou français. Cette mesure de piraterie devait être et fut, en effet, mise en pratique à partir du 18 février. Les États-Unis et les neutres protestèrent; l'Angleterre et la France, tout en prenant des mesures contre les sous-marins et les mines flottantes, décidèrent « d'arrêter et de conduire dans leurs ports les navires portant des marchandises présumées de destination, propriété ou provenance ennemie; les navires et les cargaisons ne seront point confisqués à moins qu'ils ne soient sujets à être condamnés pour d'autres motifs ». C'est le blocus complet des ports de la mer du Nord exercé par l'Angleterre et la France, dans des conditions conformes aux lois et coutumes de la guerre navale, mais d'où il est impossible que ne résulte pas de très grandes privations pour l'Allemagne. M. Asquith, en faisant connaître à la Chambre des communes, le 2 mars 1915, la décision des Alliés, la justifiait dans les termes énergiques que voici : « La guerre ayant toujours été conduite par l'Allemagne en négation systématique de toutes les conventions internationales, on pourrait à peine dire que sa nouvelle menace des sous-marins constitue un autre pas en avant dans sa campagne de pillage et de piraterie. Pouvons-nous, et ici je m'adresse aux neutres, rester tranquillement assis comme si nous nous trouvions toujours sous la protection de règlements qui régissent la conduite civilisée de la guerre? Je ne le pense pas. » (*Applaudissements.*)

L'accueil fait par les Etats-Unis à la décision des

Alliés, indique que l'opinion publique y était préparée comme à la seule réponse que la France et l'Angleterre pussent faire aux mesures de piraterie criminelle prises par l'Allemagne. Celle-ci avait voulu affamer la Grande-Bretagne, elle ne saurait se plaindre d'être privée des ravitaillements que les États-Unis lui envoyaient.

Le message du président Wilson dont il a été question plus haut et diverses autres manifestations américaines permettent de croire que le gouvernement des États-Unis serait disposé à jouer, plus tard, le rôle de médiateur entre les belligérants. Il serait impossible de dire quelle part de réalité et quelle part d'illusion contient cette pensée ; mais il est bon de rappeler l'engagement pris par la France, l'Angleterre et la Russie de n'engager aucuns pourparlers de paix séparément et de ne conclure la paix que dans un accord parfait. Il y a là de quoi réduire singulièrement le rôle des États neutres qui aspireraient à se poser en médiateurs.

En résumé, si l'Allemagne peut compter sur le maintien de la neutralité des États-Unis, elle ne peut plus se faire aucune illusion sur les sentiments dont la plupart des Américains sont animés à son égard.

Dans l'Amérique du sud, les sentiments inspirés par l'Allemagne paraissent ne guère différer de ceux qui animent les habitants des États-Unis.

Le *New-York Herald* a publié, au milieu de novembre 1914, une interview fort intéressante, à ce point de vue, d'un diplomate brésilien, M. F. Graça Aranha, dans lequel il est dit : « Argentine, Brésil et Chili, nous sommes trois États sud-américains à dépenser, pour l'armée et la marine, de 50 à 100 millions de dollars par an uniquement pour nous garder contre l'Allemagne, car il règne entre nous une paix que nul ne médite de troubler. Aussi, dès que sera écrasé, comme il ne saurait manquer de l'être, l'esprit de conquête mondiale qui anime l'Allemagne, nous nous entendrons pour demander le désarmement au Congrès de la Paix qui

suivra la guerre, et comme nous serons, sur ce point, en plein accord avec les États-Unis notre action commune aura quelque poids. Dans une entrevue récente, M. Winston Churchill a dit que si les Alliés étaient vaincus, ce serait le tour des États-Unis. Je le crois aussi, mais parce que la violation de la doctrine de Monroë entraînerait les États-Unis. Mon pays désire ardemment le succès des Alliés; il aime l'Angleterre, et la France plus encore. Puisse leur triomphe assurer l'ère de la paix dans les deux hémisphères ! »

Des réserves ont été faites dans la presse au sujet de l'attitude du Chili. Il n'est guère contestable que son gouvernement mit peu de zèle, dans les débuts de la guerre, à protéger la neutralité qu'il affirmait vouloir garder. On ne saurait s'en étonner lorsqu'on sait que le Chili s'est placé, depuis 1879, époque où il s'empara de deux provinces péruviennes, sous la direction intellectuelle et militaire et presque sous l'hégémonie de l'Allemagne. Certains habitants du Chili allaient même, dit-on, jusqu'à se qualifier de « Prussiens d'Amérique », en imitant les allures arrogantes et belliqueuses des Allemands. Il ne semble pas cependant que la population entière du Chili ait suivi sans résistance la voie dans laquelle son gouvernement voulait l'entraîner. Elle a été péniblement impressionnée par l'accaparement de grandes propriétés auxquelles les Allemands se sont livrés et par l'insolente attitude des propriétaires. D'éminents écrivains du Chili ont ouvert contre l'hégémonie allemande des campagnes qui paraissent n'avoir pas été infructueuses. Dans les derniers mois de 1914, le gouvernement chilien a manifesté sa résolutton de faire respecter sa neutralité. Ce fut une des causes de la perte des croiseurs allemands du Pacifique. Il est, du reste, certain que de l'attitude des États-Unis dépendra jusqu'à la fin de la guerre celle des États américains du Sud.

§ XI. — LES INQUIÉTUDES MANIFESTÉES EN ALLEMAGNE ET EN AUTRICHE-HONGRIE.

L'hostilité générale des esprits à l'égard de l'empire germanique, dans toutes les parties du monde, et l'échec des plans de l'état-major allemand expliquent les inquiétudes qui se sont manifestées, depuis les derniers mois de l'année 1914, dans les milieux officiels et dans la presse d'Allemagne. Après les formidables échecs et les pertes énormes subis par ses armées sur les bords de l'Yser, Guillaume II parlait, dans une proclamation à ses troupes, de « l'heure de l'épreuve ». Le 30 novembre, le Kronprinz, avouait à un journaliste américain, sous l'impression de ses revers personnels, que « la guerre actuelle n'était pas nécessaire » qu'elle « n'avait aucune raison d'être » que « le Français se bat magnifiquement et qu'il est l'égal des troupes allemandes », que le « haut commandement français appelle toute notre admiration[1] ». Le 3 décembre, à la tribune du Reichstag, le chancelier de l'empire disait que « l'heure du danger » a sonné et parlait du « souci commun pour le bien de la patrie » qui unit l'empereur et les représentants de l'empire « jusqu'à la mort ».

A propos d'une séance du Reichstag tenue à huis clos, « ce qu'il y a pour nous d'intéressant, faisait observer le *Times*, c'est la préoccupation anxieuse qui s'y révéla de voir violer le sol de la patrie allemande ». Devant la commission du Reichstag, le chancelier laissa échapper ce mot, relevé par la *Gazette de Woss* : « Il importe que la nation se restreigne le plus possible afin de pouvoir *tenir* le plus longtemps possible. » Le journal fut saisi pour avoir reproduit le propos.

L'enfant terrible de la presse germaniste, M. Maximi-

1. Voir *Le Temps*, 4 décembre 1914.

lien Harden, écrivait, dans sa revue *Zukunft*, dès le 15 novembre : « Inutile de dissimuler à personne que l'Allemagne est en danger.... Les vrais lâches sont ceux qui refusent de voir les faits et fardent leurs visages du rouge d'un optimisme qui n'est pas dans leur cœur. La bataille est plus dure que la plupart ne le croient. Il y a eu des surprises agréables ; elles ont été suivies d'amers désappointements.... Tout un printemps de la jeunesse allemande est abattu ou froissé par la faux; des centaines de milliers de ceux qui restent sont voilés de crêpe, des milliers plongés dans l'angoisse. Richesse et fortune, à la maison ou dans les champs, sont une proie prête pour le vautour[1]. » Le 19 décembre, il écrivait : « Il ne faut pas que la confiance allemande s'éteigne

1. Le *Daily Mail* a publié, à la fin de novembre 1914, les impressions qu'un banquier scandinave rapportait de Hambourg et où figuraient les observations suivantes :

« Les hommes d'affaires conscients sont, à Hambourg, au désespoir. Que l'Allemagne soit ou non victorieuse, Hambourg, disent-ils, sera ruiné pour beaucoup d'années. Des centaines de maisons de commerce ont déjà sombré. De nombreux armateurs ont perdu tout leur capital et n'ont plus que des dettes ou des hypothèques sur leurs navires. Si l'Allemagne pouvait être victorieuse, elle pourrait peut-être récupérer quelques-unes de ses pertes, mais jamais en trouver la pleine compensation, et si elle est vaincue il n'y aura, pour le commerce ruiné, aucun secours à attendre d'elle. En tout cas, le commerce avec l'étranger deviendra très difficile.... Il faudra un demi-siècle pour que les haines s'apaisent....

« Hambourg, quoi qu'il advienne, sera ruiné par la guerre simplement parce que la Prusse est devenue l'État dirigeant dans la Confédération germanique.

« Il est possible qu'on soumette le monde par le fer et par le feu, mais ce n'est pas avec des soldats et des canons qu'on dirige le mouvement des affaires. Il n'y a pour la génération présente, aucune chance de reprendre le situation qu'elle occupait. Sans doute le temps panse toutes les blessures, mais nul de ceux qui vivent aujourd'hui ne verra le retour des beaux jours qu'il a connus.

« Les hommes d'affaires ne voient aucun moyen d'éviter la catastrophe. » (Voir *Le Petit Journal*, 27 novembre 1914.)

dans le froid, le vent, la neige et la boue. Il est de notre devoir de lui fournir pour cette longue course à travers des passages difficiles plus d'aliment que pour une brève course victorieuse. Et ce devoir nous interdit de prétendre hypocritement que nous sommes déjà au but, tandis que jamais encore toutes les mottes de terre n'ont été retournées contre nous avec autant de rage qu'en cette fin d'année. La collection des Livres bleu, orange, jaune se vend à bas prix dans les pays neutres ayant sur la manchette la note alléchante : « défendu « en Allemagne ». La grande majorité de ces neutres sont contre nous.... Une grande puissance et deux peuples belliqueux de l'Europe orientale doivent allonger et raffermir le front de nos ennemis. Et le discours du trône de l'empereur du Japon donne à entendre que la vaillance de ses troupes sera encore mise à l'œuvre.... Il faut que l'Allemagne veille et se tienne prête aux plus dures nécessités. Celui qui cherche à l'endormir (prince ou valet) se rend coupable d'un crime pour lequel il n'y aura ni pardon ni prescription[1]. »

A la fin du mois de décembre, le *Lokal Anzeiger* ayant questionné les plus hauts personnages militaires de l'empire sur la situation et l'avenir de la guerre n'obtenait que des réponses extrêmement vagues. « Un pour tous, tous pour un, disait le général de Moltke, ancien chef d'état-major, c'est dans cette formule que réside la puissance de l'Allemagne. La foi en Dieu et la force allemande triompheront. » Le ministre de la Guerre, von Falkenhayn, se compromettant moins encore, disait : « J'ai foi en la justice éternelle et en la puissance du glaive allemand. » Le kronprinz de Bavière, le général von Klück et le kronprinz d'Allemagne qui avaient pu compter les coups impuissants du « glaive allemand » sur la Marne et dans les Flandres se montraient plus réservés encore que les autres. « Ni phrases

1. Voir *Le Matin*, 2 janvier 1915.

ni souhaits, mais de la volonté et du labeur », disait le premier; « résister », disait le second; « du sang-froid, résister », répondait le troisième. Vers le même moment, à Mézières, à la fin d'un banquet d'officiers et de soldats, célébré à l'occasion de la Noël, l'empereur Guillaume lui-même, désillusionné du rêve qu'il avait fait de commencer la nouvelle année dans Paris ou dans Varsovie conquises par ses troupes, laissait échapper, comme un soupir, ce mot : « Dieu a voulu que l'ennemi nous contraigne à célébrer *ici* cette solennité. » « Ici », à Mézières loin de Paris inviolé, loin de Varsovie inconquise; ici, près d'une frontière que nous serons bientôt sans doute contraints de repasser comme si « unser Gott » ne nous connaissait plus! Le 1er janvier, il avouait, dans une proclamation à ses armées que « la situation était sérieuse et la tâche ardue ».

Le 2 février, faisant allusion aux mesures que les autorités allemandes ont dû prendre pour éviter que les populations de l'Empire soient condamnées à la famine, par le blocus dont les ports allemands sont l'objet, l'officieuse *Gazette de l'Allemagne du Nord* disait : « La nation allemande se trouve en face d'un problème qui ne s'était posé jusqu'ici que dans les villes assiégées.... Ce serait le fait d'une légèreté criminelle de nous bercer du vague espoir que la guerre peut se terminer par la victoire de nos armées, avant que la suffisance de nos approvisionnements ait été mise à l'épreuve. » (Voir *Le Matin,* 3 février 1914.)

La gravité des inquiétudes que le blocus de la mer du Nord inspire aux autorités allemandes, est bien mise en relief par l'offre que le gouvernement de l'Empire a fait à celui des États-Unis, de faire contrôler par des agents américains la distribution des céréales qui seraient expédiées pour les populations allemandes, et que l'Angleterre laisserait passer. Cette humiliation sera évitée à l'orgueil germanique, car l'Angleterre et

la France sont bien résolues à ne rien laisser passer qui puisse servir au ravitaillement de l'Allemagne [1].

Quant aux manœuvres par lesquelles l'Allemagne a tenté d'émouvoir les neutres en sa faveur, les « intellectuels » eux-mêmes ne tardèrent pas à en comprendre la vanité ou même le danger. A la fin de novembre, le *Berliner Tageblatt* publiait un article du professeur Max Dessoir où se trouvait l'aveu que « le manifeste des

1. Le *Times* du 4 mars 1915 a indiqué la seule réponse qui pourra être faite à la proposition allemande.

« En substance, disait-il, l'Allemagne dit à Washington qu'elle peut consentir à suspendre ses manœuvres de pirate, s'abstenir de menacer les navires et les existences des Américains, si l'Angleterre lui permet d'importer tous les vivres qui lui sont nécessaires, par l'entremise d'agences dont les noms seront communiqués au gouvernement des États-Unis et qui opéreront leurs livraisons aux mains de marchands allemands autorisés pour la consommation de la population civile seule.

« Nous avons déjà expliqué que l'acceptation d'une telle proposition serait se soumettre à un chantage, admettre que la piraterie allemande nous avait intimidé, inviter l'ennemi à reprendre les mêmes procédés quand il aurait importé assez de vivres pour atteindre la prochaine récolte.

« Mais d'autres objections devraient frapper un peuple pratique comme les Américains. Quelles garanties aurions-nous que les vivres importés serviraient seulement à la population civile allemande? Une promesse de Berlin? Les Américains en connaissent la valeur aussi bien que nous.

« Sont-ils disposés à la garantir? Si oui, comment, par quels moyens se proposent-ils, le cas échéant, de faire respecter leur garantie? Enverront-ils une armée d'agents américains pour surveiller les agences allemandes dans les ports, les marchands autorisés dans chaque ville, dans chaque village de l'empire? L'Allemagne a invoqué la nécessité comme une excuse suffisante pour toutes les violations des traités et des lois dont elle s'est rendue coupable. Pourquoi supposer qu'elle renoncerait à invoquer la même nécessité pour échapper une fois de plus aux engagements qu'elle devrait prendre ?

« Nous avons la confiance que, réflexion faite, l'impossibilité absolue de ce projet sera reconnue de l'autre côté de l'Atlantique, et le plan allemand considéré comme une simple ruse diplomatique. »

93 intellectuels » ainsi que les « brochures et articles de journaux spécialement écrits pour l'étranger et les conférences faites par des savants allemands, telles que celles du professeur Ostwald en Scandinavie, avaient produit un effet contraire à celui qu'on attendait[1] ».

Sous l'influence d'inquiétudes provoquées par l'échec des plans de l'état-major allemand, la prolongation de la guerre, les succès des alliés et la rareté des vivres ou des matières nécessaires à la guerre, tous ceux qui poussèrent à cette affreuse aventure la rendirent inévitable ou la provoquèrent, ont cherché déjà à dégager leur responsabilité. Le chancelier de l'empire qui, à la fin de juillet, affirmait la nécessité pour l'Allemagne de violer la neutralité de la Belgique en traitant de « chiffon de papier » le traité par lequel l'Allemagne elle-même l'avait garantie, osa dire, le 3 décembre, devant le Reichstag, que la guerre avait été « imposée » à l'Allemagne, qu'elle était pour l'Allemagne une guerre purement « défensive », dont la responsabilité incombait à la Russie et à l'Angleterre, — pourquoi pas aussi à la France et à la Belgique — qu'elle avait été conçue dans le but d'anéantir l'Allemagne, et autres cyniques mensonges que le Reichstag, affectant d'y croire, couvrait de ses applaudissements. Et à l'heure même où les armées allemandes incendiaient les maisons, bombardaient sans raison, par simple rage, les monuments les plus sacrés et les plus artistiques, violaient les femmes avant de leur arracher les seins pour bâillonner d'autres victimes, mutilaient les enfants ou les jetaient dans les flammes pêle-mêle avec leurs mères et leurs aïeux, pillaient les châteaux, les boutiques ou les fermes, volaient l'outillage des usines, les bijoux des femmes et jusqu'aux jouets des enfants, M. de Bethmann-Holweg se plaignait devant le Reichstag de ce que « ses compatriotes sans défense sont maltraités en pays

1. Voir *Le Temps*, 1er décembre 1914.

ennemi d'une manière qui est une honte pour la civilisation ». Un autre des principaux responsables de la guerre actuelle, le général de Moltke qui, étant chef d'état-major prépara les engins de massacre et d'incendie de cette affreuse guerre, affirme à présent : « Personne en Allemagne ne voulait la guerre et moi moins que personne. » Le kronprinz, qui, depuis son entrée dans la vie publique, n'eut pas de préoccupation plus constante et plus ardente que d'encourager la propagande belliqueuse des ligues pangermanistes contre la France, l'Angleterre et la Russie[1] déclarait sur le ton d'un enfant menteur et qui craint le fouet, dans l'interview rappelé plus haut : « Quant à l'accusation d'être le chef du parti de la guerre, je suis véritablement fâché que les gens ne me connaissent pas mieux. Il n'y a pas de parti de la guerre en Allemagne, il n'y en a jamais eu. » Enfin, Guillaume II ne prononce pas un discours, ne rédige pas une proclamation sans se lamenter sur les attaques dont l'Allemagne est l'objet et se poser en victime des ennemis qui veulent « écraser » son empire.

François-Joseph lui-même, qui, depuis plusieurs années, cherchait à faire la guerre à la Serbie et ne recula pas, pour satisfaire ses haines et ambitions devant la certitude d'une guerre générale, osait affirmer le 31 décembre 1914, dans un ordre du jour à son armée,

1. En 1913 parut avec le titre *L'Allemagne en armes*, un livre violemment pangermaniste pour lequel le kronprinz avait écrit une hymne à l'épée où il disait : « Ce n'est qu'appuyé sur notre bon glaive allemand que nous pourrons conquérir la place au soleil qui nous revient.... Jusqu'à la fin du monde, c'est à l'épée qu'appartiendra la décision suprême.... Si le peuple allemand tout entier est décidé à risquer joyeusement ses biens et sa vie, le monde peut être plein de diables, nous saurons en triompher.... » La même année il envoyait au concours hippique de Bruxelles un cheval qu'il avait baptisé *Nancy*. Au Reichstag, dans sa tribune officielle, il applaudissait les attaques d'un orateur contre l'Angleterre. (Voir Paul Vergnet, *La France en danger*, p. 25 et suiv.)

que la guerre fut « imposée à la monarchie et à sa fidèle alliée » par de « nombreux et puissants ennemis ».

Nous voilà loin des harangues enflammées par lesquelles, pendant vingt-six ans, Guillaume II excita le pangermanisme de ses sujets, provoqua leurs ambitions et leurs appétits, menaça le monde entier de sa « poudre sèche » et de son « glaive aiguisé »; loin des heures où le kronprinz chantait les joies de la guerre et appelait de ses vœux le jour où son cheval foulerait l'asphalte des boulevards de Paris après avoir passé sous l'arc de triomphe de l'Étoile; loin du moment où la presse allemande annonçait l'entrée des troupes du kaiser à Paris pour le vingtième jour de la guerre; loin de l'époque, si récente pourtant, où Guillaume II et ses diplomates parlaient au roi des Belges, au roi de la Grande-Bretagne, à l'empereur de Russie et à la République française comme si l'Allemagne était déjà maîtresse de l'Europe. A la Belgique ils signifiaient qu'ils violeraient sa neutralité, simplement parce que tels étaient leurs intérêts ou leur bon vouloir; à la France ils demandaient de trahir la Russie; à l'Angleterre ils prétendaient imposer qu'elle laissât fouler sans protestation le territoire belge et qu'elle contraignît, par sa flotte, la France à trahir ses alliés; à la Russie, enfin, ils avaient l'audace de signifier qu'elle devait laisser écraser son alliée et protégée, la minuscule Serbie, par l'Autriche-Hongrie. Et parce que la Belgique invoquait la convention internationale signée par toute l'Europe, y compris la Prusse, qui garantit l'inviolabilité de son territoire, parce que l'Angleterre restait fidèle à son amitié pour la France et à la défense de ses propres intérêts, parce que la France montrait sa résolution d'exécuter loyalement ses obligations envers la Russie, parce que la Russie refusait d'assister dans une impassibilité honteuse à l'écrasement de la Serbie par l'Autriche et à l'asservissement des Slaves par les Magyars, Guillaume II, son armée et son peuple se considérant

comme supérieurs et invincibles (*Deutschland uber alles*) contraignaient la Belgique, la France, l'Angleterre et la Russie à une guerre dont elles ne voulaient pas, qu'elles s'étaient efforcées d'écarter, qu'elles étaient unanimes à flétrir comme « inutile et déraisonnable » ainsi que devait le déclarer plus tard le kronprinz.

Le kaiser et son peuple entier montraient alors pour cette guerre un enthousiasme délirant. Guillaume était acclamé par Berlin et couronné « empereur du monde ». Ses généraux, ses officiers et jusqu'à ses plus humbles soldats préparaient leurs lauriers, en attendant qu'ils se livrassent au viol, à la débauche, à la soûlerie qui détendraient leurs nerfs, au pillage qui les enrichirait, aux incendies, aux bombardements et aux massacres qui feraient trembler les peuples à leur approche. Les chants guerriers retentissaient *Unter den Linden*, dans les concerts, les théâtres, les cafés et les plus humbles guinguettes. Il n'y avait pas alors un seul Allemand qui ne manifestât sa joie de voir surgir la guerre parce qu'il n'y en avait pas un seul qui doutât d'une prompte et fructueuse victoire.

§ XII. — MOUVEMENT D'OPINION EN ALLEMAGNE ET EN AUTRICHE EN FAVEUR DE LA PAIX.

Dès que la vérité leur est apparue, ils ont pensé à dégager leur responsabilité et se sont préoccupés des moyens de mettre fin le plus tôt possible à une aventure dont les suites leur apparaissent redoutables. Le 25 décembre, la *Gazette de Francfort* publiait une lettre de son correspondant de Berlin où, après l'aveu « nous n'avons pas écarté de nos frontières la pression qui les menace à l'est et à l'ouest », il était dit : « Personne en Allemagne, pas même nos gouvernants, ne sait quand nous signerons la paix et quelle sera cette paix. Tout ce que nous savons, c'est qu'il faut qu'elle soit honorable. » Comme elle ne pourrait l'être au point de vue

allemand qu'avant la pénétration des alliés dans les provinces allemandes, il s'est produit, à la fin de 1914, un mouvement d'opinion en faveur d'une paix aussi prompte que possible. Le *Daily Mail* reproduisit une conversation particulière dans laquelle un membre du Reichstag avait fait les déclarations très significatives que voici : « Si la guerre continue longtemps, elle ramènera l'Allemagne cinquante ans en arrière, au moins. Il n'est pas douteux que nous aurons à payer non seulement nos frais de guerre, mais encore les dégâts causés aux pays alliés. Mon opinion, partagée par une grande partie des Allemands de classe moyenne est que nous devons saisir toute occasion favorable d'offrir des conditions de paix avant de nous trouver en situation de n'avoir plus rien à offrir. Je suis certain qu'elles ne tarderont pas à être publiquement exprimées[1]. »

Le 12 décembre, *Le Temps*, faisant allusion aux bruits qui couraient en divers pays écrivait : « Les rumeurs de paix essaient en ce moment leur efficacité sur l'opinion italienne. Ces bruits répandus à Rome et dans d'autres centres de la péninsule sont destinés, dans l'esprit de leurs auteurs, à calmer les désirs d'intervention qui agitent de plus en plus nos voisins d'au delà des Alpes. Les mêmes invites pacifiques ont été importées à plusieurs reprises en France de divers pays neutres où on les avait fait éclore dans l'espoir de détendre nos énergies. » Certains socialistes de la Hollande, de la Belgique et peut-être d'ailleurs, d'accord avec des « camarades » allemands qui, eux-mêmes, étaient certainement en relation avec les autorités germaniques, firent à une heure donnée, des efforts visibles pour déterminer dans les milieux populaires un mouvement en faveur de la paix. C'est surtout après notre victoire de la Marne, que prirent corps et qu'allèrent

1. Voir *Le Temps*, 24 décembre 1914.

sans cesse en s'accentuant jusque vers le milieu de décembre, les bruits d'une paix séparée de la France et des États germaniques, tandis que l'Autriche faisait des tentatives pour traiter séparément avec la Serbie.

Relativement à ce dernier fait, M. Clemenceau écrivait le 15 décembre[1] : « Il est à ma connaissance personnelle que le gouvernement de Vienne, si arrogant au mois de juillet, si méprisant envers son faible voisin, et si ouvertement décidé à rayer la Serbie de la carte des nations, a essayé à *deux reprises*, de l'amener à des conversations en vue de la paix. La source de mes renseignements est telle que je suis en mesure de défier toute contradiction.... Il est vrai, fit-on dire à M. Pachitch, que nous avons été vite en affaire, mais au fond nous sommes gens raisonnables et nous ne demandons pas mieux que de nous arranger. Causons. Cela ne vous engage pas, et vous apercevrez bientôt qu'il y a des chances d'accommodement. Qu'a répondu M. Pachitch? Il s'est refusé avec indignation à tout essai de négociations séparées. Son pays, a-t-il dit, faisait cause commune avec ses alliés. Il ne pourrait penser à la paix que le jour où sera atteint le résultat définitif d'une guerre imposée par la volonté austro-allemande, c'est-à-dire quand l'Allemagne se verra contrainte de renoncer à ses velléités de domination universelle par la dictature de la Prusse sur l'ensemble du monde. » Quelques jours plus tard[2], M. Clemenceau disait encore : « En ce qui concerne la Serbie, il est avéré maintenant que le cabinet de Vienne s'est tourné du côté d'Athènes pour essayer de désarmer ceux dont il a fait délibérément ses irréconciliables ennemis.... C'est donc à M. Venizelos, directement, que s'est adressé M. le ministre d'Autriche-Hongrie à Athènes, sans même attendre la grande déroute de

1. Voir *L'Homme enchaîné*, 13 décembre 1914.
2. Voir *L'Homme enchaîné*, 26 décembre 1914.

Serbie.... Il a officiellement sollicité l'intervention de M. Venizelos en vue d'amener la Serbie à conclure une paix séparée avec l'Autriche.... Il offrait de respecter l'intégralité du territoire serbe, en se contentant d'occuper quelques points stratégiques.... Il offrait formellement de « se désintéresser des prétentions bulgares sur la Macédoine », c'est-à-dire de trahir la Bulgarie après l'avoir poussée à la trahison.... M. Venizelos écouta courtoisement et répondit, de sa voix douce et ferme, par un refus formel de transmettre au gouvernement serbe de telles propositions. »

Les affirmations de M. Clemenceau n'ayant pas été contredites, on est autorisé à admettre que vers la fin de novembre ou au début de décembre, alors que l'Autriche avait conscience de la fâcheuse situation dans laquelle ses armées se trouvaient en Serbie, le gouvernement de François-Joseph tenta de traiter séparément avec celui du roi Pierre. Ce fait nous montre une fois de plus jusqu'à quel degré de platitude et de déloyauté peut tomber le Germain lorsqu'il sent la fortune lui devenir défavorable. Après avoir provoqué la plus épouvantable des guerres pour asservir et conquérir la Serbie, l'Autriche la sollicitait de conclure avec elle la paix. Après avoir jeté, au moment de la seconde guerre des Balkans, la Bulgarie contre la Grèce et la Serbie, c'est à la Grèce que l'Autriche demandait de servir d'intermédiaire de paix entre elle et la Serbie; après avoir excité de nouveau la Bulgarie à se jeter sur la Macédoine pour l'arracher à la Serbie, elle promettait à la Serbie de lui laisser les mains libres contre la Bulgarie. Toutes ces ignominies, toutes ces trahisons, l'Autriche les commettait avec cette inconscience du Germain pour qui l'honneur, la parole donnée, les conventions écrites et signées, ne sont qu'armes des « faibles », et elle était assez naïve pour croire que la Serbie, que la Grèce prendraient au sérieux sa parole, ses projets de convention, ses engagements et ses

offres de paix! Il ne me semble pas que l'histoire d'aucun peuple ait conservé le souvenir d'autant de sottise alliée à autant de mauvaise foi.

Sans y attacher plus d'importance qu'il ne convient, je ne puis passer sous silence les bruits qui coururent à la fin de l'année 1914 et au début de l'année 1915, dans la presse des divers pays, relativement à un mouvement d'opinion qui se serait produit en Autriche en vue d'une paix séparée de la monarchie des Habsbourg avec les puissances de la Triple-Entente. Vers la fin du mois de décembre 1914, la *Gazette de Lausanne* publia une interview d'un ancien diplomate autrichien où se manifestait l'opinion de ce que l'on pourrait appeler les « Autrichiens autonomes » ceux qui ont eu conscience de la lourde faute commise par François-Joseph, le jour où, malgré les humiliations et les pertes consécutives aux défaites de Sadowa, il plaça son royaume sous la direction d'abord, sous l'hégémonie ensuite de l'empire germanique. « Depuis le 7 octobre 1879, déclarait le diplomate autrichien au journal suisse, date à laquelle nous signâmes un pacte d'alliance avec l'Allemagne et l'Italie, nous avons servi d'instrument à la politique du roi de Prusse. Nous avons été trop longtemps serfs; les conditions sont propices; libérons-nous du joug allemand et signons la paix. » Il ajoutait, non moins justement : « Notre existence est menacée; quelle que soit l'issue de cette guerre, nous avons le devoir de nous en retirer pendant qu'il en est temps encore, nous n'avons rien à espérer d'un empire allemand victorieux. » A ces observations très justes, il en ajoutait une autre non moins exacte en déclarant que l'Autriche ne devait plus se « préoccuper outre mesure de cette politique orientale, où nous avons, disait-il, usé nos meilleures forces depuis trente ans »; mais, cédant aux étranges illusions dont les Germains sont coutumiers, il ajoutait : « Nous pourrons songer alors à reconquérir une prépondérance dans l'Europe centrale. En faisant la paix dès mainte-

nant nous pouvons espérer conserver le *Statu quo ante*, le service que nous rendrions à la coalition nous autorisant à avoir quelques exigences. »

Parmi ces exigences le diplomate faisait figurer la prétention de conserver la Transylvanie et la Bukovine, c'est-à-dire les régions peuplées par les Roumains et toutes les provinces qu'habitent des Slaves, tandis que la Serbie et le Monténégro seraient dédommagés par l'abandon d'une partie de l'Albanie. Poursuivant sa chimère, le diplomate autrichien ajoutait : « De cette façon nous dressons contre l'Italie, notre alliée d'hier, notre ennemie de toujours, les peuples balkaniques; nous l'isolons de l'Europe et nous l'empêchons d'avoir la maîtrise dans l'Adriatique. Il sera trop tard pour elle de vouloir sortir de sa neutralité menaçante; elle aura contre elle l'Autriche et toute la coalition. » Le diplomate autrichien ne prévoyait pas que trois semaines après ces déclarations, l'Italie en s'emparant de Vallona, s'assurerait la possession de la porte d'entrée et de sortie de l'Adriatique. Il ne prévoyait pas non plus que, renonçant à ses anciennes erreurs, l'Italie se mettrait d'accord avec la Roumanie et la Serbie, c'est-à-dire avec les Latins et les Slaves des Balkans contre l'Autriche. Enfin, le diplomate autrichien abandonnait Constantinople et les Turcs à la Russie, dans la pensée que celle-ci appuierait le maintien du *statu quo* dans la monarchie des Habsbourg malgré les Roumains de la Bukovine et de la Transylvanie, malgré les Polonais de la Galicie, malgré les Slaves de la Bohême et des provinces méridionales de la Monarchie, malgré les Italiens du Trieste, du Trentin et de l'Istrie. Il oubliait, d'autre part, que l'Autriche battue par les Russes et par la Serbie, réduite à l'impuissance et déconsidérée par la déloyauté de sa conduite au moment de l'éclosion de la guerre actuelle et pendant la guerre des Balkans, n'a plus aucun titre à manifester la moindre « exigence ». Enfin, s'il eût regardé de près ce qui commençait déjà

de se passer, à la fin de 1914, dans l'intérieur de la monarchie des Habsbourg, il aurait vu s'élargir les fissures qui, depuis le jour où François-Joseph est monté sur le trône, n'ont cessé de se former entre les différentes parties du bloc hétérogène austro-hongrois.

A la suite des graves échecs, incessamment répétés, subis par les armées austro-hongroises, des tendances séparatistes très prononcées se sont manifestées en Hongrie où la guerre actuelle fut d'abord accueillie avec un grand enthousiasme en raison de la haine très vive que l'on y éprouve pour les Serbes et les autres Slaves. On craignait particulièrement, en Hongrie, que la formation d'une grande Serbie, entraînant les populations slaves situées entre le royaume Magyar et l'Adriatique, séparât définitivement ce royaume de la mer en affaiblissant sa puissance et l'on comptait sur la guerre actuelle pour mettre fin aux ambitions de la Serbie sinon à son existence. Les désillusions qui se sont produites au spectacle des Russes devenus maîtres de la Galicie et de la Bukovine et des Roumains se préparant à envahir la Transylvanie, tandis que les Serbes expulsaient les armées autrichiennes de leur territoire ont calmé les sentiments belliqueux des Magyars.

Dès la fin du mois de novembre, l'opposition commença de protester contre la guerre et de préconiser la paix. Le 22 novembre, les journaux suisses publiaient la dépêche suivante : « Un nombre considérable de députés hongrois, parmi lesquels plusieurs députés du parti indépendant, ainsi que le comte Apponyi, M. de Wlassick, les comtes de Karolyi et plusieurs ministres ont tenu une réunion à Budapest. Tous les députés sans exception ont proclamé leur désir de la paix. « La « Hongrie ne voulait pas la guerre, mais elle y fut poussée « par les événements de Serajevo. Si l'Allemagne n'avait « pas insisté, un accord serait intervenu avec la Serbie, « comme cela fut le cas en 1909 pendant l'annexion de la « Bosnie-Herzégovine. » Le comte Apponyi a affirmé, de

son côté, que la Hongrie voulait bien venger l'archiduc, mais n'avait pas l'intention de déchaîner la guerre mondiale. « Aujourd'hui, a-t-il dit, nous avons le droit « d'espérer que la paix se fera plus vite que l'on ne le « croirait, car la Serbie elle-même, éprouvée par tant de « misère, se soumettrait aux conditions modestes que le « gouvernement lui proposerait pour contribuer à une « issue pacifique. » Un député kossuthiste a demandé formellement de faire la paix, malgré l'insistance de l'Allemagne, qui ne cherche qu'à baser son avenir sur la ruine des petites nations. Cette expression a provoqué un débat pénible et, pour la suite de la discussion, les journalistes présents ont été écartés [1]. »

Ainsi qu'il ressort des paroles du comte Apponyi, on croyait alors, en Hongrie comme en Autriche, que la Serbie consentirait à traiter séparément. Le refus qu'elle a opposé aux propositions du gouvernement de Vienne, les victoires qu'elle a remportées et les progrès des Russes vers le territoire hongrois n'ont fait qu'accroître les inquiétudes des Magyars. De violentes manifestations populaires eurent lieu à Budapest et dans d'autres villes hongroises.

Le président du Conseil des ministres de Hongrie, le comte Tisza fit lui-même, devant la Chambre des députés, des déclarations d'une telle gravité qu'une partie de son discours ne figura pas dans les comptes rendus officiels. « Il dit en résumé, déclara un correspondant du *Morning Post* [2], que l'invasion de la Hongrie intéressait au plus haut point les peuples et les armées des deux alliés, mais que, puisque son importance semblait être méconnue de l'état-major général, la Hongrie en ferait une affaire personnelle et saurait trouver le moyen de faire revenir ceux de ses enfants qui combattent au loin pour défendre contre l'invasion ennemie

1. Voir *La Liberté*, 24 novembre 1914.
2. Voir *Le Temps*, 24 décembre 1914.

leur propre pays. Cela fut dit en insistant sur ce point que la Hongrie est un État indépendant, dans son union avec l'Autriche, et capable, s'il le fallait, d'une action indépendante....

« L'attitude du comte Tisza a provoqué une autre manifestation de la part des chefs de l'opposition. Une déclaration a été signée par tous les membres du comité national appartenant à l'opposition, y compris le comte Apponyi, le comte Andrassy, Tusth, le comte Karolyi, le comte Battyany. Cette déclaration invite le peuple hongrois à se tenir prêt à défendre les frontières sacrées « de notre royaume, disent-ils, au cas où les « autorités dans les mains desquelles nous avons mis nos « forces n'obéiraient pas aux vœux de leur chef suprême : « le peuple hongrois ». Les auteurs de cette déclaration demandèrent au premier ministre de la signer. Il répondit que cela ne lui était pas possible, mais il promit aux signataires de faciliter la distribution et l'affichage de ce document dans le pays. »

Les déclarations du comte Tisza produisirent un effet d'autant plus grand qu'il était connu pour avoir poussé très ardemment à la guerre. Il comptait alors sur la force des armées austro-hongroises et sur un concours efficace des armées allemandes. Les armées autrichiennes n'ayant subi que des échecs et la Hongrie étant menacée directement par les Russes d'un côté, par la Roumanie de l'autre, il se rendit au quartier général du kaiser pour solliciter l'envoi de troupes allemandes. Non seulement il l'a obtenu mais encore François-Joseph lui a remis en quelque sorte le pouvoir suprême dans la Monarchie en remplaçant le comte Berchtold par son *alter ego*, le baron Burian, à la tête du ministère commun austro-hongrois. François-Joseph a voulu arrêter par cet acte le mouvement d'indépendance de la Hongrie, mais il soumet, en fait, à cette dernière la direction de son empire. Comme, en même temps, les troupes austro-hongroises ont été placées sous le haut

commandement des autorités militaires allemandes et comme le comte Tisza n'est que l'agent de l'Allemagne, celle-ci est, désormais, la maîtresse des destinées de la monarchie des Habsbourg.

Tandis que les Hongrois menaçaient de se rendre indépendants, les Tchèques manifestaient leurs sympathies pour la Russie si bruyamment que des mesures de répression furent prises par le gouvernement de Vienne [1]. Quant aux Slaves du Sud ils paraissent vouloir s'insurger contre les mesures prises par le gouvernement de Vienne en vue de la mobilisation de nouvelles troupes [2].

Enfin, l'Autriche elle-même manifesta des dispositions à se séparer de l'Allemagne. Le 11 janvier 1915, le correspondant du *New-York Herald* à Pétrograd télégraphiait à cette feuille : « Les journaux d'ici mettent en évidence un article de la *Neue Freie Presse* de Vienne, dans lequel l'auteur déclare que l'honneur de l'armée autrichienne est sauf, car elle se trouvait en présence d'un ennemi plus fort que l'Allemagne. La paix pourrait bien être conclue maintenant [3]. »

Sans exagérer l'importance de tous ces faits, il y a lieu d'en tenir compte d'autant plus que les armées

1. *La Liberté* du 14 janvier 1915 publia la dépêche suivante de Genève : « Suivant des informations de Prague, les principaux notables de la ville, parmi lesquels plusieurs députés, ont envoyé à l'empereur François-Joseph une pétition demandant que les mesures les plus énergiques soient prises pour protéger la Bohême contre l'invasion russe. En cas de refus, les habitants de la Bohême seraient disposés à pactiser avec les Russes pour sauver leur pays. La haine contre l'Allemagne augmente chaque jour. »

2. *Le Matin* du 28 janvier a publié des dépêches annonçant de graves émeutes à Laybach, à Karlstadt, à Moravitza, à Trieste. Les émeutiers criaient : A bas la guerre! A bas Niernce! (l'Allemand) et déchiraient les affiches de la mobilisation. Dans la lutte entre les émeutiers et la police ou la troupe, il y eut des morts.

3. Voir *Le Petit Journal*, 13 janvier 1915.

autrichiennes paraissent ne pas être capables de prendre une revanche sérieuse de leurs défaites, que leurs soldats des nationalités slave, polonaise, roumaine, italienne montrent peu de dispositions à se battre vigoureusement contre les Russes, que leurs chefs militaires ont fait preuve d'une notoire incapacité, que les finances de l'Autriche sont dans un état détestable et que la disette commence à s'y faire sentir. Toutes ces raisons ont déterminé l'Allemagne à prendre le commandement des armées austro-hongroises; mais, s'il en résulte un vif mécontentement parmi les Autrichiens, il ne paraît pas devoir en résulter une amélioration de la situation des armées austro-hongroises.

§ XIII. — LES TENTATIVES ALLEMANDES DE PAIX SÉPARÉE AVEC LA FRANCE ET LA RUSSIE.

Passons à l'Allemagne. Ayant constaté l'échec des plans de son état-major et prenant conscience de la fâcheuse situation dans laquelle se trouvaient ses armées en France et en Pologne où elles ne pouvaient se maintenir qu'en s'enfouissant dans le sol, l'Allemagne tenta un rapprochement avec la France. Après les défaites qu'elle subit tour à tour sur la Marne et sur l'Yser, on vit ses journaux les plus violemment anti-français entreprendre l'éloge des troupes françaises et du commandement militaire français, reconnaître la vaillance et l'esprit chevaleresque de la nation française, avouer que la France n'avait été pour rien dans l'éclosion de la guerre, et, rejetant toutes les responsabilités du conflit en même temps que toutes les haines germaniques sur l'Angleterre, offrir à la France une entente qui délivrerait son territoire des armées allemandes et lui rendrait immédiatement la paix, pourvu qu'elle se séparât de l'Angleterre et de la Russie.

Le Petit Parisien publia, le 25 décembre 1914, une

lettre de Berne dans laquelle se trouvaient des renseignements précis sur certaines démarches faites en vue de la paix auprès du gouvernement helvétique par M. Eyschen, chef du gouvernement luxembourgeois. « M. Eyschen, disait le correspondant de Berne, obéissant à on ne sait quelles suggestions, est venu inviter le conseil fédéral à offrir sa médiation à la France et à l'Allemagne en vue d'ouvrir des négociations pour la paix. M. Eyschen était allé à la Haye. Son argument principal était que, l'issue de la guerre étant encore douteuse, aucun des belligérants ne pouvant se croire vainqueur, le moment était opportun pour commencer à parler de paix. « Plus tard, ajoutait le vieil « homme d'État, quand le fléau de la balance aura « penché d'un côté ou de l'autre, il sera trop tard pour « parler de négociations à une nation enivrée par la « certitude d'une prochaine victoire. » J'ai lieu de croire que le gouvernement néerlandais a accueilli sans enthousiasme les ouvertures de M. Eyschen. Je sais d'une façon certaine que le gouvernement suisse, tout en rendant hommage au sentiment qui pouvait inspirer M. Eyschen, lui a répondu par une fin de non-recevoir polie, mais catégorique. » Les parties essentielles de ce récit ont été confirmées par le président de la Confédération dans une interview publiée par *Le Petit Journal*[1].

1. Voir *Le Petit Journal* du 10 janvier 1915. « Je me permis, déclare M. Régamey, de citer des articles de journaux qui ont montré le premier ministre du Grand-Duché de Luxembourg, chargé, par le gouvernement allemand, de demander à la Suisse d'intervenir en faveur de la paix. » M. Motta répondit : « Je dois vous dire que cela n'a jamais fait l'objet des délibérations du Conseil. M. Eyschen a passé à Berne. Je crois qu'il a fait quelques démarches. Était-il autorisé? Je ne sais. Peut-être agissait-il de son initiative privée, dans le désir, surtout, de soulager son pays, le plus tôt possible, de l'occupation étrangère, car ce pays, aussi, souffre beaucoup! Du reste, il ne semble pas que le moment soit encore venu de songer à ouvrir, avec succès, des négociations en vue de la paix. »

Le *Journal de Genève* ayant, à la fin de décembre, affirmé que « des efforts avaient été commencés autrefois et continués depuis par l'Allemagne pour conclure une paix séparée avec la France » l'officieuse *Gazette de l'Allemagne du Nord* démentit cette assertion qui fut maintenue par le correspondant parisien du journal suisse.

La *Gazette de Wesminster* a raconté, vers le milieu de novembre 1914, que des avances avaient été faites à la Russie en vue d'une paix séparée. « Si l'on en croit, disait-elle, les bruits qui courent, la Russie, à son tour, aurait reçu de l'Allemagne des propositions de paix qui ont été repoussées, cela va sans dire, en conformité de l'entente signée par les alliés qui, faisant la guerre en commun, signeront aussi la paix en commun. Nous ne devons pas attacher d'importance à ces tentatives. Nous devons seulement y voir l'indice que l'Allemagne ne pourra jamais venir à bout de la tâche qu'elle a entreprise. » Il faut voir dans les bruits relatifs aux tentatives qui auraient été faites en vue de paix séparée, soit de l'Autriche avec la Serbie, soit de l'Allemagne avec la France ou la Russie, une preuve de la persistance, parmi les Autrichiens et les Allemands ou leurs amis, de l'illusion qui domina les manœuvres de la diplomatie allemande à la fin du mois de juillet et qui la conduisit à agir, tantôt auprès de la France pour la séparer de la Russie, tantôt auprès de l'Angleterre pour la séparer de la France.

§ XIV. — DÉCLARATIONS FRANÇAISES, ANGLAISES ET RUSSES CONTRE TOUTE PAIX SÉPARÉE.

En ce qui concerne la France, cette illusion paraît avoir persisté dans les cerveaux germains même après que le président de la République, recevant le nouvel ambassadeur des États-Unis, eut déclaré : « Nous sommes déterminés à remplir jusqu'au bout le devoir

qui nous a été imposé. Pour qu'elle soit longue et heureuse, pour qu'elle ne soit pas illusoire et trompeuse, il faut que la paix soit garantie par la réparation intégrale des droits violés et préservée contre des attentats futurs. » Quoiqu'elle eut été déjà exprimée par M. Poincaré devant le front des troupes, lorsqu'il remit au général Joffre la médaille militaire, cette affirmation n'avait pas mis fin aux amabilités et aux avances faites à la France par les journaux d'outre-Rhin. Ils espéraient, sans doute, qu'un jour viendrait où un parti se constituerait en France en faveur d'une paix conclue séparément pour assurer à notre pays des avantages immédiats. Certains journaux germains n'étaient-ils pas allés jusqu'à chanter les louanges de certaines personnes sur lesquelles ils croyaient pouvoir compter en vue de la réalisation de leur rêve d'isoler la France de ses alliés?

Le ton de la presse germanique n'a changé qu'après le 22 décembre 1914, jour où dans la déclaration du gouvernement français, se trouva cette observation applaudie unanimement par la Chambre et le Sénat : « La France et ses alliés ont dû subir la guerre, ils la feront jusqu'au bout. Fidèle à la signature qu'elle a attachée au traité du 4 septembre dernier, et où elle a engagé son honneur, c'est-à-dire sa vie, la France, d'accord avec ses alliés, n'abaissera ses armes qu'après avoir vengé le droit outragé, soudé pour toujours à la patrie française les provinces qui lui furent ravies par la force, restauré l'héroïque Belgique dans la plénitude de sa vie matérielle et de son indépendance politique, brisé le militarisme prussien, afin de pouvoir reconstruire sur la justice une Europe enfin régénérée. » Je ne veux pas rappeler les injures par lesquelles fut accueillie, au delà du Rhin, cette affirmation de la solidarité de notre pays avec ses alliés pour continuer la guerre jusqu'à la seule paix qui puisse être conforme aux intérêts et à l'honneur de la France.

Les colères provoquées en Allemagne par la déclaration du gouvernement de la République furent d'autant plus violentes et, si j'ose dire, d'autant plus légitimes qu'elles formaient, en quelque sorte, l'écho de celles qui avaient été applaudies par le Parlement britannique à une heure où les armées de la Belgique, de la France et de l'Angleterre éprouvaient de sérieuses difficultés.

Le 28 août 1914, après avoir déposé une proposition de message d'admiration au roi des Belges, le premier ministre d'Angleterre, M. Asquith, disait à la Chambre des Communes : « Très peu de mots sont nécessaires pour appuyer cette proposition. La guerre qui ébranle actuellement dans ses fondations mêmes le système européen tout entier, a son origine dans un conflit dans lequel notre pays n'était pas directement intéressé. Nous avons lutté de toutes nos forces, comme chacun sait, pour empêcher la crise d'éclater, et lorsque cela fut devenu impossible, pour en limiter le champ. Il est essentiel, et je crois opportun, qu'on sache clairement quand et pourquoi nous sommes intervenus.

« Ce fut seulement lorsque nous nous fûmes trouvés en présence de cette double alternative : tenir ou renier nos engagements solennels, justifier la confiance mise en nous ou nous incliner devant la force brutale, que nous avons tiré l'épée. Nous ne nous repentons pas de notre décision.

« La tâche qui nous incombait était une de celles auxquelles une grande nation jalouse de sa renommée, une race élévée comme la nôtre dans ce pays de liberté, ne pouvait se dérober sans se couvrir d'une honte éternelle. Nous étions contraints de par des obligations précises et supérieures d'affirmer et de maintenir l'indépendance menacée d'un État neutre. La Belgique n'avait aucun intérêt à elle propre à défendre, si ce n'est les intérêts suprêmes et prépondérants de chaque État, grand ou petit, digne de ce nom, à savoir : le

maintien de son intégrité et de sa vie nationale. (*Applaudissements.*)

« L'Histoire nous enseigne que le devoir de faire triompher le grand principe qui est, après tout, le principe fondamental de la civilisation et du progrès, a incombé parfois aux moments les plus critiques dans le passé aux États relativement petits sous le rapport de l'étendue et de la population, mais grands en courage et en ressources, à Athènes, à Sparte, aux cantons suisses, et si glorieusement, il y a trois siècles, aux Pays-Bas. (*Nombreux applaudissements.*)

« Jamais, j'ose l'affirmer, ce devoir n'a été plus clairement reconnu et jamais il n'a été plus vigoureusement et plus courageusement rempli que durant les dernières semaines par le souverain belge et par la nation belge. Ils ont envisagé sans crainte et malgré la supériorité écrasante de leurs adversaires les horreurs de l'invasion, de la dévastation, des spoliations et des outrages de toutes sortes. Ils ont résisté vigoureusement et avec succès aux ruées successives de formidables masses armées. La défense de Liége sera toujours le thème d'un des plus beaux chapitres des annales de la liberté. Les Belges ont conquis la gloire immortelle qui appartient au peuple qui préfère sa liberté à son bien-être matériel, à sa sécurité et à la vie elle-même. (*Tonnerre d'applaudissements.*)

« Et nous sommes fiers de leur alliance et de leur amitié. Nous les saluons avec respect et avec honneur. Nous sommes avec eux de cœur et d'âme, parce qu'à leurs côtés et avec eux, nous défendons en même temps deux grandes causes : l'indépendance des petits États et l'inviolabilité des obligations internationales. (*Applaudissements.*)

« Par cette motion, nous demandons à la Chambre de leur donner aujourd'hui l'assurance, au nom du Royaume-Uni et de l'empire tout entier, qu'ils peuvent compter jusqu'au bout (*Tonnerre d'applaudissements*) sur

notre dévouement et notre appui absolu. » (*Applaudissements nourris et prolongés.*)

L'engagement pris par le gouvernement britannique d'appuyer « jusqu'au bout » la Belgique était suivi d'un autre engagement que prit le ministre de la Guerre, lord Kitchener, devant la Chambre des Lords : celui de constituer une armée assez forte et assez nombreuse pour faire face à tous les devoirs imposés par une guerre dont il disait justement qu'elle serait « dure et longue ». « L'Allemagne, ajoutait-il en terminant, a appelé sous les drapeaux presque toute sa population mâle. Ses forces subiront une diminution constante, tandis que les renforts que nous préparons iront en augmentant de façon continue jusqu'à ce que nous ayons en campagne une armée qui, comme quantité et comme qualité, soit à la hauteur des responsabilités de l'empire britannique.

« L'armée qui est actuellement en voie de formation peut assez rapidement atteindre en campagne l'effectif permanent d'un certain nombre de divisions. Toutefois, si la guerre devait se prolonger, si des revers devaient se produire, toute la nation et l'empire seraît appelés à faire des sacrifices dépassant ceux qui ont été déjà demandés. Le Parlement et la population sauraient les faire en présence de la nécessité urgente pour le pays. »

Le 9 novembre, au banquet du lord-maire de Londres, lord Kitchener annonça qu'outre les contingents coloniaux arrivés ou en route et les effectifs déjà en action sur le continent « 1 250 000 hommes sont actuellement l'objet d'un entraînement et attendent pour partir le premier signal ». Et M. Asquith faisait, au point de vue du rôle de la Grande-Bretagne dans la guerre, la très importante déclaration suivante : « Notre ennemi s'est proposé trois objectifs : Paris, Varsovie et Calais. Il n'en a atteint aucun, mais cela ne suffit pas. Ce n'est pas à la légère que nous avons tiré l'épée du fourreau : nous ne l'y remettrons pas avant que la Belgique ait

recouvré plus qu'elle n'a sacrifié, ni avant que la France soit adéquatement protégée contre toute menace, ni avant que les droits des plus petites nationalités soient placés sur des fondations inattaquables, ni avant que la domination militaire prussienne soit finalement détruite. C'est là une grande cause, digne d'une grande nation, et, pour la mener à bien, il importe que chacun, jeune ou vieux, donne ce qu'il a et fasse ce qu'il peut. » (*Vifs applaudissements.*)

Le 12 novembre 1914, dans le message adressé au Parlement, le roi disait : « Dans tout mon empire, il y a une ferme détermination d'assurer, au prix de n'importe quel sacrifice, le triomphe de nos armées et la justification de notre cause. » L'un des membres les plus pacifistes de la Chambre Haute, lord Bryce, appuyait la déclaration du message dans les termes suivants : « Il ne peut être question de paix en ce moment; une paix arrangée aujourd'hui ne serait qu'un armistice durant lequel les nations en guerre se prépareraient à un nouveau conflit. » Le 11 novembre, le chancelier de l'échiquier, M. Lloyd George, qui fut un des partisans les plus chauds d'une entente de l'Angleterre avec l'Allemagne, déclarait devant une énorme assistance, au City Temple : « La guerre actuelle est une guerre terrible, horrible.... L'erreur fondamentale des calculs allemands devient de jour en jour plus manifeste. Ce peuple commence à comprendre que la justice est la plus grande de toutes les forces militaires. Dans une lutte prolongée, c'est le cœur qui décide et l'injustice affaiblit le cœur des nations.... Il me semble voir la main de la justice graduellement, lentement, mais sûrement étreindre la victoire.... La justice est le meilleur soutien de la bravoure et la bravoure assurera le triomphe durable de la justice. »

Le 8 janvier 1914, à la Chambre des Lords, après que le ministre de la Guerre de la Grande-Bretagne eut fait connaître les résultats des engagements volontaires par

lesquels se recrute l'armée anglaise et rappelé que six armées, formées chacune de trois corps d'armée (ce qui fait plus de 700 000 hommes) étaient en voie d'organisation en Angleterre, l'un des hommes qui s'étaient le plus activement prononcés pour le désarmement international et l'entente de l'Angleterre avec l'Allemagne, — lord Haldane, lord grand chancelier, déclarait : « Nous ne combattons pour rien de moins que l'existence nationale. Nous ne pourrons accepter d'autre victoire que celle qui préviendra le retour d'une situation pareille à celle où nous sommes aujourd'hui.... L'obligation du service militaire n'est devenu, de près ni de loin, une nécessité. Mais, étant donné l'intérêt national, le gouvernement s'inclinerait, s'il le fallait, devant cette nécessité et n'y ferait aucune objection de principe. » Cette parole, particulièrement grave dans la bouche d'un parlementaire libéral, prononcée au nom d'un ministère radical, indique jusqu'à quel point le patriotisme anglais a été surexcité par la déloyauté, la barbarie et l'ambition démesurée de l'Allemagne. Elle prouve que l'Angleterre tout entière est résolue, comme la France, comme la Russie, comme la Serbie, à ne déposer les armes que le jour où les alliés pourront dicter les conditions de la paix.

Le langage tenu dans les derniers temps par les représentants officiels de la Russie n'est pas moins net que celui des autorités françaises et anglaises. Les agents de l'Allemagne en Italie ayant fait courir le bruit, au début de 1915, que la Russie serait disposée à discuter les conditions d'une paix séparée, l'ambassadeur de Russie à Rome fit publier par la presse italienne le communiqué suivant : « Malgré tous les démentis précédents, certains journaux continuent à reproduire, de source allemande, des renseignements sur de prétendues difficultés financières de la Russie et sur ses prétendues velléités de chercher à conclure une paix séparée. L'ambassadeur de Russie, se référant à

sa communication antérieure à ce sujet, déclare encore une fois que ces nouvelles sont dénuées de tout fondement et ne peut que répéter son communiqué du 3 janvier où il fut expressément établi que la Russie ne songe pas à discuter la question de la paix tant que ses ennemis ne seront pas réduits à accepter les conditions que les alliés considéreront comme la seule garantie d'une paix durable. » (*Havas*, 25 janvier 1915.)

Le ministre de Russie à Stockholm, répondant aussi à de faux bruits répandus en Suède par les agents allemands, fit publier la note ci-dessous : « Les engagements de complète solidarité contractés à Londres, le 4 septembre 1914, restent absolument inviolables, les relations entre la Russie, la Grande-Bretagne et les autres alliés étant plus étroites et plus cordiales que jamais. »

Le gouvernement russe fit publier, en même temps, la note ci-dessous : « Devant la commission du budget de la Douma, le ministre russe des Affaires étrangères a déclaré *que le gouvernement demeure fidèle à l'esprit du manifeste impérial et à son accord avec ses alliés.* » (*Agence Havas*, 25 janvier 1915.) Enfin, le 26 janvier 1915, le *Messager du gouvernement* publiait le communiqué officiel suivant du gouvernement russe :

« Dès le début de la guerre, toutes les opérations de nos armées et flottes alliées ont formé un seul bloc. La coordination de tous les mouvements a été parfaite et telle que tous les buts essentiels de la guerre soient atteints dans les meilleures conditions possibles. Quelles que soient les épreuves temporaires qu'impose cette guerre et si longues que soient les périodes exigeant des alliés une tension extraordinaire des forces, cette coordination des opérations alliées a suscité dans les esprits et dans les cœurs belges, français, anglais, russes, japonais, serbes et monténégrins une confiance inébranlable dans la victoire finale des alliés.

« L'esprit commun à toutes les armées, le fait qu'elles bénéficient toutes et chacune de l'ensemble des forces militaires et des moyens techniques disponibles, le développement coordonné des opérations — tout cela fait que chaque épisode de guerre qui se produit dans l'une ou l'autre des armées alliées intéresse et touche de près chacune de ces armées en particulier : un enlèvement à la baïonnette de tranchées ennemies sur l'Yser ou dans l'Argonne nous est aussi cher et aussi proche de notre cœur que l'est, pour nos alliés, un enlèvement de positions ennemies ou une prise de canons en Pologne, Galicie ou Prusse orientale. L'exploit du Belge, de l'Anglais, du Français s'identifie tellement à l'exploit du soldat russe qu'il en résulte l'impression que tous ces exploits s'accomplissent sous un seul et même drapeau.

« Des gens qui sont très éloignés du cours des opérations peuvent se demander si le degré d'intensité de la guerre sur le front anglo-franco-belge correspond aux efforts que nous déployons sur le nôtre. Mais aujourd'hui comme alors chacune des parties est à l'abri de tout reproche. Toutes les opérations de nos alliés, dans tout leur détail, témoignent de l'extrême hardiesse des troupes anglo-franco-belges, de l'art extraordinaire de leurs chefs et de leur résolution immuable de rompre le réseau d'obstacles de tout genre élevés par les Allemands et de porter les opérations sur le territoire allemand. »

L'accord absolu des trois puissances de la Triple-Entente est trop nettement indiqué par les déclarations officielles de leurs représentants pour qu'il soit nécessaire d'y insister. Mais il n'est pas inutile de rappeler ici que l'entente financière conclue à Paris, à la fin du mois de janvier 1915, par les ministres des Finances de la France, de l'Angleterre et de la Russie complétait celle du 4 septembre 1914. Cette entente établit la solidarité la plus complète entre les ressources financières

des alliés et détermine les moyens qu'ils pourront employer pour aider financièrement les petits États qui donneraient leurs concours à la Triple-Entente.

Il résulte de ces ententes — et les empires germaniques ne peuvent l'ignorer — que nulle paix ne sera signée qu'après un accord complet de la France, de l'Angleterre et de la Russie sur les conditions qui seront imposées aux vaincus. La Serbie et le Japon ne traiteront sans doute pas dans d'autres conditions que celles arrêtées par la Triple-Entente.

§ XV. — LES CONDITIONS NÉCESSAIRES DE LA PAIX.

Quant à ces conditions, elles doivent découler du but que l'Allemagne et l'Autriche s'étaient proposées d'atteindre en provoquant la guerre, de la manière dont celle-ci a été conduite et de la nécessité d'assurer la paix du monde pendant une durée aussi longue que possible.

Le but des Germains, en provoquant la guerre, était d'imposer leur domination à l'Europe et leur hégémonie au monde entier. Les premières conditions de la paix devront, en conséquence, avoir pour objet d'assurer à chaque nationalité, petite ou grande, les moyens de conserver ou de recouvrer son indépendance politique et économique.

Le tsar a promis aux Polonais la reconstitution de l'ancien royaume de Pologne sous l'hégémonie de la Russie. Il sera nécessairement appuyé dans la réalisation de cette réforme par les autres puissances de la Triple-Entente et même par les États du centre de l'Europe, car les uns et les autres auront intérêt à ce qu'un grand État indépendant dans toute la mesure du possible soit établi à l'ouest de l'immense et très puissant empire Moscovite. La Galicie qui est peuplée en majorité de Polonais serait donc détachée du domaine des Habsbourg.

La Roumanie devra être complétée et unifiée par le rattachement à ses territoires actuels de toutes les parties de l'empire austro-hongrois qui sont peuplées par une majorité de Roumains, telles que la Transylvanie et la Bukovine. Elle paraît avoir compris que le plus sûr moyen de réaliser son unification nationale consiste à intervenir dans le conflit actuel à côté des puissances de la Triple-Entente et de prendre elle-même possession des territoires qui font l'objet de ses légitimes revendications. Il est probable que le printemps ne s'écoulera pas sans qu'elle entre en scène.

A la Serbie devront être rattachés ou associés, soit en une nation unique, soit plutôt en une confédération, les pays habités par les Serbo-Croates, c'est-à-dire la Slavonie, la Croatie, la Bosnie et l'Herzégovine, le Banat de Temesvar et les anciens confins militaires. Pour que l'indépendance de ce groupe soit garantie, il faudra lui assurer des relations directes avec l'Adriatique, sauf à prendre des mesures pour éviter qu'aucun conflit d'ordre maritime puisse se produire entre lui et l'Italie devenue prépondérante dans l'Adriatique.

En élargissant les bases de cette confédération Yougo-Slave, il conviendrait d'y faire entrer les pays Slovènes ou Wendes (c'est-à-dire la Styrie, la Carinthie et la Carniole) qui sont également peuplés par des Slaves, et qui se trouveraient condamnés à des conditions économiques défectueuses s'ils restaient isolés.

Au nord de l'Autriche, on pourra reconstituer un royaume tchèque indépendant avec la Bohême et la Moravie dont la majorité des habitants appartient à la race Slave et n'a jamais supporté qu'impatiemment le joug des Germains de l'Autriche.

La Hongrie dépouillée des provinces habitées par les nationalités polonaises et slaves qu'elle opprime depuis des siècles, elle-même peuplée par une race tourarienne isolée au milieu des Serbes, des Roumains et des Polonais, ne formera plus qu'un État trop faible pour

inquiéter les voisins échappés à sa tyrannie. Les Magyars subiront les conséquences de la faute qu'ils commirent en se faisant, dans cette guerre, les séides des Germains de l'Allemagne et les complices des Germains de l'Autriche.

Réduite à la Haute et à la Basse-Autriche, qui sont peuplées à peu près exclusivement par des Germains, la monarchie de Habsbourg pourrait entrer dans une Confédération germanique du Sud où figureraient les États méridionaux de l'empire germanique actuel. A toutes les époques de l'histoire, jusqu'en 1866, les provinces catholiques de l'Allemagne ont marché d'accord avec l'Autriche dont elles sont rapprochées par la communauté de la religion et par les conditions économiques, les unes et les autres étant surtout agricoles. La Bavière, le Wurtemberg, le grand-duché de Bade, etc., formeraient cette confédération avec la partie germanique de l'Autriche. Si les provinces rhénanes de l'Allemagne étaient douées de quelque sagesse, elles provoqueraient la formation d'une confédération du Rhin dans laquelle il serait facile de leur garantir l'indépendance économique et politique qu'elles ont perdue après Sadowa.

Les frontières de la Belgique devraient être reportées jusqu'au Rhin, pour assurer à ce pays les moyens de protéger son indépendance plus facilement qu'il n'a pu le faire au début de la guerre actuelle.

Quant à la France, autant il est naturel qu'elle rentre en possession de l'Alsace et de la Lorraine, autant elle aurait tort de songer à s'annexer des provinces nouvelles. Ce qui fait sa force, ce qui lui a permis de résister à la puissance germanique, c'est la parfaite unité nationale dont elle jouit depuis de nombreux siècles. Elle compromettrait cette unité en s'adjoignant des territoires peuplés par des Germains. Elle ne pourrait demander sans inconvénient que certaines rectifications stratégiques ou économiques de frontières.

La Hollande devra obtenir des garanties efficaces pour son indépendance politique et économique, tandis que le Slesvig, peuplé en grande partie de Danois, devra revenir au Danemark qui en fut dépouillé par la Prusse à la veille de Sadowa. Le Danemark, la Suède et la Norvège feraient, d'autre part, preuve de sagesse, en transformant l'accord qu'ils ont conclu au cours de la guerre, pour la sauvegarde de leur neutralité, en une confédération dont les forces unies seraient assez grandes pour assurer le maintien de leur indépendance politique et économique.

Il serait indispensable, en outre, que tous les États secondaires dont nous venons de parler vissent garantir leur sécurité par des engagements formels des grandes puissances auxquelles ils devront leur situation nouvelle. Il ne faut pas qu'à l'avenir aucun d'entre eux soit exposé à subir le sort qui vient d'être infligé à la Belgique par l'empire de Guillaume II.

Ainsi que l'a fait observer très justement l'ancien président de la République des États-Unis, M. Roosevelt, il est quelque peu ridicule et humiliant que les signatures mises au bas des conventions internationales ne comportent aucune obligation ni sanction pour les signataires et puissent être traitées par l'un ou l'autre d'entre eux comme de « simples chiffons de papier » sans que tous les autres soient obligés d'intervenir pour réprimer la violation de la signature donnée.

Les puissances neutres étant les plus intéressées à ce que la neutralité de chacune d'entre elles soit respectée par les grandes puissances, devraient être toutes liées par une convention internationale les obligeant à intervenir avec leurs forces propres pour protéger celle dont la neutralité serait menacée. Aujourd'hui que toutes ces puissances possèdent des armées, une pareille convention constituerait une garantie sérieuse pour chacune d'elles. L'Allemagne n'aurait pas violé la neutralité de la Belgique si la Hollande, les États

Scandinaves et la Suisse avaient dû prendre la défense des Belges.

L'intervention de la Turquie dans la guerre actuelle en faveur de l'Allemagne et contre les puissances de la Triple-Entente a soulevé une grave question qu'il sera impossible au prochain congrès européen de ne pas résoudre : celle de l'existence de l'empire ottoman. Déjà presque chassés de l'Europe par les dernières guerres balkaniques, les Turcs, après les défaites nouvelles auxquelles ils ne sauraient échapper, après l'occupation de Constantinople par les alliés qui ne peut être mise en doute, sont condamnés à perdre ce qui leur reste de territoire européen. Si les Bulgares ne sont pas assez fous pour laisser échapper l'occasion qui se présente de reconstituer le bloc balkanique, ils peuvent redevenir les maîtres d'Andrinople qu'ils perdirent dans leur folle et traîtresse équipée contre leurs alliés grecs et serbes de la veille et même rentrer en possession de la partie de la Macédoine où dominent les populations de leur nationalité.

Il ne dépend que de la Bulgarie qu'il se constitue une confédération des Balkans par laquelle la Roumanie, la Serbie, la Grèce, le Monténégro et la Bulgarie garantiraient réciproquement leur indépendance tout en constituant une force assez grande pour qu'aucune grande puissance ne soit capable de leur imposer son hégémonie. Ce serait la paix assurée dans tout le sud-est de l'Europe par la disparition des rivalités ambitieuses des grandes puissances.

La Russie jouira nécessairement d'une situation particulière dans la discussion du sort à faire à Constantinople, soit qu'elle désire l'annexer à son empire, soit qu'elle estime préférable de l'internationaliser, ainsi que les Dardanelles, dans des conditions qu'il lui serait facile de déterminer d'accord avec les autres puissances.

Quant à la Turquie d'Asie, il sera d'autant plus difficile de la maintenir sous l'autorité des Turcs qu'ils y

sont combattus par toutes les races. Comme ils se sont montrés incapables d'organiser, de gouverner et d'attirer à eux les populations d'un empire qu'ils avaient fondé exclusivement par la conquête, et qu'ils n'ont plus ni base géographique ni source ethnique, ils ne peuvent que perdre entièrement une domination repoussée par toutes les populations auxquelles ils s'étaient imposés. L'empire asiatique turc est fatalement condamné à disparaître. Ses territoires devraient être répartis entre la Russie dans le Nord; la Grèce qui pourra revendiquer assez légitimement une partie des îles de la mer Égée et de l'Albanie et l'ancienne Ionie où ses nationaux sont en majorité; la France qui ne manque pas de droits sur la Syrie et Alexandrette; l'Italie qui s'est déjà fait une place importante dans le sud de l'Asie mineure; l'Angleterre qui est en train de conquérir la Mésopotamie, etc.

Consciente de sa qualité de grande puissance, l'Italie ne voudra pas attendre d'un congrès l'unification à laquelle tous les Italiens aspirent depuis le jour où Rome est devenue la capitale de la péninsule. Les populations italiennes du Trentin et de Trieste, de l'Istrie et de la Dalmatie ne jouiront pleinement de leur nationalité que le jour où elles seront rattachées à l'Italie, mais à partir de ce jour-là, l'Autriche sera écartée de l'Adriatique où l'Italie, déjà maîtresse de l'entrée et de la sortie par l'occupation de Vallona deviendra tout à fait prépondérante. La chute de l'empire ottoman aura aussi, comme conséquence naturelle, le maintien de la domination italienne sur les îles de la mer Égée dont elle s'est emparée au cours de la guerre de la Tripolitaine.

Afin d'assurer la paix entre toutes les nationalités organisées sur les bases que je viens d'indiquer sommairement et de rendre impossible la reconstitution d'une puissance assez forte pour être capable d'imposer son hégémonie à l'Europe, il sera indispensable de pro-

céder à une entente générale de toutes les puissances en vue de la limitation des armements terrestres et maritimes de chacune, ainsi que l'avait proposé le tsar Nicolas II en 1898 et que l'ont admis l'Angleterre, la France, l'Italie, les États-Unis, etc. Il faut que la plus abominable des guerres qui ont ensanglanté le globe soit suivie de conventions susceptibles d'empêcher le retour des horreurs par lesquelles les Germains déshonorent l'humanité.

Les deux empires germaniques furent seuls, dans les congrès de la Haye, à rejeter les propositions de limitation des armements : ils tenaient à conserver le droit de développer leurs armées et leurs flottes jusqu'à ce qu'ils pussent les considérer comme assez fortes pour vaincre celles de toutes les autres puissances européennes et pour permettre aux Germains d'établir leur domination sur toutes les autres nationalités. Celles-ci, après avoir échappé au danger qui les menaçait, commettraient un acte de pure folie si elles ne prenaient des mesures efficaces pour rendre impossible toute nouvelle tentative de même nature, par quelque puissance que ce soit. L'Allemagne et l'Autriche pourraient d'autant moins se plaindre de la limitation de leurs armements terrestres ou maritimes que la mesure serait générale et décidée par toutes les nations civilisées.

En somme, le but des Germains, en provoquant cette affreuse guerre, ayant été d'imposer leur hégémonie ou leur domination à toutes les autres races et nationalités, le droit et le devoir de ces dernières sera de prendre des dispositions pour assurer leur indépendance et pour la protéger dans l'avenir contre toute menace de même nature.

La manière abominable dont la guerre a été conduite par les Germains, nécessite une deuxième catégorie de conditions de paix assez rigoureuses pour que jamais les armées d'aucun peuple ne soient tentées de se comporter comme le font celles de l'Allemagne, de l'Autriche

et de la Turquie. Puisque les Germains et les Turcs ne veulent connaître ni les traités internationaux, ni le droit, ni l'humanité, il sera indispensable qu'en établissant les conditions de la paix, les puissances victorieuses ne se reposent ni sur les paroles ni sur les signatures des vaincus. Ceux-ci ne connaissant que la force, c'est par des mesures reposant sur l'application de la force qu'il sera nécessaire de procéder, afin d'assurer aux populations pillées, privées de leurs maisons, de leurs terres et de leurs industries, violées, torturées et massacrées, les réparations matérielles qu'exigent les maux de toute sorte qui leur ont été infligés par la barbarie germanique.

Des mesures énergiques et efficaces devront être prises afin d'assurer aux nations que les Germains ont attaquées sans motifs, le remboursement des énormes dépenses que la guerre leur a imposées. Il résulte des documents les plus sérieux et en particulier des déclarations faites par les diplomates allemands au nom du gouvernement de Guillaume II, que si la France avait été vaincue, l'empire germanique non seulement lui aurait imposé le remboursement de ses dépenses militaires qui sont formidables, mais encore l'aurait contrainte à lui abandonner ses colonies et probablement une portion de son territoire métropolitain. L'Allemagne et l'Autriche vaincues ne pourraient donc trouver inéquitable que les puissances victorieuses exigent le remboursement, par les empires qui ont voulu la guerre, de toutes les dépenses que celle-ci aura imposées aux nations attaquées. Elles ne seraient pas non plus autorisées à se plaindre de ce que le paiement de ces indemnités fût garanti par une occupation plus ou moins étendue des pays vaincus, ainsi que l'Allemagne le fit en France après la guerre de 1870, et par la mainmise sur les chemins de fer de l'État germanique et, au besoin, sur les douanes. Les vainqueurs pourraient même, s'ils le voulaient, imitant la

conduite des Allemands en Belgique et dans le Nord de la France, contraindre les usines des vaincus à travailler à leur profit, soit pour contribuer au paiement de l'indemnité de guerre, soit pour compenser les destructions systématiques des usines françaises et belges à laquelle les armées allemandes se sont livrées. Quant au chiffre de l'indemnité de guerre à imposer aux Germains, il sera, nécessairement, d'autant plus élevé que la guerre aura duré plus longtemps et que les destructions systématiques de propriétés privées ou de monuments publics et les massacres des civils auront été plus considérables. Il importe que les adeptes de la Force apprennent à leurs dépens quels risques ils encourent lorsque, par leurs abus, ils contraignent les nations à s'allier pour constituer des forces capables de résister à celle dont ils abusent.

En résumé, les puissances qui se sont alliées pour répondre aux attaques injustifiées des empires germaniques ne devront traiter de la paix que toutes ensemble, elles ne devront signer la paix qu'à l'heure où les empires germaniques seront assez réduits pour être contraints de subir les conditions des vainqueurs et, enfin, ces conditions devront être telles que la paix du monde soit assurée pour un temps indéterminé.

§ XVI. — CONCLUSION.

La défaite des empires allemand, autrichien et turc apparaît, à l'heure où j'écris ces lignes, absolument certaine à tous les observateurs claivoyants, pour des raisons qu'il est possible de résumer en quelques propositions :

L'empire turc sera vaincu, écrasé et probablement détruit parce qu'il a follement rompu avec les seules nations qui, de tout temps, protégèrent son existence (France et Angleterre), pour se mettre au service de celles qui depuis un demi-siècle manifestaient l'ambi-

tion de l'absorber après l'avoir domestiqué (Autriche et Allemagne); parce que ses troupes, dont l'organisation fut confiée à l'Allemagne, ne sont ni organisées, ni armées, ni approvisionnées, ni instruites; parce qu'il a contre lui toutes les populations grecques, arméniennes, arabes, etc. qu'il opprime depuis cinq siècles; parce que l'autorité du sultan de Constantinople n'ayant jamais été respectée par les musulmans non Turcs, la proclamation de la guerre sainte, sur laquelle l'empereur Guillaume comptait pour soulever les populations islamiques de la Russie et des colonies anglaises ou françaises, a laissé le monde de l'Islam indifférent; parce que son gouvernement est entre les mains d'une poignée d'hommes corrompus et corrupteurs, plus incapables encore que les sultans de diriger ses destinées.

L'empire austro-hongrois sera vaincu et disloqué parce qu'il n'a jamais su gouverner de manière convenable les populations de nationalités diverses qui entrent dans sa composition et qu'il les a opprimées au point de provoquer parmi elles d'incessantes révolutions, toujours réprimées avec une excessive brutalité; parce qu'il a mécontenté d'une façon toute particulière les Slaves, qui représentent la majorité de ses sujets, ainsi que les Roumains et les Italiens qui en constituent un élément important par le nombre et l'intelligence; parce que sa conduite diplomatique fut constamment déloyale à l'égard de la Russie, de la France, de l'Angleterre, de la Turquie et des peuples des Balkans, de l'Italie et même de l'Allemagne; parce que ses généraux ont fait preuve d'une telle incapacité que l'état-major de Berlin a dû s'emparer du haut commandement des troupes austro-hongroises; parce que la diversité ethnique de ses soldats et officiers rend impossible leur solidité et leur fidélité dans une guerre où la monarchie des Habsbourg est en lutte avec la Russie protectrice naturelle des Slaves et libératrice

des Polonais, avec la France, amie des Roumains et des Italiens et avec l'Angeterre qui fut toujours bienveillante pour les mêmes populations, c'est-à-dire avec des peuples dont le programme comporte la libération de toutes les nationalités opprimées, tandis que la victoire des Germains d'Autriche et d'Allemagne et des Magyars de la Hongrie aurait pour conséquence inévitable le maintien de ces mêmes nationalités sous le joug dont elles se plaignent depuis des siècles; parce que François-Joseph, en s'alliant avec les Turcs, oppresseurs des Balkans, s'est nécessairement aliéné les nationalités grecque, roumaine, serbe et même bulgare, dont le retour plus ou moins complet sous la tyrannie de l'empire ottoman suivrait fatalement le triomphe de cet empire; parce que, enfin, l'Autriche-Hongrie est, comme la Turquie, soumise à un gouvernement dont les vices la condamnent à une destruction dont la date n'a été qu'avancée par la faute grossière qu'elle a commise, d'accord avec l'Allemagne, en ouvrant la lutte du Germanisme contre le Slavisme, dans des conditions particulièrement défavorables pour les Germains.

L'empire d'Allemagne doit être et sera vaincu parce que ses ambitions et appétits excessifs, ses prétentions à courber l'Europe sous son hégémonie et la brutalité de sa conduite diplomatique ont fait se dresser contre lui les trois plus grandes puissances de l'Europe : la Russie, l'Angleterre et la France; parce que la Triple-Entente, fondée en vue du maintien de la paix, a été contrainte de se transformer en une Triple-Alliance défensive dont la puissance est supérieure à celle des empires germaniques au triple point de vue du chiffre des populations, des effectifs militaires, des flottes de guerre et de la capacité financière ou économique; parce que les conditions dans lesquelles le kaiser a pris l'offensive contre la Serbie, la Russie, la France et l'Angleterre, a permis à l'Italie de conserver la neutralité à

l'heure où l'Allemagne aurait eu le plus grand besoin de son concours; parce que l'alliance de l'Allemagne avec la Turquie a mécontenté la Roumanie qui, en outre, trouverait dans la défaite des Germains une occasion unique de s'annexer ses congénères de la monarchie des Habsbourg, la Grèce dont les ambitions les plus légitimes seraient compromises par le triomphe des empires germains et ottoman et même la Bulgarie dont tout l'avenir dépend de la ruine des Turcs; parce qu'en poussant l'Autriche à opprimer la Serbie, le kaiser a soulevé contre les Germains toutes les populations slaves de la monarchie des Habsbourg; parce que le triomphe de l'Autriche, en cette guerre folle autant que criminelle, marquerait le retour de l'Italie sous une hégémonie des Habsbourg semblable ou pire que celle qu'établit le congrès de Vienne; parce que la violation cynique et inutile de la neutralité de la Belgique a provoqué des inquiétudes chez tous les neutres voisins des territoires allemands et la réprobation de tous les politiques honnêtes dans tous les pays; parce que les massacres d'otages, de citoyens paisibles, de vieillards, de femmes, d'enfants et de religieux ou religieuses, accompagnés de l'incendie systématique des villages et des villes, des monuments publics, des églises et des cathédrales, et toutes les violations du droit international commises par les armées de Guillaume II ont provoqué l'indignation du monde entier; parce que les mesures de piraterie sous-marine prises sous le prétexte de bloquer les ports anglais et français, ont troublé les intérêts de tous les pays neutres; parce qu'il en est résulté la nécessité pour la Grande-Bretagne et la France — maîtresses indiscutables des mers, car les escadres allemandes n'osent pas sortir de leurs ports — d'établir un blocus sévère de la Manche, de la mer du Nord, de la Méditerranée et de l'Adriatique, d'où résultera la disette des vivres et des matières premières dans tous les territoires de l'Allemagne et de l'Autriche;

parce que les armées et les flottes allemandes ne sont ni assez puissantes ni assez bien organisées et commandées pour répondre à la prétention du kaiser d'étendre son empire sur le monde entier; parce que ni Guillaume II ni son gouvernement et ses généraux ne remplissent les conditions et n'ont les qualités qu'eussent exigées leurs ambitions mondiales et leurs appétits inassouvissables; parce que, enfin, les Germains, corrompus par une science fausse et une éducation vicieuse, se sont mis par leur vanité puérile et leur barbarie scientifique au banc de l'humanité tout entière.

Je n'ajoute pas que les Germains doivent être vaincus parce qu'ils sont les ennemis du droit — car ils ne veulent connaître ni le droit, ni la justice, ni l'humanité — mais je conclus qu'ils seront vaincus parce que, abusant de leurs forces, ils ont provoqué l'union de toutes les forces qu'ils dédaignaient ou voulaient opprimer, et groupé toutes les puissances physiques, intellectuelles ou morales contre la seule puissance qu'ils connaissent et qui est la plus faible de toutes : la force matérielle.

32-15. — Imprimerie Paul BRODARD. — 4 15.

LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN, 108, Boulevard Saint-Germain, PARIS (6e)

BIBLIOTHÈQUE D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

Les grands traités politiques de 1815 à nos jours, par **P. ALBIN**. Préface par M. Maurice Herbette. 2e édition. 1 vol. in-8. . . . . 10 fr.

Le « coup » d'Agadir. *La querelle franco-allemande. Origines et développement de la crise de 1911*, par **LE MÊME**, 1 vol. in-16 . . . . . 3 fr. 50

La paix armée. L'Allemagne et la France en Europe (1885-1894), par **LE MÊME**, 1 vol. in-8. . . . . 7 fr.

L'effort allemand. *L'Allemagne et la France au point de vue économique*, par **L. HUBERT**, sénateur, 1 volume in-16. . . . . 3 fr. 50

La crise politique de l'Allemagne contemporaine, par **William MARTIN**. 1 vol. in-16. . . . . 3 fr. 50

Bismarck et son temps. I. *La préparation (1815-1862)*. — II. *L'action (1862-1870)*. — III. *Triomphe, splendeur et déclin (1870-1898)*, par **Paul MATTER**, conseiller d'Etat, directeur au ministère de la Guerre. 3 forts vol. in-8 (*Couronné par l'Institut*). Chacun . . . . . 10 fr.

Bismarck (1815-1898), par **H. WELSCHINGER**, de l'Institut, 1 vol. in-8, nouv. édit. . . . 5 fr.

L'esprit public en Allemagne, vingt ans après Bismarck, par **H. MOYSSET**, 1 vol. in-8 . . . . . 5 fr.

Viennent de paraître :

Qui est responsable? par **Cloudesley BRERETON**, avant-propos et traduction de l'anglais par E. Legouis, professeur à la Sorbonne. 1 broch. in-8. . . . . 1 fr. 25

Pourquoi les Germains seront vaincus, par **J.-L. de LANESSAN**. 1 broch. in-8. . . . . 1 fr. 25

L'Empire germanique sous la direction de Bismarck et de Guillaume II, par **LE MÊME**. 1 br. in-8. . . . . 1 fr. 25

Les Usages de la Guerre et la doctrine de l'Etat-Major allemand, par **Ch. ANDLER**, professeur à la Sorbonne. 1 broch. in-8. 1 fr. 25

Les Causes profondes de la Guerre (*Allemagne, Angleterre*), par **HOVELAQUE**, inspecteur général de l'Instruction publique. 1 vol. in-8. . . . . 1 fr. 25

Le militarisme allemand, *Ce qu'il est; Pourquoi il faut le détruire*, par **H. BOURGIN**, professeur agrégé au lycée Louis-le-Grand. 1 vol. in-8. . . . . 1 fr. 25

La Russie et la Guerre, par **A. RAFFALOVICH**, correspondant de l'Institut. 1 broch. in-8. . . . . 0 fr. 60

32-15. — Coulommiers. Imp. Paul BRODARD. — 4-15.